3,60€ jeudi 22 août 2024 **LE FIGARO** – N° 24 881 – **www.lefigaro.fr** – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais





LA VIE SANS ÉCRANS

BENJAMIN OLIVENNES : « L'AMOUR DE LA BEAUTÉ NOUS CONDUIT AUX PLUS GRANDS ACCOMPLISSEMENTS » **PAGE 20**



LITTÉRATURE

TOUR D'HORIZON DES ROMANS DE LA RENTRÉE **PAGES 12 ET 13**

LES MIRACULÉS DES CRASHS

NIKI LAUDA, SAUVÉ DES FLAMMES **PAGE 14**

LE SUD, GRANDE FRACTURE DE L'AMÉRIQUE

CETTE « QUESTION RACIALE » QUI N'EN FINIT PAS DE DIVISER **PAGE 19**

J.K. ROWLING, LA LUTTE D'UNE IDOLE

LES « POTTER-HEADS », CES FANS QUI NE COMPRENNENT PLUS L'AUTEUR **PAGE 21**

LES FANTÔMES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

COMMENT PEPSICO CRÉA EN FRANCE LE « PATRIOTISME ÉCONOMIQUE » **PAGE 27**

JEUX D'ÉTÉ **PAGE 16**

Après l'euphorie des Jeux, la France se remet au sport

Natation, judo, BMX... Les fédérations se préparent à un afflux de nouveaux adhérents à la rentrée. Avec l'enjeu de pouvoir les accueillir dans de bonnes conditions. **PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL**



PIERRE GUIBERT/ SAIFIMAGES

RUSSIE

À 50 km des combats, la centrale nucléaire de Koursk en état d'alerte **PAGE 6**

ÉTATS-UNIS

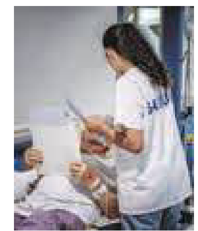
Le plaidoyer de Barack Obama pour Kamala Harris **PAGE 7**

CLIMAT

Mauvaise année pour l'agriculture française **PAGES 24 ET 25**

Le PS n'en finit plus de se diviser sur l'alliance avec les Insoumis

Après le coup de force de Jean-Luc Mélenchon, qui a brandi la menace de la destitution d'Emmanuel Macron, les socialistes se déchirent sur l'opportunité de poursuivre l'attelage avec les Insoumis. L'hypothèse d'une nomination de Bernard Cazeneuve à Matignon provoque aussi des remous au sein du parti à la rose. **PAGE 5**



Hôpitaux : nouvel été sous tension dans les services d'urgence

Les urgences d'*« une cinquantaine d'hôpitaux »* français *« sont actuellement en tension »* par manque de personnel, a reconnu mardi le ministre délégué à la Santé démissionnaire, Frédéric Valletoux. Dans plusieurs villes, comme Nantes et Brest, les soignants dénoncent des conditions d'accueil indignes pour les patients. **PAGE 8**

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

Le souffle de l'olympisme

C'est l'heureux effet retard des Jeux olympiques : après s'être enthousiasmés pour les exploits de leurs champions, les Français affluent vers les clubs de sport. De judo ou de natation, bien sûr, dans le sillage des géantissimes Léon Marchand et Teddy Riner, mais pas seulement. Ils se découvrent aussi une passion pour le canoë, le ping-pong, le tir, le BMX et bien d'autres disciplines dites secondaires, qui ne sortent de l'ombre que tous les quatre ans. Il faut espérer que cet engouement dure plus que le temps d'un été. L'exercice physique, que négligent trop souvent nos modes de vie sur écran, reste jusqu'à preuve du contraire la meilleure des assurances pour vivre mieux et plus longtemps. Il devrait à ce titre constituer, dès l'école, le socle de toute politique de santé. Or, la France, derrière ses titres olympiques, accuse encore un retard malheureux dans ce domaine : les infrastructures manquent et l'éducation physique demeure une discipline secondaire trop souvent méprisée. Puisse le souffle olympique permettre de corriger cette incongruité.

Sain pour le corps, le sport l'est aussi pour l'esprit. Comme on l'a vu pendant cette magnifique quinzaine, la fièvre des Jeux a diffusé de la joie, de la fierté, et engendré un vrai regain de patriotisme dans une France perpétuellement de mauvaise humeur, qui n'aime rien tant que se détester. Plus profondément, le sport exalte des valeurs essentielles, qu'il est chic, dans les salons parisiens, de trouver archaïques : l'effort, le dépassement de soi, la discipline, le sens du collectif, la performance, le mérite. C'est cette alchimie qui fascine le public, force son admiration, parfois lui arrache des larmes. C'est aussi ce que nos grandes consciences applaudissent des deux mains lorsque nos athlètes sont en piste, mais rejettent pour le vulgum pecus. Car la vraie vie, nous expliquent-ils doctement, doit s'affranchir du travail, de toute pénibilité, de toute contrainte, éliminer la compétition et écarter toute idée de sélection. Ou comment rêver de champions en bâtissant une fabrique de losers. ■

> Le sport exalte des valeurs essentielles

FIGARO **OUI** FIGARO **NON**

Réponses à la question de mercredi :

Approuvez-vous la taxation des véhicules électriques chinois par Bruxelles ?





VOTANTS : 73 670

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Les Jeux olympiques vous ont-ils incité à vous (re)mettre au sport ?

FRANCK FERVILLE/LE FIGARO MAGAZINE-ANDRZEJ TOKARSKI - STOCK.ADOBE.COM-ARNAUD LE VU / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT



M 00108 - 822 - F : 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

Après l'euphorie olympique, la France se prépare

Cédric Callier

Judo, tennis de table, BMX... De nombreuses fédérations anticipent un afflux de nouveaux adhérents lié à l'effet JO. Avec le défi

Soixante-quatre médailles, seize titres olympiques, des champions charismatiques tels que Léon Marchand ou Teddy Riner... La délégation tricolore a brillé sportivement lors des Jeux olympiques organisés à Paris. Des performances qui ont marqué des millions de Français, jeunes et moins jeunes, qui les ont suivis avec assiduité en tribune ou devant la télévision. Ce qui ne devrait pas manquer de faire naître de nouvelles vocations ou de provoquer des envies de découvrir telle ou telle discipline, avec très souvent en tête de gondole les sports à succès pour les Bleus.

Parmi ceux-ci le judo règne en maître. *« Je pense qu'on va connaître une belle augmentation*, confie Sébastien Nolesini, le directeur général de la Fédération française. *Il faut savoir qu'en général après les Jeux, on a toujours une hausse de 4000 à 6000 pratiquants. Mais là, il s'agissait de Jeux à Paris, lors desquels l'équipe de France a décroché dix médailles, avec une finale France-Japon qui a été suivie par environ 13 millions de téléspectateurs. Donc l'effet devrait être bien plus fort et on l'estime entre 30000 et 50000 nouveaux licenciés. »* Ce qui pourrait permettre à la discipline d'approcher, voire d'atteindre la barre des 600000 licenciés.

Mêmes ambitions du côté du tennis de table, porté par Félix Lebrun et ses deux médailles de bronze. *« On a fini l'année précédente avec 228000 licenciés et je pense que nous serons au-dessus des 250000 au mois de septembre*, affirme Gilles Erb, le président de la Fédération pongiste. *Nous nous y préparons depuis un an. Le succès de l'équipe de France et des Lebrun est très fort depuis une bonne année maintenant, et nous savions bien qu'avec les Jeux à domicile, si nous les réussissions, cela allait provoquer un afflux massif à la rentrée. Nous avons travaillé sur un plan d'accueil, pour recevoir mieux et plus. Nous avons mis des moyens financiers, nous avons mis en place une formation d'animateur de tennis de table, nous avons aidé les clubs à investir dans du matériel et à ouvrir de nouveaux créneaux. Il y a donc eu un gros travail d'effectué en amont. »*

Deux cent cinquante mille licenciés, c'est également le chiffre magique que vise la Fédération de volley, qui a pu célébrer à Paris le deuxième titre consécutif remporté par son équipe masculine. *« Cela va forcément engendrer de l'envie de faire du volley*, estime Éric Tanguy, son président. *Nous avons fixé comme objectif d'atteindre les 250000 licenciés, sachant que nous étions à 222000 en fin de saison dernière. L'espoir que j'ai, c'est que nos clubs soient en capacité d'accueillir tous ceux qui voudront pratiquer notre sport, et cela dans les meilleures conditions. Mais il est possible que cela soit difficile pour certains. »* Et celui-ci d'expliciter sa crainte : *« Ce qui nous coince, c'est que nous jouons dans des salles et il n'y a pas eu de construction massive d'équipements sportifs ces vingt dernières années, ce qui fait qu'un certain nombre de nos clubs arrivent à saturation de ce qu'ils peuvent accepter. Quand les créneaux sont déjà pleins, c'est délicat d'accueillir 20, 30 ou 40 personnes de plus. »*

Une appréhension partagée par la majorité de ses collègues. À commencer par Michel Callot, le président de la Fédération de cyclisme qui a sous son égide le BMX, une discipline marquée aux Jeux par un retentissant podium 100 % bleu-blanc-rouge chez les hommes : *« La discipline est en progrès constant depuis plusieurs années mais nous n'avons à notre disposition que 270 pistes, un chiffre qu'il faut rapporter aux 2400 clubs de la FFC et vous voyez l'écart de couverture territoriale. Nous avons une petite marge de manœuvre car un certain nombre de nos pistes ne disposent pas d'éclairage. Donc c'est assez simple de les en doter et de pouvoir accroître le nombre de créneaux, notamment dans la période automne-hiver. Mais on a des clubs de BMX qui sont déjà globalement assez remplis et c'est un peu notre préoccupation. Nous avons vraiment un travail à faire pour favoriser la construction de pistes et permettre à nos clubs qui ne sont pas spécialisés sur le BMX de s'ouvrir à*

> **« Nous avons créé une école de formation nationale de professeurs de judo et nous en avons 500 nouveaux à disposition. Donc nous ne sommes pas craintifs quant à l'arrivée de nombreux nouveaux pratiquants »**
>
> **Sébastien Nolesini** Directeur général de la Fédération française de judo



Dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 août, des milliers de coureurs et coureuses ont parcouru les 42,195 km du marathon pour tous, à Paris, première épreuve de l'histoire des Jeux olympiques ouverte au grand public.

« Ça donne envie de se dépasser » : inspirés par les héros des JO, ces Français qui se (re)mettent au sport

Shaya Baldassari, Catherine Le Du, Jean Kedroff et **Camille Salcedo-Ruiz**

« Grâce aux Jeux, j'ai réalisé que taper la balle m'avait manqué. » Chez Tabletennis11, boutique spécialisée du 9e arrondissement de Paris, Alexandre teste les raquettes une à une. Le jeune homme de 24 ans, qui a arrêté le ping-pong il y a déjà plus de dix ans, a été subjugué par les performances d'Alexis et Félix Lebrun. Les deux frères médaillés de bronze et nouvelles vedettes du sport français ont suscité des vocations. *« Les voir jouer m'a donné envie de m'y remettre. On est motivé à s'entraîner en famille »*, sourit Alexandre, en plein match de ping-pong avec un vendeur du magasin.

Alors que la période estivale est d'ordinaire plutôt creuse, les clients affluent dans ce petit commerce du centre de la capitale. *« On a eu énormément de clients en boutique et sur internet pendant la période des JO. Rien qu'aujourd'hui, j'ai fait 90 commandes »*, se félicite son gérant, Yohann Beribos. La palme du succès revient au modèle de raquette de Félix Lebrun, déjà en rupture de stock. *« Beaucoup aspirent à jouer comme les frères Lebrun »*, glisse le commerçant.

> **« Léon Marchand est la personne qui me redonne envie de retourner nager. J'étais comme un fou devant ma télé, surtout quand il a enchaîné deux finales en un soir, c'était historique »**
>
> **Tom** 18 ans

Le « ping » n'est pas le seul sport à déjà profiter d'un « effet JO ». Avec leur moisson record de médailles (64 dont 16 en or) et leurs exploits en tout genre, les sportifs tricolores inspirent leurs compatriotes. C'est le cas d'Oumar, pour qui regarder les JO à la télé a été un déclic. *« Fascinée »* par les performances des Teddy Riner, Joan-Benjamin Gaba ou Clarisse Agbégnénou et *« les émotions qu'ils ont transmises aux Français »*, cette assistante d'éducation au sein d'un collège de Pau a décidé de s'inscrire dans un club de judo à la rentrée. *« Je me suis dit : "Allez, c'est le moment !" »*, s'enthousiasme la jeune femme prête à fouler les tatamis.

Selon une étude menée par Ipsos fin 2023, *« l'impact des grands événements sportifs comme les Jeux olympiques sur la motivation des Français à pratiquer une activité physique est indéniable »*. En particulier chez les jeunes, pour qui le sport est *« porteur de valeurs fortes telles que le dépassement de soi, le respect, l'entraide et la discipline »*. Alors que 34 % des Français avaient pour résolution de pratiquer une activité sportive régulière en 2024, les JO boostent un peu plus leur envie de courir, sauter ou taper dans une balle ou un ballon.

Pour François, rentrée rimera avec tir au pistolet. *« Voir le tireur turc, en tee-shirt et main dans la poche, décrocher l'argent, c'était incroyable »*, confie le monteur vidéo de 29 ans devenu fan de Yusuf Dikeç, vice-champion olympique de tir au pistolet à 10 mètres, dont la précision toute en décontraction a enflammé les réseaux sociaux. *« Je ne connaissais rien à ce sport, mais j'ai déjà trouvé un club à Paris pour septembre*, poursuit le jeune homme. *On est plusieurs copains à avoir craqué pour le tir. C'est classe, précis et accessible à tous. »* Le tir présente un autre avantage : c'est un sport qui se pratique à tout âge et qui ne nécessite pas une préparation physique intense. *« Alors, on rêve un peu : peut-être qu'on se retrouvera à Los Angeles en 2028, qui sait ? »*, s'enthousiasme François.

Alexis et Ryad sont tous les deux d'anciens sportifs, rugby pour l'un, volley-ball pour l'autre. Les deux jeunes hommes ont eu un parcours assez classique : une pratique régulière dès l'enfance, puis un abandon progressif de l'exercice physique du fait des études et du travail.

« Aujourd'hui, j'ai une ambition folle », confie Alexis, qui veut *« remettre le sport au centre »* de sa vie. Ce qui l'a motivé ? Les *« figures charismatiques »* de ces JO et le désir de suivre leur exemple. *« Qu'il s'agisse d'Antoine Dupont, Léon Marchand ou Teddy Riner, ce qui m'inspire, c'est leur courage à aller chercher leur rêve. Ça donne envie de se dépasser »*, explique-t-il. D'ailleurs, cet habitant d'Aubervilliers n'a plus d'excuses : *« Le Centre aquatique olympique de Saint-Denis est à dix minutes à pied de chez moi, alors je compte bien en profiter. »*

Pour Ryad, 24 ans, la révélation a eu lieu le 10 août dernier. La victoire *« sensationnelle »* de l'équipe de France de volley face à la Pologne en finale olympique a eu l'effet d'une *« claque »* sur l'ancien sportif de haut niveau. *« Voir Earvin Ngapeth et Jean Patry briller sur le terrain, ça a réveillé en moi la rage de vaincre*, confie ce jeune commercial arlésien. *C'est devenu clair pour moi : je veux retrouver une carrière sportive. »* Depuis deux semaines, il a repris le chemin du stade de sa ville, engageant un programme quotidien de remise en forme. *« J'ai compris que c'était maintenant ou jamais. Je suis encore relativement jeune et j'ai gardé mon niveau. »* La semaine dernière, il a recontacté son ancien coach : *« C'était le soir de la cérémonie de clôture. Il m'a soutenu, il s'est montré confiant et m'a dit que j'avais mes chances. »*

Chez Decathlon, leader du marché du sport en France, l'effet JO se fait aussi ressentir. *« Nous avons constaté une hausse de fréquentation dans nos points de vente et notre chiffre d'affaires sur la période est plus élevé que d'habitude »*, constate Virginie Sainte Rose, directrice du partenariat Paris 2024. Une augmentation qu'elle explique notamment par l'effet « trend » des équipements sportifs floqués *« JO 2024 »*. Mais, au-delà des produits dérivés, une légère progression des ventes est notable, notamment au rayon natation. Reste à déterminer si elle est davantage liée à la période des vacances scolaires ou à un véritable « effet Léon Marchand ».

Les exploits du quadruple médaillé d'or ont en tout cas imprimé certains esprits. Inspiré par les performances du champion toulousain, Tom veut replonger dans le grand bain, qu'il a fréquenté plus jeune : *« C'est la personne qui me redonne envie de retourner nager. J'étais comme un fou devant ma télé, surtout quand il a enchaîné deux finales en un soir, c'était historique »*, raconte le jeune homme de 18 ans qui, depuis les Jeux, se rend régulièrement à la piscine. Il a également contacté son ex-entraîneur pour reprendre la nage dans son ancien club.

Même si elle estime qu'il est encore *« prématuré d'affirmer qu'il y a un véritable engouement autour du sport provoqué par les JO »*, Virginie Sainte Rose y croit : *« Si ces champions peuvent inspirer les plus jeunes, c'est bon pour notre chiffre d'affaires, mais aussi pour la santé publique ! Fin septembre, on saura si nous sommes devenus une nation sportive ou juste une nation qui aime faire la fête ! »*, s'amuse-t-elle.

> **« Tant qu'on n'aura pas revu la place du sport dans nos écoles, dans nos universités et qu'on le reléguera au rang de simple loisir, on ne notera pas d'impact significatif sur la pratique sportive au niveau national »**
>
> **Olivier Bessy** Sociologue du sport

Même interrogation pour Olivier Bessy, sociologue du sport et professeur émérite à l'université de Pau. Pour lui, Paris 2024 fut surtout de l'ordre *« du rêve et de l'échappatoire, dans une sorte de réminiscence des jeux du*

à une «vague» sportive

de pouvoir les accueillir dans de bonnes conditions à la rentrée.

cette pratique-là. Il faut utiliser au maximum la vague qui va arriver pour remplir au maximum nos clubs, mais il va falloir aussi travailler sur le moyen et le long terme. On sait très bien que dès qu'une piste se crée dans une ville, très vite, vous avez entre 100 et 150 licenciés.»

Une problématique qui concerne évidemment aussi les piscines et les gymnases qui, très souvent, doivent accueillir plusieurs disciplines, entre le BHV (basket-handball-volley), le badminton, le futsal… Mais pas forcément le judo, à en croire Sébastien Nolesini : *«Nous sommes prêts car nous avions lancé deux grands programmes ces dernières années. Il y avait d'abord le programme 1000 dojos, financé à 80 % par l'Agence nationale du sport (ANS). À date, nous en sommes à 400 nouveaux dojos créés. Pour vous donner un ordre de grandeur, le judo français, c'est environ 5200 clubs et 6000 dojos. Et en septembre nous en aurons donc 6400. Le deuxième point concerne la formation des professeurs. Nous avons créé une école de formation nationale de professeurs de judo et nous en avons 500 nouveaux à disposition. Donc nous ne sommes pas craintifs quant à l'arrivée de nombreux nouveaux pratiquants. Au contraire, nous les accueillerons les bras ouverts. On est confiants et on est prêts.»*

Reste à connaître la hauteur de la vague liée à l'effet JO. Sachant qu'en 2023, les fédérations comptabilisaient au global plus de 15 millions de licences et que 30 % des demandes n'avaient pu être satisfaites par manque de place. Cinquante-sept pour cent de ces licences concernent des jeunes de moins de 20 ans. Un chiffre qui n'a de cesse d'augmenter depuis la fin de la crise sanitaire, qui avait porté un sévère coup aux diverses fédérations. Mais depuis, celles-ci ont connu un retour à la normale, avant une probable forte expansion suite aux Jeux de Paris 2024. Sans savoir, donc, si elles ne risquent pas de se faire engloutir. *«Si la vague est monstrueuse, il est évident que nous serons limités par notre nombre d'infrastructures*, admet Gilles Erb. *On le sait, celles-ci ne se construisent pas en deux temps trois mouvements.»* Et si tous souhaitent accueillir le plus de pratiquants possible, tous donnent également le même conseil : ne tardez pas pour vous inscrire, vous ou vos enfants. Car dans de nombreux sports, la situation sera la même que sur un podium olympique, il n'y aura pas de la place pour tout le monde. ■



cirque, et du célèbre adage "Du pain et des jeux"». Rappelant que les Jeux olympiques ont toujours été *«un espace-temps particulier»*, il souligne la part belle faite à la participation du public dans ces JO avec *«le marathon pour tous qui a été un exemple unique de mobilisation du public»*.

Loin de nier le pouvoir unificateur des Jeux, Olivier Bessy reste toutefois circonspect quant aux retombées sur la santé publique. *«Les Jeux olympiques n'ont pas été suffisamment l'occasion de débattre en profondeur des bienfaits du sport»*, regrette-t-il. Et, en même temps, *«comment aborder la question du manque de sport et de la malbouffe quand Coca-Cola est un partenaire privilégié des Jeux ? Comment promouvoir l'industrie du sucre d'un côté, et le sport de haut niveau de l'autre ?»*, s'interroge le sociologue, qui pointe un problème de *«cohérence des valeurs»*. La faute également à un système de *«starification»*, qui fait du sport un spectacle *«auquel il faut assister»* plutôt qu'une pratique accessible.

S'agissant de l'impact des JO sur une potentielle hausse des inscriptions dans les clubs de sport, là encore, Olivier Bessy se montre prudent : *«Lorsque l'on compare avec d'autres événements sportifs d'envergure mondiale, comme la Coupe du monde de football de 2018, on constate, certes, un effet de halo dans un premier temps, mais cela ne dure généralement pas.»* Pour que les mentalités changent radicalement, il faut selon lui *«totalement revoir le dualisme cartésien dans lequel baigne notre culture française. Il y a un manque de fluidité entre la perception de l'esprit et du corps»*, lesquels sont trop segmentés, et ne sont par conséquent pas analysés comme *«une continuité»*.

«Tant qu'on n'aura pas revu la place du sport dans nos écoles, dans nos universités et qu'on le reléguera au rang de simple loisir, on ne notera pas d'impact significatif sur la pratique sportive au niveau national», estime le sociologue, pour qui l'enjeu est de créer des *«habitus sportifs»*, et cela passe par la *«valorisation de la discipline sportive en général»*. En comparaison avec la culture du sport observable dans des pays comme les États-Unis et l'Australie, la France ferait presque figure de mauvaise élève. Pour autant, cet état de fait n'est pas une fatalité, selon Olivier Bessy : *«Si l'on profite des JO pour donner aux citoyens les moyens de se dépenser, l'on parviendra peut-être à fidéliser de nouveaux sportifs.»*

Pour Alexis, Ryad, Oumar, Tom et Alexandre, l'heure n'est en tout cas plus à la fête, mais à l'effort. Aujourd'hui, Ryad cherche activement l'équipe de volley-ball qui pourra le *«propulser»* à partir de septembre. *«Cannes ou Marseille, je ne sais pas encore.»* Son objectif ? *«Los Angeles 2028, évidemment»*, répond-il en souriant. *«Ça peut paraître fou, mais ce n'est pas une blague : depuis deux semaines, c'est ma principale motivation.»* Oumar, elle aussi, rêve de gloire. *«J'aimerais beaucoup faire de la compète, et le rêve ultime, ce serait les JO ! J'ai même lancé un "objectif 2028" avec des potes, histoire de me motiver»*, s'amuse-t-elle. ■

Loin des exploits de Léon Marchand, le laborieux apprentissage de la natation

Les exploits aquatiques de Léon Marchand cet été ont mis en lumière une contradiction : la France, qui a largement célébré son héros, fait partie des mauvais élèves en matière d'apprentissage de la natation. Selon une étude de la Direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesco), un tiers des enfants (33,7 %) ne savent pas nager à la fin du primaire. Et ce alors que la noyade reste la première cause de mortalité par accident de la vie courante chez les moins de 25 ans.

Pourtant, des actions concrètes ont été mises en place ces dernières années pour mieux transmettre le «savoir-nager». Le ministère des Sports, conjointement avec le ministère de l'Éducation nationale, propose ainsi deux programmes. Le plan J'apprends à nager, lancé en 2015, offre un cursus d'apprentissage de la natation aux enfants de 4 à 12 ans, principalement issus des quartiers prioritaires et des zones de revitalisation rurale. Les séances, gratuites, sont encadrées par du personnel qualifié et peuvent être organisées pendant les vacances scolaires, et sur les temps périscolaires. En 2019 est venu s'ajouter le programme Aisance aquatique, destiné aux petits de 4 à 6 ans. Celui-ci a pour objectif d'inculquer des réflexes permettant notamment de regagner le bord d'une piscine lors d'une chute accidentelle.

Pour autant, un rapport ministériel publié en 2023 dresse un constat préoccupant quant à la proportion d'élèves échouant à la certification de nage à la fin de la classe de sixième. Sur la totalité des établissements ayant répondu à l'enquête, 17,1 % des élèves ne savent toujours pas nager à l'issue de leur première année de collège. Une statistique sans doute loin de retranscrire l'entière réalité. *«Nos chiffres se basent sur du déclaratif, ce sont les maîtres-nageurs, puis les écoles qui communiquent leurs chiffres, et rien ne les y oblige»*, explique une source au ministère de l'Éducation nationale. Difficile donc de quantifier précisément le nombre d'élèves demeurant inaptes à la nage.

«Applaudir un nageur c'est bien, savoir nager c'est mieux.» Dans une récente tribune publiée dans *Le Télégramme*, la conseillère régionale de Bretagne (divers droite), Agnès Le Brun, appelle à un renforcement des budgets consacrés à l'apprentissage de la natation pour les enfants. Pour l'ancienne maire de Morlaix, le plan Aisance aquatique actuel est *«inadapté»*. Elle pointe un besoin *«urgent»* de financement, notamment via les intercommunalités, pour réhabiliter les piscines municipales, dont *«l'état est déplorable»*.

Répondant à un tweet de la députée NFP, Aurélie Trouvé, qui demandait *«où sont les moyens pour le sport populaire ?»*, la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, avait évoqué, début août, *«l'héritage des Jeux en Seine-Saint-Denis»* qui *«comprendra 17 nouveaux bassins de natation et 1 bassin entièrement rénové»* ainsi que les *«300 millions d'euros»* consacrés au *«plan 5000 équipements-Génération 2024»*. Du côté du ministère de l'Éducation nationale, on reconnaît un manque *«indéniable d'infrastructures par rapport au nombre d'élèves»*, dans *«certains secteurs clés»*. On admet également des disparités. Certaines académies comprennent des *«zones très rurales, au sein desquelles les problématiques de transport des élèves sont un vrai sujet»*.

Pourtant, des solutions alternatives existent, comme les camions-piscines, innovation mobile conçue pour offrir des leçons de natation dans des zones dépourvues d'infrastructures aquatiques. Primés au concours Lépine en 2019, ces camions sont équipés de piscines intégrées, permettant aux enfants et aux adultes d'apprendre à nager sans avoir à se rendre dans une piscine traditionnelle. *«Ces solutions sont cruciales pour garantir que tous les enfants, y compris ceux des zones rurales éloignées des piscines, puissent apprendre à nager»*, explique au *Figaro* Agnès Le Brun.

« Beaucoup d'enfants ont pris un retard non négligeable du fait de l'épidémie de Covid-19 et de la fermeture des établissements »

Le ministère de l'Éducation nationale

«La natation à l'école est un sujet qui concerne à la fois les collectivités, le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Sports», rappelle par ailleurs le ministère de l'Éducation nationale. Déjà source de difficultés logistiques, cette gestion conjointe a été mise à rude épreuve par l'épidémie de Covid puis la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine. *«Beaucoup d'enfants ont pris un retard non négligeable du fait de l'épidémie et de la fermeture des établissements»*, reconnaît-on Rue de Grenelle.

C'est le cas des enfants de Pierre. Son fils et sa fille, âgés de 11 et 8 ans, courent après le temps perdu dans leur apprentissage de la natation. *«Mon aîné ne sait vraiment nager que depuis cette année. Entre le CP et le CE2, il n'est pas allé à la piscine avec l'école. J'ai essayé de lui apprendre les bases mais je ne suis pas maître-nageur. Il fait déjà du basket, du piano et des échecs, je ne voulais pas lui rajouter une autre activité extrascolaire avec la natation. À mon époque, nous apprenions à nager à l'école. C'est une des missions de l'Éducation nationale»*, grince le père de famille. Un apprentissage *«obligatoire dans les programmes scolaires depuis 1956»*, souligne Agnès Le Brun. Après la crise du Covid, la reprise des cours a été chaotique. *«Les créneaux ont été pris d'assaut par les classes de CM1-CM2, les élèves les plus en retard. On nous a également opposé un manque de parents accompagnateurs pour réaliser les sorties piscine…»*, poursuit le quadragénaire, encore *«loin d'être serein»* quand il surveille ses enfants qui se baignent en bord de mer. ■

C. L. D. et **S. B.**



FREDERIC SCHEIBER/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

La France fait partie des mauvais élèves en matière d'apprentissage de la natation. Selon une étude de la Direction générale de l'enseignement scolaire, un tiers des enfants ne savent pas nager à la fin du primaire.

Le sport à l'école, un indispensable vivier en manque de moyens

Cédric Callier

Forte de 1,2 million de licenciés, l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) espère profiter de l'élan olympique pour obtenir plus d'argent et de reconnaissance.

«L*e handball, ah, ce sport de préau !*» «*Tu as sport aujourd'hui ? C'est bien, tu vas pouvoir te reposer.*» «*Les profs d'EPS sont des profs ratés.*» Combien de préjugés circulent encore, de manière éhontée, autour du concept de sport à l'école, trop souvent considéré comme le parent pauvre de l'enseignement ?

Un dénigrement auquel le Comité d'organisation des Jeux de Paris 2024, en concertation avec les ministères de l'Éducation nationale et des Sports, a opposé l'ambition forte, ces dernières années, de redorer le blason de la pratique du sport à l'école. Avec notamment son programme introduisant, en primaire, trente minutes de pratique d'une activité physique quotidienne (APQ). Un programme lancé pour des raisons de santé publique et de lutte contre la sédentarisation liée au développement exponentiel du temps passé devant les écrans par les jeunes. Sans oublier le décret «deux heures de sport en plus au collège» visant principalement les établissements situés en zone prioritaire et les élèves n'ayant pas d'autres accès à une pratique sportive.

« Notre modèle peut surpasser l'américain, car dans quel pays peux-tu prendre une licence, à n'importe quel âge, juste à côté de chez toi ? Il n'y a qu'en France qu'un tel modèle de solidarité existe et il ne faut surtout pas le tuer »

Olivier Girault Président de l'UNSS

Deux mesures qui, selon Coralie Benech, la secrétaire générale du Snep-FSU (Syndicat national de l'éducation physique), n'ont pas atteint leurs objectifs. «*Ces trente minutes d'APQ sont prises sur le temps de l'activité physique et sportive, ce qui signifie qu'il ne s'agit pas d'un ajout, mais simplement d'un mix entre les deux. De plus, elles ne suscitent aucun investissement, aucune formation ni même aucun programme ou contenu. Cela ne développe absolument pas la question de la culture sportive, qui devrait, selon nous, être développée à l'école. Quant aux deux heures de sport en plus au collège, c'est un dispositif qui n'a pas du tout marché. Il ne concernait qu'une centaine d'établissements il y a deux ans, et l'année dernière ce chiffre aurait dû monter à 700. Mais, dans la réalité, il n'y en a même pas 300 qui le font. Et, dans chaque établissement, cela ne concerne qu'une vingtaine d'élèves, dont seulement 10 % sont éloignés de la pratique sportive.*»

Néanmoins, malgré certaines réserves, semble se dessiner le projet de maintenir l'école dans son rôle d'antichambre du sport de haut niveau en France. D'où la nomination fin décembre 2021 à la tête de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) d'Olivier Girault, champion olympique de handball en 2008. Autrement dit, un ancien sportif de (très) haut niveau, et non un enseignant, comme l'espéraient certains. Dès son arrivée, celui qui fut candidat à la présidence de la Fédération française de handball n'a pas manqué de dresser un état des lieux flatteur sur le plan des performances. «*J'ai connu l'UNSS quand j'y étais moi-même, à une époque où le niveau sportif était très haut*, nous confie-t-il. *Ce qui m'a surpris en en prenant la direction, c'est de voir que ce niveau était resté très haut. Je pensais que, avec l'avènement des ligues professionnelles dans de nombreux sports, le tri était déjà fait en amont et peut-être que le sport scolaire n'était plus aussi prégnant qu'auparavant. Mais ce n'est pas le cas. Il sert même à développer le haut niveau de certaines pratiques, qui, sans l'UNSS, ne pourraient pas avoir ce maillage territorial pour déceler de jeunes talents.*»

Forte de 1,2 million de licenciés – dont 40 % de jeunes filles – dans la tranche d'âge des 11-18 ans, répartis dans 9500 associations sportives (AS), l'UNSS s'impose comme la première fédération sportive des jeunes en France. Au quotidien, ce sont ainsi près de 37000 professeurs d'EPS qui accueillent et encadrent, en dehors du temps scolaire, la pratique sportive de tous ces jeunes, pour une cotisation annuelle modique de 20 euros. «*Nous sommes la fédération la moins chère qui existe*, assure Olivier Girault. *Trop de parents pensent que rien n'est fait pour les enfants alors que si, c'est le cas. Sauf que l'enfant nous coûte plus qu'il ne nous rapporte, contrairement à une fédération classique, où la variable d'ajustement face à une crise consiste à augmenter le prix de la licence. Et, en plus, il peut pratiquer plusieurs sports parmi la centaine que nous proposons. Nous sommes donc la seule fédération qui n'a rien à prendre, et tout à offrir.*»

Une jolie formule, qui se heurte toutefois à la réalité économique. «*Je ne vais pas vous mentir, nous rencontrons clairement des difficultés*, avoue Olivier Girault. *On paie tous les transports et, avec l'inflation, cela mange la moitié de notre budget. C'est pour cela qu'il nous faut repenser notre manière de nous financer, car nos coûts fixes ne cessent d'augmenter. Mais il est primordial que les enfants continuent de pouvoir se rencontrer à travers le sport. C'est l'un des derniers bastions qui n'est pas encore envahi par le monde virtuel.*» Avec son budget de 30 millions d'euros annuel, dont 4,4 millions proviennent de subventions de l'État et environ 10 millions des cotisations versées aux AS, l'UNSS estime qu'une rallonge de 5 millions d'euros serait nécessaire pour améliorer son fonctionnement. Mais aussi, et surtout, pour se préparer à «*prendre une possible claque*», selon les propres termes d'Olivier Girault, après les Jeux de Paris, qui devraient faire naître de nombreuses vocations sportives. «*Aujourd'hui, nous fonctionnons déjà à flux tendu et il ne serait pas simple d'accueillir 100000 ou 150000 gamins supplémentaires à la rentrée*», admet l'ancien handballeur.

Le manque d'infrastructures sportives est l'un des premiers obstacles, avec souvent des gymnases vétustes, des stades trop éloignés, du matériel usé jusqu'à la corde… «*Le plus gros problème aujourd'hui concerne les installations*, appuie Coralie Benech. *Dans les plans d'Emmanuel Macron fixés dans le cadre des JO, il y a celui qui s'intitule 5000 équipements-Génération 2024. Mais, là encore, ce qui a été fait est inadapté à la pratique en club et à celle en EPS. Par exemple, ce sont des city stades, des skateparks ou des terrains de basket 3×3, ce qui est très bien en soi pour que toute la population puisse y aller. Sauf que vous ne pouvez pas mettre toute une classe dessus. Et cette question des équipements sportifs est d'autant plus problématique dans certains départements, soit parce qu'il n'y en a pas assez, soit parce que ceux existants sont trop vétustes.*»



Au quotidien, près de 37000 professeurs d'EPS accueillent et encadrent, en dehors du temps scolaire, la pratique sportive des jeunes, pour une cotisation annuelle modique de 20 euros. THOMAS LOUAPRE/DIVERGENCE

Une situation très éloignée du modèle américain, si souvent encensé. «*On parle toujours du sport américain avec admiration sans se rendre compte que nous avons tout chez nous aussi pour faire aussi bien*, affirme Olivier Girault. *Le modèle américain, je le connais par cœur, car ma fille est depuis deux ans en high school et elle vient d'obtenir sa bourse complète pour quatre ans à Miami. Je vis ce modèle de l'intérieur et il y a tellement de choses qui sont racontées qui sont fausses… La seule certitude, c'est que leur modèle est beaucoup plus fluide que le nôtre avec un seul canal, l'école, et que beaucoup plus de moyens sont mis dans les établissements publics que dans les privés. Tout est construit autour de la dynamique sportive et artistique, alors que chez nous celles-ci sont considérées comme étant à part.*»

Et le président de l'UNSS de poursuivre son argumentaire, en louant aussi le modèle français. «*Aux États-Unis, c'est comme si tu avais l'équivalent de l'Insep à l'intérieur de chaque université. Nous, la matière, nous l'avons déjà, c'est juste à l'organisation qu'il faut réfléchir. Et je pense même que notre modèle peut surpasser l'américain, car dans quel pays peux-tu prendre une licence, à n'importe quel âge, juste à côté de chez toi ? Il n'y a qu'en France qu'un tel modèle de solidarité existe et il ne faut surtout pas le tuer. Le modèle américain est parfait jusqu'à l'université, car tout le monde y fait du sport. Sauf qu'après, si tu ne deviens pas un sportif de haut niveau, il ne te reste plus comme choix que d'être un consommateur à la télévision, car il n'y a pas de clubs.*»

« Il faut faire comprendre aux enfants qu'ils peuvent aussi exister par le sport »

Kévin Mayer Décathlonien

Avec cependant, toujours en filigrane, ce débat consistant à savoir si la France est un pays de sport ou non. À cette question, le décathlonien Kevin Mayer avait affirmé au *Figaro* en 2021 : «*Aujourd'hui, on nous demande de rapporter des médailles et les gens vibrent à travers nous quand on en décroche. Mais comment faites-vous si vous apprenez aux jeunes que le sport ne compte pas, qu'il n'offre aucun futur ? (…) Il faut faire comprendre aux enfants qu'ils peuvent aussi exister par le sport. Aux États-Unis, je ne dis pas que tout leur système est bon, loin de là, mais les jeunes qui sont forts en sport sont valorisés et ils sentent qu'ils ont un avenir. Ils sont soutenus par toute leur école ou leur université. En France, c'est limite dégradant d'être fort en sport.*»

Pour Claude Onesta, le directeur de la haute performance au sein de l'Agence nationale du sport, le regard est différent. «*La France est un pays de sport, où la pratique est conséquente et l'organisation particulière. Ce qui est plus complexe, dans notre pays, c'est de faire vivre la pratique du sport de haut niveau. Quand vous avez des besoins très spécifiques, vous n'allez pas forcément trouver l'écoute nécessaire. Cela n'empêche pas un certain nombre de nos sportifs de réussir, car on finit toujours par trouver des solutions. Nos grands champions ne sont pas tombés du ciel et ils ont quand même bénéficié des structures, des encadrements offerts par l'État. Je peux vous dire que ce qu'on a appelé le sport-études, devenu pôles espoirs, nous est envié par le monde entier.*»

Un avis partagé par Olivier Girault, qui a été joueur sous Claude Onesta en équipe de France de handball. «*La France est un pays de sport à 300 %. C'est parce que la formation française est tellement bonne qu'un Victor Wembanyama peut partir aux États-Unis. Il ne faut pas dénigrer cette formation.*» «*À quel moment considère-t-on la culture sportive comme appartenant à la culture ?*», s'interroge cependant Coralie Benech. «*La manière de nager d'un Léon Marchand ou de jouer au tennis de table d'un Félix Lebrun doit être considérée comme un spectacle au même titre qu'une représentation de danse ou de théâtre. Trop souvent aujourd'hui on résume le sport à la santé – ce qui est très important, évidemment –, mais pas à la culture sportive. Or, dans ce cas-là, c'est facile et vous n'avez pas besoin d'équipements sportifs ni d'investissements de l'État. Vous prenez les enfants, vous les amenez dans un parc, vous les faites courir, vous ajoutez quelques exercices et en termes de santé, vous obtiendrez un bon résultat. Mais pour ce qui est de la culture sportive…*»

Reste à voir si la réussite des JO de Paris 2024 pourra donner un nouveau souffle à ce sport scolaire, qui ne demande que cela. «*Il y a eu tellement d'événements ces trois ou quatre dernières années sur l'ensemble du territoire pour accompagner Paris 2024…*, constate Girault. *On parle beaucoup de la question de l'héritage, qui trop souvent se cantonne à des questions matérielles du type plus de moyens, plus de salles… On a juste oublié un truc : le vrai héritage est immatériel. Désormais, plein d'enfants en France savent concrètement ce que sont les Jeux olympiques. Ils s'y sont amusés, ils s'y sont engagés et cela n'a pas de prix.*» Mais pourront-ils faire du sport au quotidien dans de bonnes conditions ? ■

OSP **VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES**
01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

62 Vente aux enchères publiques à l'audience du JEX de **PARIS** - JEX Ventes Immobilières TJ DE PARIS - Parvis du Tribunal de PARIS - 75859 PARIS CEDEX 17 **le JEUDI 3 OCTOBRE 2024 à 14h - EN UN LOT DE VENTE**

À LE TOUQUET-PARIS-PLAGE (62520) - 378 avenue des Troènes, Villa ISGREV

Cadastrée section AL N° 637 lieudit «AVENUE DES TROENES» pour 23a 12ca

UNE MAISON D'HABITATION d'une superficie de 439,60 m², comprenant :

Au RdC : hall d'entrée, bureau,salon, salle de billard, cuisine, buanderie, deux toilettes, salle de sport, salle d'eau, deux dégagements, pièce technique, cellier.

A l'étage : palier avec couloir en L, cinq chambres avec salles de bains, jacuzzi, trois sanitaires (dont un dans une salle de bains).

Des combles aménagés en : salle de jeux (palier), salle de projection, débarras, chambre.

GARAGE, local jardin, atelier, chaufferie (pool house),terrasse, PISCINE

OCCUPÉE

Mise à Prix : 2.000.000,00 €

AVEC FACULTE DE BAISSE D'1/4 EN CAS DE CARENCE D'ENCHERES SUR LA MISE À PRIX D'ORIGINE PUIS D'1/3 SUR CETTE 1ère BAISSE.

Consignation pour enchérir : chèque de banque à l'ordre du Bâtonnier Séquestre de 200 000€.
Outre les clauses et conditions énoncées au cahier des Conditions de vente.
Rens : **Me Eric ASSOULINE - Cabinet ETHIC ALL**, Avocat, 176 Boulevard Haussmann 75008 PARIS
Tél. 09.75.40.31.39 - ventes.assouline@orange.fr. Consultation du cahier des conditions de vente au Greffe des Criées du TJ de PARIS ou au cabinet de l'avocat poursuivant.
Renseignements sur sites Internet : www.avocats-ventes.com et www.licitor.com - **www.ferrari.fr**
VISITE SUR PLACE LE 27 SEPTEMBRE 2024 de 9H15 à 11H15

Avant la rencontre avec Macron, le PS replonge dans ses divisions sur l'alliance avec LFI

Pierre Lepelletier

Deux courants du parti contestent la stratégie de la direction et ne veulent pas exclure l'hypothèse Cazeneuve.

En dégainant, dimanche dernier, la lourde mais impossible menace de « destitution » contre Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon a aussi lancé une belle grenade dégoupillée dans les roses du Parti socialiste. Depuis la publication du texte des Insoumis par *La Tribune dimanche*, les troupes d'Olivier Faure s'entredéchirent. Si la direction, opposée à la proposition de LFI, ne veut pas s'épancher sur le sujet pour préserver la sacro-sainte unité du Nouveau Front populaire, les deux courants minoritaires estiment que Jean-Luc Mélenchon et les siens sont allés trop loin. À leurs yeux, l'ex-candidat LFI à la présidentielle se livre à une nouvelle *« provocation »* qui risquerait de *« braquer »* Emmanuel Macron à quelques heures de la rencontre du NFP avec le président, vendredi matin, à l'Élysée. *« Une nouvelle ligne rouge a été franchie »*, dénonce un élu du PS.

Les socialistes opposés à Olivier Faure regrettent que le premier secrétaire ne soit pas monté plus haut dans les tours pour se démarquer de cette initiative Insoumise. Sur X (ex-Twitter), le chef des socialistes avait rappelé que cette tribune n'engageait que LFI. *« Les militants attendent que notre premier secrétaire soit plus fort vis-à-vis des Insoumis »*, grince un cadre du parti. Les deux courants minoritaires défendent, eux, un acte symbolique : ne pas se présenter avec les Insoumis lors du rendez-vous avec Emmanuel Macron. *« Quelle est la crédibilité de s'afficher avec eux ? Ils veulent la destitution, alors que nous souhaitons gouverner »*, souligne Kamel Chibli. Le vice-président de la région Occitanie, proche de Carole Delga, estime par ailleurs qu'une telle décision *« acterait la clarification attendue du PS vis-à-vis de La France insoumise »*.

« Je ne vois p as sur quel mandat Bernard Cazeneuve pourrait gouverner »

Lucie Castets Candidate NFP au poste de premier ministre

La direction du parti de la rose refuse de suivre cette piste et a d'ailleurs dit non à la tenue du bureau national réclamé par les opposants pour trancher la ligne. Olivier Faure et les siens ne veulent pas donner l'impression que les socialistes *« se regardent le nombril »* en ouvrant de nouvelles hostilités internes. Surtout, ils considèrent que seul un bloc de gauche uni peut permettre de tenir le bras de fer face à Emmanuel Macron pour imposer le nom de Lucie Castets, la représentante du NFP, à Matignon. *« Lucie Castets ne va pas enchaîner deux rencontres avec Emmanuel Macron, une avec les socialistes et une avec les Insoumis »*, souligne par ailleurs un parlementaire.

En réalité, se profile une autre bataille au sein du Parti socialiste. Si le courant majoritaire défend la candidature de Lucie Castets - c'est d'ailleurs Olivier Faure qui avait proposé son nom lors des négociations -, cela est de moins en moins évident dans les deux autres chapelles. Le nom de Bernard Cazeneuve, régulièrement cité, est doucement en train de convaincre au sein des courants minoritaires. *« C'est Emmanuel Macron qui décide, donc s'il continue de dire non à Lucie Castets, que fait-on ? On se retire ou on décide quand même de répondre aux problèmes des Français ? »*, interroge Patrick Mennucci, stratège socialiste. *« Si Bernard Cazeneuve devait accepter, c'est qu'il aurait la capacité de mener la politique dont le pays a besoin. Sinon, il n'acceptera pas. C'est un homme de gauche, un homme de principes »*, salue l'ancien député de Marseille.

Ces positions agacent les responsables socialistes qui réclament l'unité du parti à deux jours de la rencontre avec le chef de l'État. *« Macron sait très bien qu'il peut se servir de Bernard Cazeneuve pour diviser la gauche »*, soupire un cadre. *« Quelle majorité aurait-il ? Il faut être rationnel. Les Insoumis, Les Écologistes et une grande partie des socialistes ne le soutiendraient pas. Il aurait donc une majorité encore plus restreinte que Lucie Castets »*, prévient Pierre Jouvet, eurodéputé et stratège du PS. *« Je ne vois pas sur quel mandat Bernard Cazeneuve pourrait gouverner »*, a également souligné Lucie Castets, lundi, sur BFMTV, rappelant qu'il ne représentait en rien le Nouveau Front populaire, soit la coalition arrivée en tête aux législatives.

Par ailleurs, les alliés écologistes n'ont jamais oublié que l'ancien socialiste était à la tête du ministère de l'Intérieur lors de la mort du militant écologiste Rémi Fraisse sur le barrage de Sivens en 2014. *« Je sais que, dans un parti, certains le plébiscitent, mais, chez Les Écologistes, il y a des choses qu'on n'oubliera jamais »*, a martelé Marine Tondelier, lors d'une conférence de presse en amont des Journées des Écologistes qui débutent ce jeudi à Tours (Indre-et-Loire). En cas de désignation de Bernard Cazeneuve, un soutien de certains cadres socialistes pourrait donc avoir l'effet d'une déclaration de guerre au reste de la gauche.

Pour ne rien arranger, Raphaël Glucksmann, qui s'était fait discret ces dernières semaines, s'est rappelé au bon souvenir des socialistes. Dans un entretien au *Point*, mardi, l'ancienne tête de liste du PS aux européennes n'a pas manqué de critiquer la stratégie de ses alliés après la dissolution. L'eurodéputé a remis en question le plan du Nouveau Front populaire, regrettant qu'il n'y ait pas eu un *« dialogue avec les partis politiques ayant participé au front républicain contre le Rassemblement national sur la base des priorités »* plutôt que de se comporter comme si *« le NFP avait la majorité absolue »*. Plus largement, l'essayiste a également reproché aux partis de gauche, dont le PS, de ne pas avoir *« autant travaillé »* que La France insoumise ces dernières années, au point de *« progressivement développer un sentiment d'infériorité politique, intellectuelle et même psychologique »* au mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

« Raphaël a pris le melon. Il pourrait avoir un peu plus de reconnaissance pour le Parti socialiste après la campagne des européennes », raille une proche d'Olivier Faure. À en croire plusieurs sources, le premier secrétaire du PS aurait coupé les liens avec son ancienne tête de liste depuis le NFP. Comme une belle histoire qui se termine mal. *« Il n'a pas totalement tort sur le fond, mais pourquoi ce timing, juste avant la rencontre avec Emmanuel Macron ? Il aurait pu faire ça dix jours plus tard… »*, soupire une responsable socialiste. En ajoutant : *« Il sait qu'il a un vrai capital politique et qu'il y a une attente autour de lui, mais sa sortie fait vraiment mercenaire… »* ■



Olivier Faure et R aphaël Glucksmann, à Paris, le 15 mai. Celui qui a conduit la liste PS-Place publique aux européennes a remis en question le plan du NFP.

QUENTIN DE GROEVE HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Cyrielle Chatelain : « Il n'y a pas de plan B à Lucie Castets »

Cyrielle Chatelain est la présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale.

LE FIGARO. - En tant que présidente du groupe écologiste à l'Assemblée, vous serez reçue vendredi par Emmanuel Macron avec le NFP. Que lui direz-vous ?

CYRIELLE CHATELAIN. - Au nom du Nouveau Front populaire, nous dirons collectivement à Emmanuel Macron que ce qu'il fait est inacceptable démocratiquement. Nous ne pouvons pas avoir un gouvernement démissionnaire qui continue d'appliquer sa politique d'austérité, et ne laisser que quelques jours à un nouveau gouvernement pour constituer son budget. Donc, maintenant, il faut arrêter. En tant que garant des institutions, le président doit se tourner vers la première force à l'Assemblée nationale, à savoir la coalition du Nouveau Front populaire, et nommer Lucie Castets, notre représentante, à Matignon.

Et s'il refuse ?

Pour nous, il n'y a pas de plan B. La gauche et Les Écologistes seront dans la majorité et apporteront leur soutien seulement à un gouvernement porté par Lucie Castets. Il est important de rappeler que les députés du NFP ont été élus, et que les Français nous ont mis en tête, dans le cadre d'une coalition entre quatre partis. Nous avons un devoir de cohérence et de respect de la parole donnée aux citoyens. Ça suffit de faire des promesses à un instant T et de ne pas les tenir quelques semaines après. C'est pourquoi pour nous, aucun autre scénario n'existe.



THOMAS SAMSON/AFP

« Bernard Cazeneuve, ce ne serait pas la gauche au pouvoir mais une continuité du macronisme qui ne dit pas son nom »

Cyrielle Chatelain Présidente des députés écologistes

Certains socialistes estiment pourtant que le nom de Bernard Cazeneuve pourrait permettre de trouver un compromis entre le chef de l'État et la gauche. Qu'en pensez-vous ?

Cela signifierait tout simplement que le Nouveau Front populaire n'est plus la première force politique à l'Assemblée nationale puisque Bernard Cazeneuve n'obtiendrait pas le soutien de tous les groupes de gauche et certainement pas des écologistes. Au final, il serait même probablement à la tête d'une coalition de macronistes, avec à peine 170 députés. Quelle serait donc sa marge de manœuvre alors qu'il devra toute sa nomination à une force politique qui ne veut, par exemple, aucun nouvel impôt ou qui défend l'austérité budgétaire ? Ce ne serait pas la gauche au pouvoir mais une continuité du macronisme qui ne dit pas son nom. C'est ce qu'ont refusé les Français.

Mais comment gouverner avec 193 députés alors qu'il en faut 289 pour obtenir des majorités ?

L'Assemblée nationale doit redevenir le lieu dans lequel se construisent des majorités politiques. En réalité, nous en avons déjà trouvé dans le passé. Lors de la précédente législature, nous avions trouvé des majorités pour taxer les superdividendes, pour augmenter les moyens consacrés aux hôpitaux… Mais le gouvernement avait balayé ces propositions. Avec un gouvernement du Nouveau Front populaire, cela ne serait plus possible. Je pense, par ailleurs, que nous pouvons construire des majorités sur la base de notre programme sur des textes essentiels comme l'abrogation de la réforme des retraites, le soutien aux collectivités locales, la proportionnelle, le renforcement des services publics, à l'école, à l'hôpital…

Vos adversaires menacent en attendant de renverser un gouvernement du Nouveau Front populaire si des Insoumis occupent des ministères. Qu'en dites-vous ?

Ces menaces ne sont pas respectueuses des Français. Ceux qui tiennent ces discours sont les mêmes qui ont été élus grâce aux désistements des candidats du Nouveau Front populaire, y compris donc des candidats Insoumis. À ce moment-là, nous étions tous des républicains unis pour lutter contre l'extrême droite, malgré nos importants désaccords. Ce barrage a démontré quelles étaient les forces républicaines de notre pays. Les quatre partis du Nouveau Front populaire sont toutes des forces républicaines.

Ne craignez-vous pas qu'Emmanuel Macron noue un accord avec la droite ?

Si Emmanuel Macron veut une majorité avec ce qu'il reste de LR, il devra donc compter sur le soutien du RN pour ne pas être renversé par une motion de censure. Le président mènerait donc une politique au bon vouloir du Rassemblement national. Ce serait une trahison envers les électeurs alors que les députés macronistes ont été élus grâce au désistement républicain des candidats du Nouveau Front populaire.

Les Insoumis menacent d'engager une procédure parlementaire de destitution contre le président s'il ne nomme pas Lucie Castets. Qu'en pensez-vous ?

Cette idée de destitution sous-entend qu'il ne suffirait que de changer de président pour que tout s'arrange. Mais qui peut aujourd'hui prétendre avoir une majorité absolue à l'Assemblée nationale ? Aujourd'hui, il n'y a plus d'automaticité entre l'élection d'un président de la République et d'une majorité parlementaire. Nous devons démontrer que nous savons construire des majorités au sein d'une Assemblée extrêmement diverse, tout en respectant la pluralité. Il faut faire mûrir le fonctionnement parlementaire. Cela est d'ailleurs une des promesses du Nouveau Front populaire.

Les Journées d'été des Écologistes commencent ce jeudi à Tours. Quelle est la place de votre parti dans le NFP ?

Je suis fière de mon parti qui a toujours su être à la hauteur du moment, notamment lorsqu'il fallait retirer des candidats pour empêcher des victoires du Rassemblement national. Nous observons chez de plus en plus de Français une volonté de se rapprocher des Écologistes pour mener la bataille politique contre l'extrême droite tant nos deux projets sont antinomiques. Dans les années qui viennent, je considère également que nous devons continuer à démontrer, pour l'emporter, que l'union de la gauche et des Écologistes fonctionne autour d'une ligne politique claire, avec une méthode et du respect entre partenaires. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P. L.

À 50 km des combats, la centrale nucléaire de Koursk en état d'alerte

Alain Barluet Envoyé spécial à Kourtchatov

Depuis deux semaines, la centrale, qui se trouve à quarante kilomètres à l'ouest de Koursk, a été placée au premier plan de l'actualité par l'incursion ukrainienne.

« La frontière ukrainienne est à soixante kilomètres. Nous sommes conscients que le risque existe. Mais le monde ne peut pas se permettre une nouvelle catastrophe nucléaire » : Igor Korpounkov nous invite à monter à bord d'une petite embarcation à moteur pour nous rapprocher autant que possible de la centrale nucléaire de Koursk, placée sous très haute sécurité depuis l'entrée surprise des forces ukrainiennes sur le territoire russe, le 6 août dernier.

Interdiction formelle pour la presse d'accéder à proximité du site. Mais le maire de Kourtchatov l'assure, c'est depuis le lac réservoir créé il y a un demi-siècle pour le refroidissement des quatre réacteurs que le point de vue sera optimal. De fait, la centrale, et ses cheminées, se distingue nettement à moins de deux kilomètres de distance. Sa structure aisément reconnaissable évoque celle, funeste, de Tchernobyl. Les deux installations ont été construites à la même époque, au début des années 1970.

Depuis deux semaines, la centrale, qui se trouve à quarante kilomètres à l'ouest de Koursk, a été placée au premier plan de l'actualité par l'incursion ukrainienne. C'est du moins ce qu'affirment les autorités russes, qui n'ont pas manqué d'évoquer les risques posés désormais, selon elles, sur ces installations énergétiques majeures qui alimentent en électricité toute la région de Koursk mais aussi celles, voisines, de Belgorod et de Briansk. Les combats se poursuivent actuellement à une cinquantaine de kilomètres de Kourtchatov. *« Selon nos informations, l'armée ukrainienne avait prévu de prendre la centrale de Koursk vers le 11 août, après quoi leur intention était de lancer un ultimatum à la Russie »*, a affirmé le 14 août le général Apti Alaudinov, un des responsables de la contre-offensive lancée depuis par les Russes, et par ailleurs commandant du bataillon tchétchène Akhmat.

> **« Selon nos informations, l'armée ukrainienne avait prévu de prendre la centrale de Koursk vers le 11 août, après quoi leur intention était de lancer un ultimatum à la Russie »**
>
> **Apti Alaudinov** Commandant du bataillon tchétchène Akhmat

Trois jours plus tard, Maria Zakharova, la porte-parole de la diplomatie russe, répétait que l'Ukraine préparait une attaque contre la centrale nucléaire de Koursk. *« Nous appelons l'ONU et l'AIEA à condamner immédiatement les actions provocatrices préparées par le régime de Kiev »*, ajoutait Maria Zakharova, dont les propos faisaient écho aux accusations mutuelles que ne cessent de se lancer les Russes et les Ukrainiens à propos d'une autre centrale, celle de Zaporijjia, sur la rive orientale du Dniepr, que les forces de Moscou occupent depuis mars 2022.

Au fil de notre navigation sur le lac réservoir de Kourtchatov, où s'ébattent quelques baigneurs, le maire confirme que de *« petits drones sont tombés »*, le 8 août, à proximité de la centrale, sans provoquer de dégâts. *« Mais le danger existe quand même »*, ajoute-t-il. Le groupe Rosatom, l'opérateur qui gère le site, cité par l'agence RBK, a parlé pour sa part de *« fragments de missiles abattus découverts sur le territoire de la centrale »*, mettant en garde contre *« les risques d'une menace directe »*.

Tout en évitant soigneusement de rentrer dans les détails, Igor Korpounkov assure que toutes les mesures ont été prises pour renforcer la sécurité de sa petite cité stratégique. On y dénombre 40 000 habitants, dont près de 10 000 travaillent à la centrale nucléaire ou dans les services qu'elle induit (restauration, transports…). Lui-même est un ancien chef-électricien à la centrale. La ville, qui porte le nom d'un célèbre atomicien soviétique, a été fondée en 1968 autour du chantier lancé pour la construction du site. Nous ne serons pas autorisés à voir les tranchées ni les « dents de dragon » mises en place, indique-t-on, dans les alentours, face à une éventuelle avancée ukrainienne. On ne souhaite, de toute évidence, ne pas trop en dire.

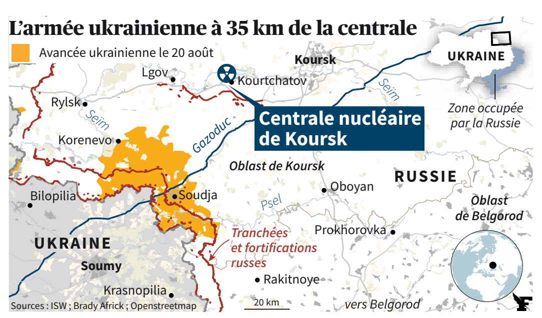
En ville, les militaires ne sont guère visibles. Il s'agit manifestement, comme d'ailleurs à Koursk (400 000 habitants), de ne pas créer d'effet de panique dans la population. Comme dans toute la région néanmoins, un régime d'alerte *« antiterroriste »* a été imposé, donnant notamment aux forces de l'ordre des pouvoirs renforcés pour fouiller les véhicules et les immeubles. La vente d'alcool est interdite après 17 heures. Les sirènes mugissent à intervalle régulier, mais sans conduire les passants à se mettre à couvert.

Sur la route, entre Koursk et Kourtchatov, il faut franchir plusieurs postes de contrôle. Des patrouilles de surveillance nocturne sont organisées par des volontaires de la Défense territoriale, en uniforme militaire, mais sans arme. L'un d'eux, le visage masqué et qui se fait appeler « Chtil » (« calme », en russe), relève que *« selon les médias »*, la ville *« pourrait être une cible (…) parce que nous avons des installations énergétiques qui sont précieuses pour nous et pour le pays dans son ensemble »*. Il poursuit : *« C'est pourquoi nous avons immédiatement organisé de l'aide. Les gens sont inquiets et nous ne devons pas permettre la panique… »*

Arrivé en fin de vie, deux des quatre réacteurs RMBK de 1 000 mégawatt-heures (MWh) ont été arrêtés en 2021 et 2023. Deux nouveaux réacteurs de dernière génération VVEER de 1 200 MWh chacun sont actuellement en construction sur le chantier de Koursk-2, la première unité devant commencer à fonctionner à la fin de cette année. Si la production d'énergie se poursuit normalement, indique-t-on, Rosatom a néanmoins décidé le 9 août de réduire *« temporairement »* les effectifs de Koursk-2.

« Pour la deuxième fois de l'histoire, nous risquons de voir une centrale nucléaire majeure dans une zone de combat », soulignait, Valentin Gibalov, expert sur les questions nucléaires, dans le journal *Kommersant*, le 10 août, établissant un lien entre la situation de Koursk à celle de Zaporijjia. Ce parallèle convient aux Russes, tant il est vrai que le contrôle de la centrale ukrainienne depuis 2022 leur octroie un levier de pression sur Kiev, non seulement militaire mais en matière de fourniture électrique, dont l'Ukraine a grandement besoin, tout en laissant planer aux yeux de la communauté internationale le spectre d'une possible catastrophe environnementale.

Des affrontements armés *« intenses »*, la semaine dernière, à proximité de la centrale de Zaporijjia, ont conduit Rafael Grossi, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme. La pertinence d'une symétrie entre Koursk et Zaporijjia reste toutefois à démontrer : il ne semble guère avéré, à ce stade de leur opération sur le territoire russe, que les forces ukrainiennes aient la volonté - ni sans doute les moyens - de s'emparer de la centrale de Koursk. Une visite sur place du patron de l'AIEA est envisagée dans les semaines à venir. ■





Le maire de Kourtchatov, Igor Korpounkov *(ci-dessus, de face)*, visite un centre de défense mobilisé, notamment, pour surveiller la centrale nucléaire de Koursk *(à droite)*. ALAIN BARLUET/LE FIGARO, VLADIMIR GERDO/TASS/SIPA USA

En Ukraine, les smartphones au centre de la cyberguerre

Nicolas Barotte

Les téléphones portables ne sont plus autorisés près du front pour les soldats russes. Fin juillet, la Douma a soutenu un amendement autorisant les commandants d'unités à sanctionner les subordonnés qui utiliseraient des appareils électroniques sur le front, hors opérations militaires où leur usage serait nécessaire.

La mesure vise à limiter les risques de fuites de données sur le front ou les vulnérabilités créés par l'usage des téléphones. L'année dernière, l'armée ukrainienne était parvenue à localiser un rassemblement militaire russe à Rohove grâce aux communications téléphoniques des soldats et à infliger plusieurs dizaines de morts en une frappe d'ATACMS.

Même s'il a fallu s'adapter, les téléphones portables personnels sont toujours intégrés au panorama de la guerre. Dans un environnement saturé où la guerre électronique fait rage, les réseaux de communication continuent néanmoins d'être utilisés pour transmettre des ordres ou des positions. Les messageries cryptées comme Telegram ou Signal sont considérées *« comme suffisamment sécurisées »*, explique une source militaire occidentale. Au sein de l'Otan, on réfléchit à *« l'hybridation »* des moyens de communication. En Ukraine, les forces en présence ne disposent, quoi qu'il en soit, pas tous de moyens de communication plus robustes en nombre suffisant. Pour opérer des drones, les combattants utilisent aussi des applications installées sur leurs téléphones. Pour les détecter, l'armée ukrainienne a recours elle aussi à des téléphones portables : installés sur des poteaux et dotés d'un logiciel de traitement de données adéquat, ils forment un réseau de détecteur acoustique.

« Le soldat du futur devra être équipé de son fusil et d'un téléphone », argumentait dès le début de la guerre un gradé français. Dans son idée, il s'agissait par exemple de pouvoir produire du contenu qui serait diffusé à des fins d'influence. Sur le terrain, les soldats enregistrent d'ores et déjà des vidéos classifiées destinées à servir de preuves de leurs actions.

Mais les téléphones portables sont devenus des cibles. Au sein d'une unité française spécialisée dans le renseignement, consigne a été passée depuis longtemps d'être *« vigilant »* dans son usage des téléphones et des réseaux sociaux, même en dehors des missions. Les comptes peuvent être surveillés et quelques détails, même inconsciemment, peuvent suffire pour livrer un indice sur un futur déploiement.

En Ukraine, la cyberguerre de la Russie a changé de mode opératoire, selon une étude menée pour le Royal United Services Institute (RUSI) par le chercheur Dan Black, expert chez Mandiant et ancien analyste pour l'Otan. *« Bien avant l'offensive ukrainienne de 2023, de nombreux éléments indiquent que de nombreuses unités cyber russes ont délaissé les cibles stratégiques pour les mobiles et les ordinateurs des soldats afin d'atteindre des objectifs tactiques sur le front »*, écrit-il. Il ne s'agit plus seulement pour les cyber unités russes de perturber les réseaux et les infrastructures ukrainiennes, mais de viser les appareils employés sur le front. L'auteur cite comme exemple de ces succès tactiques la frappe qui a coûté la vie à 19 soldats de la 128e brigade d'assaut de montagne. Elle a été opérée après que le compte Signal d'un des soldats a été pénétré.

> **« La densité technologique et la richesse des capteurs sur les lignes de front de la guerre donnent un avantage à la collecte des signaux émis par les appareils des soldats et par les réseaux numériques qui les relient »**
>
> **Dan Black** Chercheur

« Non seulement l'accent mis par Kiev sur le combat "data-centré" a fait des smartphones une source inestimable de données de localisation pour établir des schémas de mouvement, localiser et cibler les positions ukrainiennes, mais la dépendance des militaires à l'égard des applications de messagerie cryptée, telles que Signal, pour des communications opérationnelles sécurisées a fait de la capacité d'intercepter ces appareils un enjeu capital pour le GRU et le FSB », poursuit Dan Black. Techniquement, des barrières restent cependant à surmonter. *« La densité technologique et la richesse des capteurs sur les lignes de front de la guerre donnent un avantage à la collecte des signaux émis par les appareils des soldats et par les réseaux numériques qui les relient »*, insiste-t-il.

Les actions des cyberunités russes *« se sont rapprochées du front pour capitaliser sur le renseignement tactique de court terme »* que les appareils visés peuvent fournir, explique Dan Black. Plusieurs unités russes se consacrent désormais à l'exploitation des données collectées. Le Center 16, l'unité du FSB spécialisée en guerre électronique et interception des signaux, chercherait à pirater l'application Signal pour accéder à des conversations privées. Sandworm, l'unité du GRU spécialisée dans les opérations cyber, auraient fourni des capacités aux unités russes sur le front pour exploiter les données des appareils ukrainiens retrouvés. Les services de sécurité ukrainiens ont aussi alerté contre le risque de piratage de caméras de surveillance par les cyberattaquants russes.

Depuis le début de la guerre, les armées occidentales et les grandes entreprises de la tech, comme Microsoft, Amazon ou Google, ont fourni à l'Ukraine une assistance cruciale pour résister aux cyberattaques russes. *« La défense a pris l'avantage sur l'attaque »*, commentait une source militaire française. Le changement d'approche russe va conduire les alliés de l'Ukraine à adapter leur soutien pour protéger les données ukrainiennes. ■



Adrien Jaulmes
Envoyé spécial à Chicago

L'ex-président reste extrêmement populaire parmi les démocrates, mais il prévient que, malgré l'enthousiasme, la campagne sera difficile.



Barack Obama, lors de la convention nationale démocrate, mardi, à Chicago (Illinois). Le soutien du couple Obama est bienvenu pour Kamala Harris.
ALYSSA POINTER/REUTERS

« Yes, she can ! » : le plaidoyer de Barack Obama pour Kamala Harris

Les Obama n'ont pas perdu de leur aura auprès du Parti démocrate. Michelle, puis Barack Obama, ont été longuement acclamés mardi soir au deuxième jour de la convention du parti à Chicago. Leur apparition sur scène est soudain venue rappeler une époque plus optimiste. *« C'était il y a seize ans »*, a dit Obama, évoquant sa propre nomination comme le candidat du parti en 2008. Il aurait pu dire une éternité. Son élection, puis sa réélection quatre ans plus tard sont les dernières campagnes où le Parti démocrate s'est follement enthousiasmé pour son candidat.

Obama a tenté d'insuffler le même espoir à la campagne de Kamala Harris. Il a repris son ancien slogan, *« Oui, nous pouvons ! »*. Il a fait un parallèle entre sa campagne et celle de Kamala Harris, remarquant que les conventions démocrates *« ont toujours souri aux jeunes avec des drôles de noms qui croient dans un pays où tout est possible »*. *« L'Amérique est prête pour un nouveau chapitre*, a dit Obama, *l'Amérique est prête pour une meilleure histoire. Nous sommes prêts pour la présidente Kamala Harris. »* Toujours svelte mais les cheveux dorénavant grisonnants, il a montré qu'il n'avait rien perdu de son talent oratoire.

Son discours est venu rappeler la puissance des mots, comment des phrases pouvaient soudain faire surgir des idées, susciter l'espoir. Obama a évoqué Joe Biden, en disant que le choisir comme vice-président avait été la meilleure décision qu'il ait jamais prise. Mais il ne s'est pas étendu, rappelant que *« le flambeau a dorénavant été passé »*, et que la campagne ne faisait que commencer. *« Malgré l'énergie incroyable que nous avons été capables de générer au cours des dernières semaines*, a-t-il prévenu, *la compétition sera serrée dans un pays étroitement divisé, un pays où trop d'Américains ont encore du mal à s'en sortir, et qui ne croient pas que le gouvernement peut les aider. »*

Comme tous les orateurs ou presque qui ont pris la parole à la convention, Obama a évoqué Trump, dont l'élection, qui pèse comme une malédiction sur le Parti démocrate, représente pour lui un affront presque personnel. *« Ce milliardaire de 78 ans qui n'a pas arrêté de se lamenter sur ses propres problèmes depuis qu'il est descendu de son escalator doré il y a neuf ans. Son flot constant de plaintes et de jérémiades s'est même aggravé depuis qu'il a peur de perdre face à Kamala. Les surnoms puérils, les théories du complot et son obsession pour la taille des foules, on n'en sort jamais. »*

« Surtout, a-t-il poursuivi, *Donald Trump veut nous faire croire que ce pays est désespérément divisé entre nous et eux, entre les vrais Américains, ceux qui le soutiennent et les autres qui ne le soutiennent pas… C'est l'un des plus vieux tours de passe-passe de la politique, de la part d'un homme dont le jeu est devenu assez éculé. Nous n'avons pas besoin de quatre années supplémentaires d'esbroufe et de chaos. Nous avons vu ce film et nous savons tous que les deuxièmes épisodes sont généralement pires. » « Kamala Harris n'est pas née avec des privilèges. Elle a dû travailler pour arriver là où elle est, et se soucie réellement des autres »*, a enchaîné l'ancien président.

« Nous devons nous rappeler que nous avons tous nos faiblesses, nos contradictions et nos préjugés ; et que si nous voulons convaincre ceux qui ne sont pas prêts à soutenir notre candidat, nous devons écouter leurs préoccupations… Je sais que ces idées peuvent sembler naïves en ce moment, a reconnu Obama, *nous vivons une époque de confusion et de rancœur, dans une culture qui accorde de l'importance à des choses qui ne durent pas : l'argent, la célébrité, le statut, les likes. Nous courons après l'approbation d'inconnus sur nos téléphones ; nous construisons toutes sortes de murs et de clôtures autour de nous-mêmes et nous nous demandons ensuite pourquoi nous nous sentons si seuls. Nous ne nous faisons pas autant confiance parce que nous ne prenons pas le temps de nous connaître - et dans l'espace qui nous sépare, les politiciens et les algorithmes nous apprennent à nous caricaturer les uns les autres, à nous troller et à nous craindre les uns les autres… La bonne nouvelle, est que les liens qui nous unissent sont toujours là. Nous entraînons toujours des équipes de football et nous nous occupons de nos voisins âgés. Nous nourrissons toujours les affamés, dans les églises, les mosquées et les synagogues, et nous partageons la même fierté lorsque nos athlètes olympiques décrochent la médaille d'or. La grande majorité d'entre nous ne veut pas vivre dans un pays amer et divisé. Nous voulons quelque chose de mieux. Nous voulons être meilleurs. Et la joie et l'enthousiasme qui entourent cette campagne nous montrent que nous ne sommes pas seuls. »*

> **« Donald Trump veut nous faire croire que ce pays est désespérément divisé entre nous et eux, entre les vrais Américains, ceux qui le soutiennent et les autres qui ne le soutiennent pas… C'est l'un des plus vieux tours de passe-passe de la politique »**
> **Barack Obama**
> Ancien président des États-Unis

Ces appels à l'unité sonnaient cependant de façon un peu décalée, tant la politique américaine a été transformée depuis les deux mandats d'Obama. Celui-ci avait fait campagne contre John McCain puis contre Mitt Romney, un pilote héroïque et un mormon pétri de principes, en même temps que deux républicains qui ont aussi été des opposants à la prise de contrôle de leur parti par Donald Trump. Comme s'il ne comprenait plus vraiment son époque, Obama est soudain apparu comme ses anciens opposants : un homme d'un autre temps.

Son épouse, qui l'avait précédé sur le podium, avait peut-être mieux que lui saisi l'esprit de la campagne actuelle. Elle a salué Kamala Harris et *« quelque chose de magique dans l'air… Une sensation familière que nous avons trop longtemps enterrée trop profondément »*. Mais elle a mis en garde contre la brutalité qui a déjà commencé à se déchaîner dans la campagne. *« Malheureusement, nous connaissons la suite*, a dit Michelle Obama, *nous savons que ces gens vont faire tout ce qu'ils peuvent pour déformer sa vérité… »*

« Mon mari et moi connaissons malheureusement bien ce sujet. Pendant des années, Donald Trump a fait tout ce qui était en son pouvoir pour que les gens aient peur de nous. Sa vision limitée et étroite du monde l'a amené à se sentir menacé par l'existence de deux personnes qui ont travaillé dur, qui sont hautement diplômées et qui réussissent, tout en se trouvant être des Noirs… C'est toujours la même arnaque : répéter des mensonges laids, misogynes et racistes à la place de vraies idées et solutions qui amélioreront réellement la vie des gens. »

Le soutien de Michelle et Barack Obama est bienvenu pour Kamala Harris, dont c'est la première campagne électorale nationale. La vidéo de ralliement du couple à sa candidature avait été l'une des plus visionnées du début de sa campagne. Mais, si l'on compare souvent Kamala Harris et Obama en raison de leurs origines familiales, le parallèle demeure assez superficiel. Même s'ils se sont déjà croisés au cours de leurs carrières respectives, leurs parcours restent largement distincts, tout comme leurs positions politiques et leurs styles personnels. Obama est un orateur persuasif et un intellectuel un peu froid.

Harris n'a pas la réputation de passer plus de temps que nécessaire dans les dossiers, et s'appuie plutôt sur sa présence, sa chaleur et son contact. Alors que la base politique d'Obama se trouve à Chicago et à Washington, Harris appartient au monde un peu à part des démocrates californiens. Mais la candidate s'est récemment rapprochée de l'ancien président depuis qu'elle est devenue la tête de liste du parti. Après avoir récupéré l'appareil de campagne de Biden, elle a recruté plusieurs anciens collaborateurs d'Obama, notamment David Plouffe, qui fut l'un des stratèges de l'élection victorieuse de 2008. L'énergie et la capacité de rassemblement qui avaient permis à un jeune sénateur sans expérience de créer une vaste coalition et de remporter l'élection en 2008 ne seront pas de trop pour la candidate démocrate. ■

L'ancien président haïtien Martelly sanctionné par Washington

Patrick Bèle

Élu après le tremblement de terre de 2010, l'ancien chanteur est soupçonné de trafic de drogue, de corruption et de liens avec les gangs.

Le bureau de contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor des États-Unis a décidé des sanctions contre Michel Joseph Martelly, le président de Haïti de 2011 à 2016. Selon un communiqué de cette Administration américaine, *« Martelly a abusé de son influence pour faciliter le trafic de drogues dangereuses, dont la cocaïne, à destination des États-Unis. En outre, Martelly s'est engagé dans le blanchiment des produits illicites de la drogue, a travaillé avec des trafiquants de drogues haïtiens et parrainé de nombreux gangs basés en Haïti. »*. Michel Joseph Martelly avait déjà été sanctionné par le Canada en 2022.

Ces sanctions interdisent à Michel Joseph Martelly de faire des transactions financières aux États-Unis, de voyager dans ce pays et d'avoir des échanges commerciaux avec des ressortissants américains. Les élites haïtiennes ont l'habitude de se rendre fréquemment aux États-Unis et d'y faire des affaires, les organismes financiers haïtiens suscitant la méfiance des acteurs économiques locaux.

À Port-au-Prince, la capitale haïtienne, la nouvelle n'a pas suscité beaucoup de commentaires. Un ancien président corrompu et lié aux gangs sanctionné par le département du Trésor des États-Unis ? *« Oui, mais lequel ? »*, questionnent les Haïtiens.

Il s'agit cette fois de Michel Joseph Martelly. Il avait été élu en 2011 président de la République, après le terrible tremblement de terre de 2010, qui avait fait plus de 280 000 morts et détruit la plupart des infrastructures du pays. La réponse du personnel politique avait été si désastreuse qu'il semblait nécessaire de trouver un candidat venant de la société civile. Ce fut Michel Joseph Martelly. Ancien musicien de kompa, celui que l'on surnomme « Tet Kalé » (« crâne rasé » en créole) était le patron d'une boîte de nuit qui accueillait les militaires et la grande bourgeoisie de Port-au-Prince, et avait une certaine notoriété au sein des élites haïtiennes. Connu pour sa carrière de chanteur populaire des boîtes de nuit de Port-au-Prince, il a été présenté comme l'exemple du candidat qui permettrait de renouveler le personnel politique.

Membre des milices de Duvalier

Cette présentation, promue par Washington et la communauté occidentale, avait pour but d'éviter de renommer le membre d'un parti impliqué dans le désastre qu'a constitué la gestion de la crise du tremblement de terre de 2010. Martelly avait, dans sa jeunesse, été membre des milices du dictateur Duvalier. Il s'était prononcé ouvertement contre le président Jean-Bertrand Aristide et avait joué un rôle actif dans le coup d'État de 1991, qui l'a renversé. En 2011, il avait approuvé le retour de l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier après 25 années d'exil et se disait prêt à le prendre comme conseiller s'il était élu président.

Son élection à la tête de l'État, en 2011, n'a pas été un long fleuve tranquille. Il a fallu la pression des États-Unis pour exclure Jude Célestin du second tour de l'élection et permettre à Michel Joseph Martelly d'être élu. En 2016, il soutient la candidature de Jovenel Moïse, le président qui sera assassiné en juillet 2021 dans la résidence présidentielle.

Le chaos que vivent les Haïtiens depuis de nombreuses années est directement corrélé aux liens que le personnel politique et les milieux d'affaires haïtiens entretiennent avec les gangs qui contrôlent aujourd'hui 80 % de la capitale. L'arrivée récente d'une force militaire kényane pour appuyer la police haïtienne n'a pas permis, pour l'instant, aux autorités de reprendre le contrôle des rues de la capitale.

« Les gouvernements haïtien et américain doivent s'unir pour arrêter les criminels à cravate, a précisé l'ambassadeur des États-Unis en Haïti, Dennis Hankins. *Quels que soient le rang ou la position de la personne, que ce soit en Haïti ou aux États-Unis, si elle s'efforce de déstabiliser Haïti, des sanctions suivront. »* ■


Michel Joseph Martelly a été le président de Haïti de 2011 à 2016.
TNS/ABACA

Urgences : un nouvel été sous tension dans les hôpitaux

Services partiellement fermés, délais d'attente allongés pour les patients... Le ministre de la Santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, a reconnu qu'une cinquantaine d'établissements étaient en difficulté.



Pour dénoncer les temps d'attente aux urgences, un «mur de la honte» a été dressé à l'hôpital de Brest, le 13 août.
PAUL BOHEC/PHOTOPQR/LE TELEGRAMME/MAXPPP

Délais d'attente interminables, brancards dans les couloirs, lits fermés faute de personnel suffisant... Comme chaque été, les urgences hospitalières, qui fonctionnent déjà en flux tendu en temps normal, se retrouvent embolisées quand une partie des soignants partent en congés. *«Une cinquantaine d'hôpitaux sont en tension»*, a reconnu mardi dans *Ouest-France* le ministre délégué à la Santé démissionnaire, Frédéric Valletoux, tout en jugeant que la situation était moins inquiétante qu'à l'été 2022, qui avait été particulièrement difficile. *«Il reste, c'est vrai, des situations délicates à réguler»*, a-t-il admis.

Depuis début août, plusieurs établissements ont décidé de fermer partiellement les portes de leurs urgences un peu partout en France. À Carpentras (Vaucluse), les urgences sont ouvertes uniquement le matin depuis mardi et pour les trois prochains mois. À Laval (Mayenne), elles auront été fermées dix-huit nuits en août et n'ouvriront que six nuits en septembre. À Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), une régulation temporaire de l'accès aux urgences a été instaurée jusqu'au 26 août. Confronté aux *«tensions exercées sur la gestion des effectifs»*, l'hôpital Nord Franche-Comté, installé à Trévenans (Territoire de Belfort), a même activé le plan blanc depuis le 17 août, afin de mobiliser des moyens et des effectifs supplémentaires.

Conditions indignes

Les grandes villes ne sont pas épargnées. À Nantes, les syndicats du CHU ont dénoncé l'engorgement record des urgences de leur établissement, qui aurait mené, depuis le début de l'été, au décès de quatre patients en zone d'attente, dans des conditions indignes. Une version aussitôt démentie par la direction de l'hôpital, qui ne considère comme accidentel qu'un seul des quatre décès pointés du doigt.

À Brest, un «mur de la honte» a été érigé par la CGT pour dénoncer les temps d'attente aux urgences : Mme A., 95 ans, est restée vingt heures trente sur un brancard. M. K., 91 ans, y a passé vingt-neuf heures, etc. *«Le temps d'attente moyen, entre l'arrivée et la sortie des urgences (...), a pu monter à neuf heures»* ces dernières semaines, nuance Frédéric Valletoux, et se situe habituellement plutôt autour de *«six ou sept heures»*. Quant à Marseille, les urgences de l'hôpital Nord ont été perturbées par une infestation de... punaises de lit. La direction a déployé des chiens renifleurs et un *protocole strict* pour protéger patients et *«personnels tout en permettant de poursuivre l'activité.»*

La situation est ainsi *«très contrastée et hétérogène en fonction des territoires»*, a observé sur France Inter Arnaud Robinet, maire de Reims et président de la Fédération hospitalière de France, qui représente les hôpitaux publics. *«La mère des batailles, ce sont les ressources humaines. Nous avons un déficit en termes de personnel»*, explique-t-il, appelant à travailler sur l'*«attractivité des carrières»*, la *«réorganisation interne»* des établissements, mais aussi à renforcer la *«complémentarité entre public et privé»*. Un tacle qui a aussitôt fait réagir le secteur privé. *«Nous sommes sur le pont 24 heures sur 24. Nous avons passé un été difficile. Heureusement que nous avons été là. Sans nous, ils ne passaient pas le mois de juillet»*, rétorque Lamine Gharbi, président de la Fédération de l'hospitalisation privée, soulignant que les urgences privées ont enregistré un bond d'activité de 20 % par rapport à l'an dernier. La CGT pointe, elle, les incohérences de l'exécutif : *«En moins de vingt-quatre heures, le gouvernement annonce 1510 postes d'interne en moins à la rentrée et la mise en état de vigilance maximale du système de santé en prévention de l'épidémie de mpox (variole du singe).»*

Alors que le nombre de passage aux urgences a doublé en vingt ans, le scénario se répète chaque été. Pourtant, les ministres de la Santé successifs – sept en sept ans ! – se sont tous penchés sur le sujet. En 2022, François Braun avait lancé une boîte à outils pour désengorger les urgences : appel systématique au 15 avant de se présenter à l'hôpital pour mieux réguler les «vraies» urgences, revalorisation des gardes de nuit et de week-end des personnels hospitaliers, création des services d'accès aux soins (SAS), ces plateformes téléphoniques qui réunissent Samu et médecins de ville pour trouver aux patients des rendez-vous sous vingt-quatre à quarante-huit heures... Les SAS existent désormais dans 93 % des territoires et seront généralisés d'ici fin septembre. Autant de solutions qui améliorent la situation, sans résoudre toutes les difficultés. ■ **M.-C. R.**

«On vit une injustice monstrueuse» : le grand désarroi des internes

Charles Jaigu et Marie-Cécile Renault

La colère s'amplifie chez les nouveaux internes en médecine (étudiants de sixième année), mais le gouvernement ne veut toujours rien entendre. Or le temps presse car la procédure de choix des postes démarre vendredi. *«Il reste peu de temps pour obtenir un arrêté modificatif»*, fait observer le député LR Yannick Neuder. Le débat sur l'attribution des postes d'internes a été lancé par une lettre ouverte à la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, et plusieurs pétitions d'étudiants en médecine, l'une d'entre elles, lancée par Hélène Hérubel sur Change.org, atteignant plus de 28 000 signatures.

Début juillet, le gouvernement a supprimé 1500 postes d'internes pour 2024. Résultat, *«le choix de spécialité tourne au cauchemar. On est en train de vivre une injustice monstrueuse»*, déplore Clara, étudiante de l'université Paris Cité, qui rêvait de devenir chirurgienne en urologie, mais ne pourra finalement accéder à aucune spécialité chirurgicale malgré un bon classement. Comme elle, de nombreux jeunes se retrouvent obligés de choisir par dépit la spécialité qu'ils exerceront toute leur vie.

Alors même que Frédéric Valletoux, ministre délégué à la Santé, affirmait mardi qu'*«une cinquantaine d'hôpitaux sont actuellement en tension»*, le gouvernement justifie la coupe dans les postes d'internes par le fait que 1500 candidats ont refusé de passer le concours. Ces étudiants ont préféré redoubler plutôt que d'essuyer les plâtres de la réforme entrée en vigueur cette année. *«Vous pensez qu'ils ont redoublé parce qu'ils pensaient qu'ils allaient finir premier ou plutôt dernier ? Les places que personne ne veut prendre auraient été pour eux»*, explique Clara. *«Les étudiants – souvent les meilleurs – qui ont joué le jeu et passé le concours se retrouvent de facto pénalisés*, conforte Baptiste Sabatier, vice-doyen étudiant de l'UFR de médecine Paris Cité. *Notre promo "crash test" est sacrifiée car elle se retrouve avec moins de choix de postes que les autres années, il y a une vraie rupture d'égalité.»*

«Les postes les plus demandés ont été réduits parce que la promotion est moins nombreuse», se contente de répéter le ministère de la Santé, qui n'a pas l'intention de modifier l'arrêté publié début juillet. *«Techniquement le nombre de postes ouverts dans chaque spécialité est proportionnel au nombre de candidats. Comme d'habitude. Il n'y a donc aucune perte de chance pour les candidats de cette année»*, indique le cabinet de Gabriel Attal. *«Si nous ouvrons 1500 postes de plus, nous créerons un déséquilibre catastrophique dans les spécialités les moins attractives qui risquent de n'avoir aucun interne. Le président de l'Association nationale des étudiants en médecine de France (Anemf), Lucas Poittevin, nous soutient»*, défend Matignon.

> **« Ce n'est pas en diminuant le nombre de postes dans les filières attractives que l'on va rendre attractives celles qui ne le sont pas ! Réfléchissons aux moyens de les rendre plus attirantes »**
>
> **Yannick Neuder** Médecin cardiologue et rapporteur général du budget de la Sécurité sociale

Pourtant, l'arbitrage de ce gouvernement «des affaires courantes» laisse perplexe. Car ces candidats, justement, n'ont pas échoué. Leur rang leur aurait permis d'obtenir ce qu'ils voulaient dans la promotion précédente, ou dans la suivante. *«À l'issue d'une course ou compétition sportive, réduit-on le nombre de médailles ou accessits prévus au départ, au prorata du nombre de ceux qui ont réussi à aller au bout de l'épreuve ?»*, nous a écrit le père d'une étudiante en médecine, François Petit, qui ne cache ni sa surprise ni sa colère.

Mais les réactions sont aussi politiques, malgré la trêve estivale. Car ce débat n'est pas catégoriel. Il touche le cœur des contradictions françaises à l'égard du système de santé. *«Cela témoigne de la désorganisation des études de médecine, sans cesse dans des réformes, avec peu de stabilité»*, regrette Philippe Juvin, patron des urgences de l'hôpital Georges-Pompidou et député LR. *«Ce n'est pas en diminuant le nombre de postes dans les filières attractives que l'on va rendre attractives celles qui ne le sont pas ! Réfléchissons aux moyens de les rendre plus attirantes»*, s'agace Yannick Neuder, médecin cardiologue et rapporteur général du budget de la Sécurité sociale, qui soutient la pétition en faveur d'une réouverture de postes pour les étudiants. Autrement dit, le gouvernement veut forcer les étudiants à embrasser des spécialités qu'ils ne souhaitent pas exercer. Pourquoi ne les choisissent-ils pas ? Un médecin généraliste n'est payé que 26,50 euros pour une consultation. On comprend que cela puisse en dissuader certains.

«Tous les étudiants ne peuvent choisir les spécialités les plus rémunératrices à Paris», balaie Frédéric Valletoux. Mais ce n'est pas qu'une affaire d'argent, plaident les étudiants, qui demandent que l'on prenne au sérieux leur vocation pour certaines spécialités plutôt que d'autres. Surtout dans des études longues – entre dix et douze ans – et difficiles, qui demandent beaucoup de sacrifices.

«Nous avions alerté au printemps au Sénat sur la situation. Mais honnêtement, je crois qu'on est tous surpris par l'ampleur des retraits. Ils doivent nous alerter sur le malaise des jeunes médecins, qui depuis trop d'années ne sont pas écoutés. On n'a pas fini avec les désengagements si on continue ainsi», s'inquiète Bertrand Jomier, médecin généraliste et sénateur PS. *«C'est une réforme faite par des technos qui fonctionnent avec des tableaux Excel. La réalité, c'est que le gouvernement a mal calibré sa réforme. Il avait pourtant promis des postes en adéquation avec les besoins de la population. Mais au-delà des grands discours, on fait tout pour dégoûter les jeunes»*, conforte Philippe Mouiller, président LR de la commission des affaires sociales au Sénat.

> **« C'est une réforme faite par des technos qui fonctionnent avec des tableaux Excel. La réalité, c'est que le gouvernement a mal calibré sa réforme. Il avait pourtant promis des postes en adéquation avec les besoins de la population »**
>
> **Philippe Mouiller** Président LR de la commission des affaires sociales au Sénat

Ce dernier va d'ailleurs saisir la Cour des comptes pour demander une évaluation de la réforme des études médicales : celle de l'internat (mise en place de nouvelles épreuves «Ecos», nouvel algorithme, concours avancé de huit mois) mais aussi celle de la première année, la fameuse Pass (ex-Paces), où les étudiants sont désormais sélectionnés via un oral jugé inopérant. Un travail de long terme qui n'aboutira pas avant 2025. *«À court terme, nous avons un problème d'interlocuteur dans la vacance du pouvoir actuel*, se désole Philippe Mouiller. *Nous allons quand même saisir le gouvernement car il n'est pas possible de laisser tous ces jeunes sans réponse.»*

«Tout cela m'attriste et me désole, confie Bernard Accoyer, ancien médecin et ex-président de l'Assemblée nationale (2007-2012). *Nous exerçons un métier de passion, et on fait tout pour nous en dégoûter.»* Dégoûter d'exercer en France ? *«Il y a plusieurs milliers de médecins qui ont quitté la France ces dernières années»*, confirme Yannick Neuder. Ce que confirme Michaël Peyromaure, chef de service en urologie de l'hôpital Cochin : *«Le ministère a profité du désistement de 1500 étudiants pour ventiler les postes comme il le souhaitait. Je pense qu'il a fait ce choix car il sait pertinemment que beaucoup d'internes de spécialités dans les CHU viennent de l'étranger et coûtent moins cher. Par exemple, en urologie, à Cochin, cela fait de nombreuses années que sur nos cinq postes d'internes budgétés, trois ou quatre sont systématiquement occupés par des FFI (Faisant fonction d'interne) roumains ou libanais»*, nous dit-il, avant de conclure : *«On incite les médecins français à s'installer à l'étranger, et on incite les médecins étrangers à s'installer en France.»*

À l'échelle du territoire, ces décisions interrogent. En Île-de-France, les médecins exercent face à une population de 12 millions d'habitants toujours plus incrédules face aux délais de consultation qui s'allongent... Par exemple, en rhumatologie, *«seulement 12 internes ont été nommés cette année en Île-de-France alors qu'il en faudrait 44 par an pour espérer seulement retrouver le pauvre nombre actuel de 316. Pour remplacer ceux qui sont partis à la retraite sans successeur, il en faudrait au moins 60, soit cinq fois le nombre proposé»*, observe Valérie Briole, rhumatologue et présidente de l'Union régionale des professionnels de santé d'Île-de-France. *«Peut-être le schéma voulu est-il le remplacement des spécialistes par les généralistes, celui des généralistes par des infirmières ou des pharmaciens ou des kinésithérapeutes, comme si toutes ces professions de santé étaient "faciles", sans pénurie et interchangeables...»* Et de rappeler qu'un patient insuffisamment soigné suit obligatoirement un parcours de soins qui s'allonge ou se complique par des hospitalisations, au prix de dépenses de soins qui augmentent, parfois sans trouver de solutions à son problème, tant qu'il ne peut accéder à un médecin ou à un spécialiste d'organe. Le surcoût des dépenses de santé s'explique davantage dans les errances de parcours de soins en amont de la rencontre avec un médecin plutôt qu'en aval. ■

Quand les vertébrés n'avaient pas encore de vertèbres, il y a 500 millions d'années

Vincent Bordenave

Un fossile particulièrement rare permet de mieux comprendre la diversification extrêmement brutale du vivant lors de l'explosion du Cambrien.





Nuucichthys rhynchocephalus **possède des yeux larges et proéminents, une musculature très développée et organisée en blocs musculaires en forme de chevrons, ainsi qu'une ample cavité branchiale.**

***Ci-contre*, une reconstitution du petit animal qui peuplait les mers du Cambrien.**
JULIETA SARMIENTO ORP ; RUDY LEROSEY-AUBRIL (INVERT PALEO LAB)

Il ne mesure que quelques centimètres. À le voir figé dans la pierre argileuse, on pourrait penser qu'il ne s'agit que d'une simple crevette ou quelque chose d'approchant. Pourtant ce petit animal n'a rien à voir avec les crustacés. Et, en dépit des 500 millions d'années qui nous séparent de lui, il est même plus proche des hommes que de la langouste, car il s'agit d'un des plus anciens vertébrés jamais découverts. En d'autres termes, c'est un lointain ancêtre des poissons, des reptiles (et autres oiseaux), des mammifères, et plus généralement de tous ces animaux qui, comme nous, possèdent un squelette interne fait d'os et de cartilage.

Découvert dans les collections du Muséum d'histoire naturelle de l'Utah, ce précieux fossile provient des terres arides de l'ouest de cet État, plus précisément d'un affleurement de la formation de Marjum, que connaissent particulièrement bien Rudy Lerosey-Aubril et Javier Ortega-Hernandez (Université de Harvard, Massachusetts, États-Unis), les deux paléontologues qui publient sa description dans la revue *Royal Society Open Science*. L'animal peuplait les mers du Cambrien, cette période géologique qui a vu l'explosion de la vie sur notre planète.

Représentée par cet unique fossile, *Nuucichthys rhynchocephalus* est une nouvelle espèce qui vient enrichir un club très fermé. « *Dans le monde, on ne trouve que quatre vertébrés de cet âge reculé*, raconte Rudy Lerosey-Aubril. *C'est le premier découvert dans l'Ouest américain, qui est pourtant une des régions du monde les plus importantes pour l'étude de cette période.* » Les autres animaux similaires, très rares, avaient jusque-là tous été mis au jour en Chine méridionale, dans l'Ouest canadien et dans l'Est américain.

La rareté de ces espèces pourrait en partie s'expliquer par leur mode de vie supposé au sein de la colonne d'eau. À leur mort, ces organismes coulaient sur plusieurs centaines de mètres avant de se déposer sur le sol argileux constituant leur tombeau. « *Mais il est très probable que la plupart de ces petites carcasses n'atteignaient jamais le fond de l'océan*, explique le spécialiste. *Peu de restes de cette taille survivent à l'action cumulée de la décomposition des tissus, de la dégradation bactérienne et de l'activité des charognards au cours de la descente dans la colonne d'eau.* » Autre prérequis pour la fossilisation de restes organiques aussi fragiles, une teneur en oxygène presque nulle au niveau du fond marin. Cette anoxie, qui rend impossible la survie d'animaux en ces lieux, laisse une chance à ces organismes à corps mous d'être enfouis sous une couche sédimentaire protectrice avant leur complète dissolution.

Car, et c'est bien là l'une des particularités de ces premières formes de vertébrés, ils n'ont ni crâne ni vertèbres ! « *Malgré l'absence de structures osseuses, plusieurs éléments de l'anatomie molle nous permettent d'affirmer que ces espèces primitives appartiennent bien à la lignée des vertébrés* », explique Rudy Lerosey-Aubril : leurs yeux sont larges et proéminents, leur musculature très développée et organisée en blocs musculaires en forme de chevrons, et ils possèdent tous une ample cavité branchiale. Certains spécimens présentent même des traces de corde dorsale, une sorte de baguette rigide caractéristique des chordés (groupe qui rassemble les vertébrés, les tuniciers et les céphalocordés), qui permet le développement de la colonne vertébrale chez les vertébrés.

« *Ce nouveau fossile préserve aussi de petites structures plus robustes au niveau de la cavité branchiale, qui pourraient marquer les prémices du développement d'un squelette cartilagineux*, poursuit le paléontologue français. *C'est tout l'intérêt de ces fossiles très anciens : ils documentent les étapes évolutives qui ont mené aux caractéristiques anatomiques que l'on considère comme emblématiques des groupes actuels, comme le squelette interne des vertébrés ou les pattes articulées des arthropodes (crustacés, insectes...).* »

Sur l'arbre phylogénétique des animaux, ces « vertébrés sans vertèbres » se rattachent à la base de la branche menant aux poissons, aux reptiles et aux mammifères, juste au-dessus de sa séparation avec la branche menant aux tuniciers, le groupe frère (mais très différent) des vertébrés.

> **« L'explosion cambrienne est le moment où les animaux deviennent des acteurs majeurs au sein des écosystèmes de notre planète, un rôle qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours »**
> **Rudy Lerosey-Aubril** Paléontologue

Avec son corps en forme de torpille, *Nuucichthys* rappelle les larves de certains poissons, à cette différence qu'il n'a pas de nageoire. « *La morphologie du corps et les yeux latéraux plaident pour des animaux évoluant dans la colonne d'eau, probablement dans ses couches supérieures, où le plancton abonde* », commente Rudy Lerosey-Aubril. Ces premiers vertébrés dépourvus de mâchoires se nourrissaient en effet vraisemblablement d'organismes microscopiques en filtrant l'eau à travers leurs branchies. L'absence de nageoires évoque également une nage intermittente et peu performante, incompatible avec la poursuite de proies. « *On était très loin de la puissance de nage de Léon Marchand* », plaisante le chercheur.

Malgré tout, *Nuucichthys* (et les formes apparentées) pourraient avoir joué un rôle écologique non négligeable dans les mers cambriennes. « *Le Cambrien est la période qui a vu l'émergence de la vie animale foisonnante telle qu'on la connaît aujourd'hui, notamment la colonisation de la colonne d'eau par les premières formes nageuses*, reprend Rudy Lerosey-Aubril. *On pense que, en évoluant dans la masse d'eau et en réempaquetant la matière organique produite par les algues microscopiques sous forme de déjections et de carcasses macroscopiques,* Nuucichthys *et toutes les espèces animales pionnières qui se sont affranchies des fonds marins ont contribué à amorcer la "pompe biologique".* » Ce transfert de matière organique des couches superficielles, où elle est produite par photosynthèse, vers les milieux profonds est un élément clé du fonctionnement des océans actuels. « *L'apparition d'organismes mobiles au sein de la colonne d'eau doit aussi avoir grandement facilité la diffusion de l'oxygène au sein des océans, rendant habitables des milieux de plus en plus profonds, où régnaient jusque-là des conditions incompatibles avec la vie animale* », poursuit Rudy Lerosey-Aubril.

Ces transformations profondes des milieux océaniques ont accompagné et favorisé un événement majeur de l'histoire la vie connue sous le nom d'« explosion cambrienne » : l'évolution en un court laps de temps de la plupart des embranchements animaux actuels et leur diversification effrénée au sein des océans. « *L'explosion cambrienne est le moment où les animaux deviennent des acteurs majeurs au sein des écosystèmes de notre planète, un rôle qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours* », explique Rudy Lerosey-Aubril.

Les couches de la formation de Marjum ont encore beaucoup de secrets à révéler sur cet événement, car elles sont parmi les plus riches au monde en fossiles exceptionnels de cette période. Après seulement trois campagnes de fouilles, le site a déjà livré près de 3 000 spécimens, pour plus de 150 espèces au total. « *C'est la version fossilisée du jardin d'Eden que nous étudions dans ce désert !* », conclut le chercheur de Harvard. ■

Transports, hégergement, santé...
Nos conseils pour voyager l'esprit tranquille



Le 1er magazine de la presse patrimoniale
1,3 million de lecteurs (source ACPM 2024)

Disponible chez votre marchand de journaux ou sur commande Réf. 1219

Frais de port offerts

PAR INTERNET www.leparticulier.fr rubrique La Boutique
PAR TÉLÉPHONE 01 55 56 71 11 du lundi au vendredi de 8h30 à 19h
PAR COURRIER affranchi Le Particulier - Service Abonnements 45 av. du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

Solitaire du Figaro : le Défi Paprec, pour le plaisir de la découverte

Serge Messager
Envoyé spécial à Rouen

Lors de la première étape de la Solitaire, qui s'élancera dimanche direction Gijon, en Espagne, huit paires de marins feront, aux côtés des concurrents, l'apprentissage de la navigation au large.


Départ de la première étape de la Solitaire du Figaro Paprec 2023, entre Caen et Kinsale (Irlande), le 27 août, à Caen.
VINCENT OLIVAUD

Afin de regarnir ses rangs, et sachant que les skippers restent moins longtemps sur le circuit, la Classe Figaro Beneteau a créé, il y a bientôt trois ans, l'académie homonyme avec un ensemble de courses parallèles pour permettre aux jeunes entrants d'appréhender le support, en l'occurrence le Figaro Beneteau 3. Que cela soit en double ou en équipage. Et, petit à petit, le Défi, une idée conjointe de Paprec et OC Sport Pen Duick, a été imaginé. Il permet de faire venir des concurrents en double sur la première étape de la Solitaire 2024, entre la baie de Seine et Gijon, sur la côte nord espagnole, via le golfe de Gascogne, pour qu'ils découvrent l'événement.

Lors de la semaine de préparation, avec tous les contrôles techniques concernant la sécurité, les divers briefings, comme celui délivré par Météo Consult la veille du départ. Le tout pimente leur apprentissage avec le stress inhérent à ce grand saut dans l'inconnu. Ils vont ainsi vivre le début de l'épreuve comme les 37 solitaires qui partiront dimanche en baie de Seine pour leurs pérégrinations de 1800 miles et ce, en trois étapes.

« En amont, et cela fait aussi partie de leur future participation sur l'épreuve reine des solitaires, ils ont dû chercher des partenaires. Qui plus est, certains d'entre eux ont l'intention de participer à la Transat Paprec l'an prochain. Une course en double mixte entre Concarneau et Saint-Barthélemy. Ce Défi comme premier galop est donc une opportunité pour fidéliser un ou des sponsors, d'autant plus que le bateau vainqueur se verra offrir l'inscription pour la Transat », explique Éléonore Jeudi de Grissac.

Autre satisfaction pour la secrétaire générale de la Classe, le nombre de bateaux engagés : *« Nous avons 8 paires sur l'épreuve. Avec de nombreux étrangers. Marcus Hutchinson, le vice-président de la Classe, y est pour beaucoup. Nous avons passé pas mal de temps pour leur expliquer le format imaginé par les organisateurs. On leur disait que c'était le moment ou jamais pour se lancer. Nous avons ainsi un équipage mexicain dont c'était le rêve. Mais aussi un binôme formé d'un Espagnol et d'une Américaine ou encore un mixte composé de jeunes Anglais qui vont s'élancer sur les 615 milles du parcours. »*

« Le but sera de se régaler. Le plaisir est un marqueur de la performance. Avant, cela ne rentrait pas dans mon prisme. S'il n'y a pas de plaisir, c'est qu'il y a quelque chose qui cloche. Les solitaires les plus affûtés seront loin devant. On s'en fiche, on sera dans la flotte pour jouer »

Sidney Gavignet Participant de la Solitaire du Figaro à la fin des années 1990 qui s'élancera avec une navigatrice amateur

Alors qu'il a participé à la Solitaire du Figaro à la fin des années 1990, Sidney Gavignet (*L'Arche en France*), accompagné par Isabelle Delaporte, revient, lui, pour le plaisir. *« Nous sommes très contents du format surtout pour Isabelle qui a plutôt un profil d'amateur. C'est l'idéal pour participer à une telle expérience avec tout ce que l'on vit ici à Rouen depuis maintenant une semaine. D'être dans une flotte de plus de 40 bateaux et en double, c'est quand même sympa. Désormais, je navigue en double avec des personnes que j'accompagne dans leur préparation. J'ai participé avec l'Allemande Sanni Beucke (This Race is Female) au Trophée BPGO en début de saison. L'an dernier, j'avais aidé un pur amateur, Laurent Givry. Il y a plein de jeunes personnes sur le plateau, c'est rassurant pour la classe. Néanmoins, nous sommes l'équipage le plus vieux… »*

« Nous sommes un jeune équipage de 111 ans », renchérit Isabelle, qui navigue depuis sa plus tendre enfance en baie de Quiberon. *« Nous avons vécu avec mon mari pas mal de temps à l'étranger mais, quand nous sommes rentrés, j'ai décidé de m'y remettre à fond en IRC. Je m'entraîne toute l'année au centre de formation Orlabay de La Trinité-sur-Mer. Être sur le départ d'une course qui m'a fait rêver depuis toute petite est quelque chose d'incroyable. Le but sera de faire au mieux qu'on pourra en y allant à fond. »*

Pour Sidney Gavignet, désormais coach, ou plutôt « accompagnateur », comme il préfère, le plaisir sera le moteur. *« J'espère lui apprendre des choses mais ce n'est pas facile d'être un bon transmetteur. Une belle expérience pour moi aussi pour trouver mes clés pour bien transmettre. Avec mon expérience, cela serait dommage de ne pas la partager. Pour que les personnes trouvent également un équilibre personnel. Le but sera de se régaler. Le plaisir est un marqueur de la performance. Avant, cela ne rentrait pas dans mon prisme. S'il n'y a pas de plaisir, c'est qu'il y a quelque chose qui cloche. Les solitaires les plus affûtés seront loin devant. On s'en fiche, on sera dans la flotte pour jouer. »*

De leur côté, Tiphaine Rideau et Pier Paolo Dean (*Deanracingteam*) ont la fraîcheur de leur âge, tous deux ayant vu le jour en 2005. Des enfants donc qui souhaitent faire carrière dans le monde de la course au large. Et leur participation est due à un incident comme l'explique au *Figaro* le jeune homme. *« J'ai eu une collision sur une course qualificative pour la Solitaire, la Le Havre Allmer Cup. Je ne pouvais donc plus prétendre courir en solitaire. Le Défi Paprec a été une belle opportunité et j'ai proposé à Tiphaine de m'accompagner. Nous arrivons humblement, sans trop faire de bruit, en essayant de comprendre comment tout fonctionne sur une telle épreuve. Déjà à terre. Ensuite, en mer, on n'a aucune idée comment cela se passe. C'est vraiment une aventure, mais avec l'envie de bien faire. »*

Pour sa part, Tiphaine Rideau a peu d'expérience du large. *« Nous nous connaissons depuis les Jeux olympiques jeunes, ou Youth World Sailing, il y a deux ans, lors d'un stage de cohésion de l'équipage de France. Lui était en 420 et moi en Nacra 15. Le large n'était donc pas notre truc. Notre première expérience en Figaro Beneteau était, dernièrement, sur le Tour de France à la voile. Avec un maximum de 24 heures en mer sur certaines étapes. Là, on ne sait pas trop sur quoi on se lance avec plus de quatre jours de course. Surtout qu'en termes de météo, on est un peu dans l'obscur… »* Ils seront là pour apprendre. *« Il faudra prendre du plaisir sur l'eau et dans la bonne humeur, avec dans l'idée de participer l'an prochain à la Transat Paprec. Un réel projet que l'on porte. »*

Ils s'élanceront dimanche vers l'aventure à partir de 15 h 15, sous le regard bienveillant d'Armel Le Cléac'h, qui est le parrain du projet de Pier Paolo Dean et Thiphaine Rideau. Avec l'esprit de compétition et de fougue de la jeunesse souriante souhaitant aller au bout de ses rêves. ■



Thomas Le Bourdelles

À 23 ans, la Bretonne a remporté une première victoire sur la Grande Boucle, où elle a terminé à la 6e place. Elle raconte au « Figaro » le parcours qui l'a menée à cette consécration.


Cédrine Kerbaol, de l'équipe cycliste Ceratizit-WNT Pro, célèbre sa victoire sur la ligne d'arrivée de la 6e étape, le 16 août, à Morteau. JULIEN DE ROSA/AFP

Tour de France féminin : les confidences de Cédrine Kerbaol

Jeannie Longo restera à jamais la première Française à avoir remporté une étape sur le Tour de France (23 au total, de 1985 à 1989), mais elle n'est désormais plus la seule. Le 16 août dernier, Cédrine Kerbaol a fait son entrée dans ce cercle très fermé en s'adjugeant la 6e étape de la Grande Boucle femmes (une course qui n'a refait son apparition qu'en 2022). Après 159 kilomètres d'effort pour relier Remiront à Morteau, entre Vosges et Doubs, la jeune Bretonne de 23 ans a connu son jour de gloire. Déboussolée, elle a cependant contenu sa joie. *« Les gens ont tendance à penser que c'est un moment formidable, mais, après l'effort, tu es perdue, tu ne sais pas ce qu'il t'arrive. Je savais que j'avais gagné, mais je ne me rendais pas compte de l'importance et de l'ampleur de ce que j'avais réalisé »*, nous raconte la cycliste de la formation Ceratizit-WNT Pro Cycling Team.

Une victoire sur le Tour ? Une consécration pour elle. *« Pour moi, c'est un mythe. Quand on est dans la course, on ne se rend pas compte des choses. Même encore aujourd'hui, j'ai du mal à réaliser. C'est assez bizarre. Les médias et les personnes ont tendance à idéaliser ce moment après la victoire. Pour nous, c'est normal. Nous avons cravaché pour ça. Nous sommes dans le déni. »*

Cédrine Kerbaol se remémore ensuite son échappée en solitaire. Partie à 14,6 kilomètres de l'arrivée, la Tricolore a été accompagnée pendant un léger temps par la Néerlandaise Pauliena Rooijakkers (Fenix-Deceuninck) mais l'a lâchée à la pédale. *« Je lui ai proposé de passer un relais. Elle m'a dit qu'elle ne pouvait pas. J'ai juste fait ma descente et elle n'a pas pu suivre. Cela n'était pas prémédité... »*

Esseulée à l'avant face à son destin, avec, à ses trousses, un groupe de favorites prêtes à lui voler la victoire, Kerbaol a su garder son calme, les yeux rivés sur son objectif, qui se situait quelques kilomètres plus loin, à Morteau. *« Je me suis recadrée à plusieurs reprises sur le vélo pour ne pas me faire de faux espoirs. Il fallait juste pédaler. C'est seulement à 200 mètres de l'arrivée que je me suis dit : "OK c'est bon." »* Des jambes de feu, un mental d'acier. *« Le mental est primordial, mais, sur un Tour de France, l'adrénaline fait passer plus facilement les obstacles. Bon, je ne vous le cache pas, j'avais envie de vomir à l'arrivée »*, raconte la native de Brest, qui a donc remporté une étape dès sa deuxième participation au Tour de France.

« Une vraie touche-à-tout »

Lors de la précédente édition, elle avait pris la 12e place du général mais s'était surtout illustrée en s'adjugeant le maillot blanc de meilleure jeune. Un an plus tard, elle lève les bras à Morteau et termine 6e du général. Des résultats en progression qu'elle ne parvient à expliquer que partiellement. *« Entre l'année 2023 et 2024, il n'y a pas eu de changements. La charge d'entraînement est identique, tout comme le matériel et les coéquipières*, énumère-t-elle. *Le déclic s'est produit la saison d'avant. J'ai changé d'équipe* (en 2022, elle évoluait dans les rangs de la Cofidis, NDLR) *et d'entraîneur. J'ai également terminé mes études* (elle est désormais diplômée en nutrition et diététique). *Cela m'a mis dans les meilleures conditions. »*

Si elle brille désormais sur les routes, cela n'a pas toujours été le cas. *« J'ai essayé beaucoup de sports. J'ai pratiqué l'athlétisme, le triathlon, l'escalade, le surf... Une vraie touche-à-tout »*, raconte en souriant celle qui a commencé le vélo à l'âge de 14 ans. Après avoir pris des claques sur *« les courses du dimanche »*, comme elle les appelle, Cédrine Kerbaol s'est vu prêter un vélo. Un geste qui a changé pas mal de choses, à commencer par son niveau : *« On m'a prêté un bon vélo, moins lourd que le mien, et je m'améliorais avec. Cela m'a donné envie de continuer et de m'entraîner plus sérieusement. »*

Depuis ce jour, elle qui n'était jamais allée voir de courses par le passé ne quitte plus sa monture et se fixe des objectifs individuels qu'elle ne dévoile pas à la presse, du moins pas avant de les avoir atteints. *« Avant le départ du Tour, j'avais dit aux médias que je voulais me faire plaisir sur une étape, mais, au fond de moi, je souhaitais finir dans le top 8 et claquer une étape »*, livre la Bretonne, qui détermine elle seule ses ambitions.

Pour se prouver qu'elle est capable de faire de belles choses, mais également démontrer aux autres son potentiel. Championne de France 2023 du contre-la-montre, Cédrine se savait très attendue à Rotterdam (3e étape) sur le chrono – elle en a pris la 4e place – mais ne veut pas être réduite qu'à ses qualités de rouleuse. Une étiquette qu'elle refuse de porter. *« Dans ma tête, je me suis dit non. Je pense qu'en montagne je peux aussi être forte. Mon but est d'être la plus complète possible et de me faire plaisir sur l'ensemble des terrains. »*

Du plaisir, elle en a pris et en a donné lors de cette troisième édition du Tour de France féminin. Mais elle n'a pas été la seule. Le bilan tricolore est positif avec trois Bleues dans le top 10 final (Évita Muzic 4e, Kerbaol 6e et Juliette Labous 9e). *« On a montré que nous, les Françaises, ne jouions plus à l'arrière du tableau comme cela pouvait être le cas auparavant*, souligne-t-elle avant de nous expliquer les racines de ce renouveau. *Les charges de travail sont de plus en plus élevées, et ce, au plus jeune âge. La professionnalisation se fait plus tôt. Une harmonie a été trouvée. »*

De bons résultats sur le circuit mondial qui ne devraient pas cesser l'an prochain avec l'arrivée de Pauline Ferrand-Prévot – médaillée d'or olympique de VTT à Paris – dans les rangs de la Visma-Lease a Bike. Elle a signé un contrat de trois saisons. *« Pauline, c'est une image de la France. Sa présence va amener du monde »*, se réjouit Cédrine Kerbaol. Mais, avant de penser à la saison suivante, de grandes échéances restent à venir pour la Finistérienne : les championnats du monde, fin septembre à Zurich, en Suisse. Un événement auquel elle *« espère pouvoir participer et être performante »*. ■

Formule 1 : Red Bull et Max Verstappen dans le dur

Alexis Relandeau-Descamps

Malmenés par McLaren et Mercedes, le triple champion du monde et son écurie n'ont plus gagné depuis quatre courses. Avant le Grand Prix des Pays-Bas, ce week-end, leur domination est enfin mise à mal.

Après la trêve estivale, la Formule 1 reprend ses droits aux Pays-Bas, ce week-end, à Zandvoort. Sur les terres de Max Verstappen, leader désormais contesté du championnat. Sans victoire depuis quatre Grands Prix, sa plus longue série depuis la saison 2020, l'ogre batave arrive chafouin sur les rives de la mer du Nord, où il est invaincu depuis le retour de son GP national en 2021.

Un 3 sur 3 qu'il entend porter à 4, mais la tâche s'annonce ardue, car sa Red Bull *« n'est pas la voiture la plus rapide »*, comme il le concédait après la Belgique, fin juillet. Parti 11e, après une pénalité de 10 places pour changement de moteur, le Néerlandais avait limité les dégâts (5e). Mais le Batave n'était pas dupe au moment de quitter Spa : *« Niveau performance, on doit faire mieux. On a du travail à faire, on le sait très bien. Il va falloir tout analyser pour savoir quoi faire avec la voiture pour la deuxième partie de saison. »*

Car Red Bull souffre depuis le début de l'été. Les Autrichiens n'ont plus connu la victoire depuis l'Espagne (23 juin). Et la concurrence avance dorénavant avec les dents aiguisées et la certitude de pouvoir faire tomber l'écurie dominante depuis 2021. Avec George Russell en Autriche et Lewis Hamilton en Grande-Bretagne et en Belgique, Mercedes a remporté trois des quatre dernières levées tandis qu'Oscar Piastri, pour McLaren, s'était faufilé sur la première marche du podium en Hongrie. À tel point qu'au classement des constructeurs Red Bull n'a plus de marge avec ses 408 points : McLaren pointe à 42 unités et Ferrari à 63. Loin de la domination tant attendue du début de saison.

Les raisons de cette perte de vitesse dans le clan autrichien sont nombreuses. L'« affaire Horner », qui a pollué l'écurie toute la première partie de saison, est un premier élément de réponse. Christian Horner, le patron de Red Bull F1, avait été accusé de *« comportement inapproprié »* envers une employée. Cela avait créé un climat délétère au sein même de l'écurie entre Helmut Marko, le conseiller de l'équipe, Jos Verstappen, le père de Max, et Horner. Les deux premiers avaient réclamé le départ de ce dernier, qui s'était finalement accroché à son poste, soutenu par l'actionnaire majoritaire, le Thaïlandais Chalerm Yoovidhya.

L'affaire a depuis été classée sans suite par Red Bull, mais elle a laissé des traces en interne avec un début d'exode. Début mai, Adrian Newey, le designer en chef, a annoncé son départ en fin de saison. Un véritable coup dur, puisqu'il est l'homme qui a créé les monoplaces gagnantes pour les Autrichiens. Des ingénieurs ont ensuite été recrutés par Alpine et Ferrari, signe que certains avaient besoin de changer d'air. Et, comme souvent, l'extrasportif a fini par influer sur le sportif.

« Les ingénieurs ont rendu la voiture imprévisible, difficile à régler et à équilibrer. Elle est devenue une vraie garce que seul Max peut dompter »
Helmut Marko
Conseiller de l'équipe Red Bull

L'avance dont disposait Red Bull en termes de performances a fondu. Helmut Marko n'a pas manqué de le faire remarquer en égratignant ses ingénieurs : *« Au début de la saison, nous avions une voiture équilibrée. Elle pouvait gérer toutes les pistes et toutes les conditions. Puis, nous avons pris un mauvais virage. Les ingénieurs ont rendu la voiture imprévisible, difficile à régler et à équilibrer. Elle est devenue une vraie garce que seul Max peut dompter. »*

Difficile de lui donner tort, car, sur les 408 points récoltés, Verstappen en a amassé 277, contre 131 pour Sergio Perez (dont seulement 28 sur les huit dernières manches...). Et la médiocrité du Mexicain, sur la sellette avant les vacances mais qui sera bien présent à Zandvoort, complique la tâche du Néerlandais, qui fait régulièrement face, seul, à deux McLaren et deux Mercedes. Ajouté à cela des arrêts au stand moins performants, alors que la perfection était la norme chez Red Bull, et des stratégies brinquebalantes, vous obtenez une écurie en plein doute.

Il reste dix courses jusqu'à la fin de la saison. Si Red Bull ne trouve pas les solutions et que Perez ne se ressaisit pas, le titre constructeur sera en grand danger. Pour celui des pilotes, Verstappen possède toujours une belle marge sur Lando Norris (78 points) et Charles Leclerc (100), mais le Néerlandais en veut plus et il veut se battre pour la victoire à chaque course. Ce qui n'est plus le cas depuis deux mois. Les Pays-Bas tombent donc à pic pour se relancer. Ou pour définitivement tirer la sonnette d'alarme. ■


Carole Martinez


Maylis de Kerangal


Gaël Faye

Rentrée littéraire : des romans sur la figure du père, les célébrités, la Terre en péril

Bruno Corty

De la mi-août à fin septembre, 459 romans, dont 311 français, seront publiés. Tour d'horizon entre valeurs sûres, confirmations et nouveaux noms.

Le mois de juin avec les élections européennes, suivies de la dissolution, a été fort mauvais pour la librairie. Les Français qui pensaient ne vivre qu'à l'heure des Jeux olympiques se sont soudain retrouvés bousculés par le chaos politique. Comme à chaque période de crise (« gilets jaunes », Covid, guerre en Ukraine), ils ont délaissé les librairies pour se réfugier dans la presse écrite, la radio, la télé et les réseaux sociaux. Il y a une semaine pourtant, les librairies ont proposé un vaste choix de romans pour se changer les idées. Comme chaque année, depuis 2011, les éditeurs ont décidé de publier moins de livres. Il y avait 589 romans français et étrangers en 2015 (chiffres de *Livres Hebdo*), il en reste 459 cet été ! Qu'il faut décomposer en 311 romans français (dont 68 premiers romans) et 148 romans étrangers.

Sans surprise, on retrouve quelques noms familiers du public depuis des années. Dans son trente-troisième roman (*L'Impossible Retour*, Albin Michel), Amélie Nothomb raconte le voyage de deux amies au pays du Soleil-Levant. Maylis de Kerangal, Prix Médicis 2010, fait figure de favorite dans la course aux prix d'automne avec *Jour de ressac* (Verticales), enquête quasi-policière dans sa chère ville du Havre. Autre nom qui revient avec insistance pour les prix : Kamel Daoud. L'écrivain-journaliste, Prix Goncourt du premier roman 2015, a quitté Actes Sud pour Gallimard où il raconte dans *Houris* les années de plomb en Algérie à travers les yeux d'une jeune Algérienne muette. Toujours chez Gallimard, Carole Martinez fait un retour intéressant avec *Dors ton sommeil de brute*, dans lequel elle imagine des symptômes qui touchent des enfants situés sur le même méridien. Huit ans après l'énorme succès de son premier roman, *Petit Pays*, Gaël Faye retourne au Rwanda où un arbre fétiche (celui du titre) garde les secrets des victimes du génocide. D'autres auteurs réputés, au public fidèle, sont aussi annoncés. Deux ans après *Taormine*, les inconditionnels d'Yves Ravey ne rateront pas *Que du vent* (Minuit). Grégoire Bouillier était également présent en 2022 avec *Le cœur ne cède pas*. Il revient cette fois avec *Le Syndrome de l'Orangerie* (Flammarion). Toujours en 2022, Philippe Jaenada publiait *Sans preuve et sans aveu*. Il est de retour avec *La désinvolture est une bien belle chose*, enquête sur une jeune femme suicidée alors que tout lui souriait (Mialet-Barrault).

Les histoires de pères font souvent recette. La rentrée 2024 ne fera pas exception avec les romans d'Yves Harté (*Parmi d'autres solitudes*, Cherche midi), Thibault de Montaigu (*Cœur*, Albin Michel), Clémentine Mélois (*Alors c'est bien*, Gallimard), Sandrine Roudeix (*Les Silences des ogres*, Calmann-Lévy) et Joël Egloff (*Ces féroces soldats*, Buchet Chastel).

Architecte adoré de Hitler

Autre thématique, les « romans vrais » où des personnages réels habitent une fiction. Christophe Bigot nous raconte, au tournant des années 1980, la dernière et peu connue histoire d'amour de Marguerite Yourcenar et Jerry Wilson, jeune photographe américain de quarante-six ans son cadet (*Un autre m'attend ailleurs*, Éditions de La Martinière). Étienne Kern, Goncourt du premier roman en 2022 avec *Les Envolés*, s'empare du destin incroyable d'Émile Coué, obscur pharmacien et père de la fameuse méthode Coué (*La Vie meilleure*, Gallimard). Un an après le remarquable *Femmes sur fond blanc*, Jean-Noël Orengo change de registre, quitte l'Asie pour évoquer le grand mensonge dans la vie d'Albert Speer, ministre de l'Armement et architecte adoré de Hitler. Passé entre les mailles de la justice de Nuremberg, Speer publiera en 1969 ses Mémoires arrangées pour donner de lui l'image d'un *« responsable pas coupable »* (*Vous êtes l'amour malheureux du Führer*, Grasset).

Remarqué à ses débuts en 2015 grâce à un très bel ouvrage sur Pasolini, Pierre Adrian, amoureux de l'Italie, s'est, cette fois, penché sur les derniers jours de Cesare Pavese. L'auteur du *Métier de vivre* s'est donné la mort à

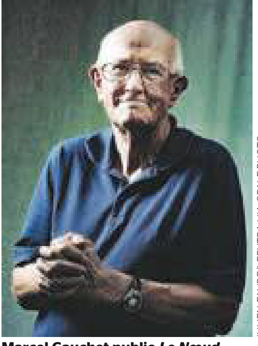
Histoire : le retour en force des biographies

Jacques de Saint Victor

La rentrée en histoire, surtout très fournie à partir d'octobre, reste marquée par la veine biographique. Arnaud Teyssier revient, après tant d'autres, sur le général de Gaulle dans une veine *« proche de l'intime »*, selon son éditeur (Perrin), et, en parallèle de cette défiance à l'égard du parlementarisme, on pourra profiter de l'étude de Benjamin Morel, *Le Parlement, temple de la République. De 1789 à nos jours* (Passés composés). De son côté, Fayard propose un original portrait de Vidocq par Jean-Pierre Jessenne, tandis que Frédéric Le Moal, spécialiste de l'Italie, s'attaque à une personnalité très controversée, le pape Pie XII (Perrin).

Certains éditeurs se montrent encore plus audacieux : les Éditions Passés composés proposent une *Histoire de l'Europe* ; Le Seuil, une histoire des empereurs romains par Mary Beard, *Imperator*, et *Barbès Blues. Une histoire populaire de l'immigration maghrébine*, de Hajer Ben Boubaker ; Flammarion offre *Une histoire politique du monde fossile*, de Helen Thompson, et publie le classique de Christopher Clark, *1848. Le Printemps des peuples*. Pour sa part, Grasset revient sur l'histoire de l'armée coloniale, avec *Requiem pour « la Coloniale »*, de Stephen Smith et Jean de La Guérivière, et *Algérie, 1960. Journal d'un appelé*, de Bernard Ponty.

Dans la droite ligne de la cérémonie d'ouverture des JO, où les fastes de la Révolution ont été évoqués dans un tableau où le mauvais goût le disputait à l'enfantillage, la Révolution est aussi à la mode dans la rentrée. Gallimard propose une somme de Robert Darnton intitulée *L'Humeur révolutionnaire (Paris 1748-1789)*. L'étude est passionnante, car elle remet en cause certains acquis de l'école des Annales et redonne de l'importance à l'événement pur. Elle se termine hélas par une conclusion d'une confondante banalité (la Terreur comme « mal nécessaire »). L'école anglo-saxonne nous avait habitué à un peu plus d'audace critique. Autres temps… Florence de Baudus revient sur un thème original, le dilemme de personnages brillants de l'Empire, dans *Servir l'empereur ou trahir la France* (Passés composés) et Olivier Bétourné nous propose une énième étude sur la mort de Louis XVI (Le Seuil).


JULIEN FAURE/LEEXTRA VIA OPALE PHOTO

Marcel Gauchet publie *Le Nœud démocratique. Aux origines de la crise néolibérale*, chez Gallimard.

Le « néolibéralisme », une question négligée

À noter, un retour en force de l'Histoire chez Gallimard, où plusieurs noms réputés, Marcel Gauchet, Timothy Snyder, Claude Habib, Philippe Raynaud et Antoine Prost, publient. Certains reviennent sur la période de l'entre-deux-guerres, comme Antoine Prost, *Les Français d'une guerre à l'autre. 1914-1948* (« Hors-série connaissance ») – à lire aussi, Michel Winock sur les enterrements de la III^e République (Perrin) –, d'autres sur l'Occupation, Jérôme Garcin, biographe de Jean Prévost, proposant une passionnante étude sur l'histoire en clair-obscur des belles-lettres durant la guerre. À ce sujet, on lira aussi François-Guillaume Lorrain qui reprend l'histoire des Justes (*Il fallait bien les aider. Quand des Justes sauvaient des Juifs en France*, Flammarion). Johanna Lehr propose chez Gallimard une passionnante étude, *Au nom de la loi. La persécution quotidienne des Juifs à Paris sous l'Occupation.* Timothy Snyder, spécialiste des massacres à l'Est, offre une réflexion originale sur la liberté, *De la liberté* (« Bibliothèque des histoires »), tandis que Marcel Gauchet revient sur une question négligée, le « néolibéralisme », dont les erreurs sont en grande partie aux origines des dysfonctionnements de notre monde contemporain (*Le Nœud démocratique. Aux origines de la crise néolibérale*, « Bibliothèque des sciences humaines »). ■


Kamel Daoud

FRANCESCA MANTOVANI/©GALLIMARD/OPALE.PHOTO ; BASSO CANNARSA/OPALE.PHOTO ; JEAN-FRANCOIS PAGA/OPALE.PHOTO

Turin en 1950, il avait 41 ans (*Hôtel Roma*, Gallimard). Pour rester en Italie, Guillaume Perilhou retrace le destin fabuleux et cruel d'un jeune Suédois sublime qui incarnera pour jamais le Tadzio de Visconti dans *Mort à Venise*, adaptation du court roman de Thomas Mann (*La Couronne du serpent*, L'Observatoire). La beauté fut un thème cher à Ronsard. Franck Maubert part à la recherche du poète dont on célèbre les 500 ans de la naissance dans *Avec Pierre de Ronsard* (Mercure de France). Pour son premier roman, Thierry Thomas, le frère de Chantal, nous emmène dans le quartier de Saint-Lazare, en 1916, où Georges Feydeau, qui vit depuis sept ans à l'hôtel Terminus, rencontre une jeune veuve de guerre de 18 ans, Virginie, qui va bouleverser sa vie (*Feydeau s'en va*, Albin Michel).

Stefan Zweig, toujours présent en librairie, sera au cœur des livres de notre confrère Sébastien Lapaque, qui narre sa rencontre avec Bernanos au Brésil en 1942 (*Échec et mat au paradis*, Actes Sud), et de Clémence Boulouque, qui situe le sien quatre ans plus tôt à Londres, où Stefan Zweig et Salvador Dali rencontrent Sigmund Freud, exilé de son Autriche devenue nazie (*Le Sentiment des crépuscules*, Robert Laffont).

Trois ans après *Le Voyant d'Étampes*, Abel Quentin publie un roman très attendu, *Cabane* (L'Observatoire). Ou l'histoire, en 1973, de quatre chercheurs de Berkeley qui achèvent un rapport accablant qui prédit l'effondrement du monde au cours du XXI^e^ siècle. Des insouciantes années 1970 à notre monde actuel au bord du chaos, la chronique d'une chute annoncée ? Comme Abel Quentin, Emmanuel Ruben aborde la question des choix énergétiques et de leurs conséquences à travers l'histoire de la centrale de Malville (bords du Rhône) qui connaît en 2036 un accident fâcheux (*Malville*, Stock). Deux ans après *L'Inventeur*, Miguel Bonnefoy revient à son meilleur, le roman flamboyant, truffé d'anecdotes et de personnages hauts en couleur situé dans son Venezuela (*Le Rêve du jaguar*, Rivages). Le voyage est le sujet de Thierry Clermont. Après Cuba, Venise, Long Island, notre confrère nous invite à découvrir la Lituanie historique et poétique (*Vilna tango*, Stock). Entre Shoah et un demi-siècle d'occupation soviétique, Vilna ou Wilno, où l'on croise Joseph Brodsky, Leonard Cohen, Romain Gary, n'a jamais capitulé. La neige est aussi au cœur du roman d'Olivier Norek, qui raconte comment le petit peuple finlandais résista un an durant à l'agression du voisin soviétique en 1939 (*Les Guerriers de l'hiver*, Michel Lafon).

Pas de rentrée sans premiers romans. Ils sont 68 cette année. Nous donnerons notre sélection début septembre dans *Le Figaro littéraire*. D'ici là, pourquoi ne pas lire le bouleversant *Tombée du ciel* de notre consœur Alice Develey (L'Iconoclaste) ou le bien nommé *Les Caractériels* de Martial Cavatz (Alma), tous deux en lice pour le prix Stanislas qui sera décerné le 15 septembre lors du Livre sur la place de Nancy. ■

Littérature étrangère : un quatuor de feu avec Cunningham, Ellroy, Ford et Toibin

Thierry Clermont

Quatre romans sont particulièrement attendus en cette fin d'été, issus du domaine anglo-saxon. Il s'agit d'une part de James Ellroy, avec le troisième volet de son *Quintette de Los Angeles, Les Enchanteurs* (Rivages), qui nous plonge dans la Californie des années 1960, au lendemain de la mort de Marilyn Monroe. Quant à Colm Toibin, il verra son *Long Island* traduit chez Grasset. Le romancier irlandais surdoué nous offre, après *Le Magicien* sur Thomas Mann, la suite de *Brooklyn*, quinze ans après sa parution. Ce quartier de Brooklyn que l'on retrouvera dans *Un jour d'avril* de Michael Cunningham. À 80 ans, Richard Ford, revient avec un cinquième roman, *Le Paradis des fous* (L'Olivier), avec son personnage fétiche, Frank Bascombe.

Seul lauréat du Nobel à publier en cette rentrée, le Sud-Africain J.M. Coetzee nous donnera à lire *Le Polonais* (Seuil), l'histoire d'un pianiste septuagénaire et virtuose qui tombe amoureux d'une jeune femme.

Pour sa part, Rachel Cusk nous propose *Parade* (chez Gallimard), récit qui se passe dans les milieux de l'art contemporain, alors que l'Écossais Andrew O'Hagan nous fera découvrir chez Métailié *Les Éphémères*, roman salué à sa parution par Colm Toibin. À noter également le premier roman de Tyriek White, *Les Fantômes de Brooklyn* (Calmann-Lévy), et le récit sombre du Canadien Michael Crummey, *Les Adversaires* (Phébus), qui a pour décor l'île de Terre-Neuve. On suivra de même le très gros (1040 pages!) roman dystopique de l'Américain Stephen Markley (*Le Déluge*, chez Albin Michel).

Comme chaque année, la littérature italienne sera également à l'honneur, avec des noms plus ou moins connus. Forte du succès de son *Train des enfants* et du *Choix*, la Napolitaine Viola Ardone, nous brosse dans *Les Merveilles* (Albin Michel) le portrait de la jeune Elba qui a grandi dans un hôpital psychiatrique. Son aînée, la romancière et cinéaste romaine Cristina Comencini, qui vient d'ailleurs d'adapter à l'écran *Le Train des enfants*, signe un roman intimiste (*Hors-champ*, chez Stock), où elle a convoqué des figures féminines anonymes, de la Commune de Paris au Swinging London des années 1960, incarnant chacune « *à sa façon un pan de l'Histoire trop longtemps resté hors-champ* ». Pour rester de l'autre côté des Alpes, on notera également le récit maritime de Fabio Fiori, *Le Souffle de la Méditerranée*, à paraître au Bruit du Monde. Ainsi que la parution annoncée d'une espèce d'autobiographie intellectuelle signée par Giorgio Agamben, *Ce que j'ai vu, entendu, appris...* (Éditions Nous).

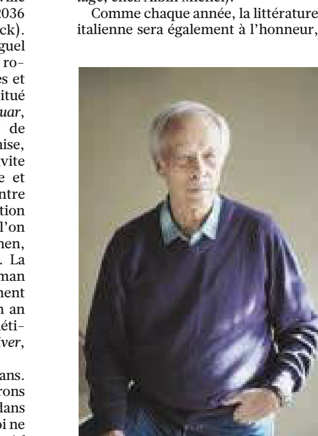
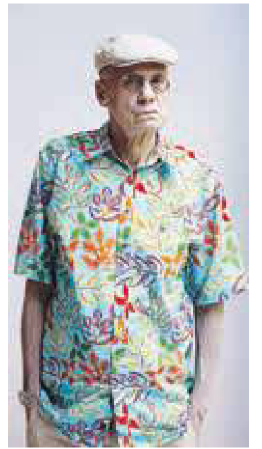
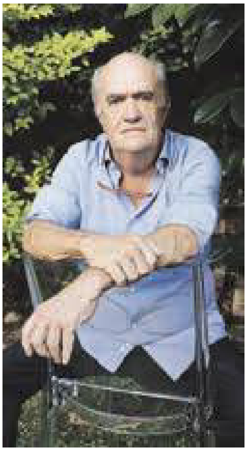
James Ellroy revient avec « Les Enchanteurs », le troisième volet de son « Quintette de Los Angeles », qui nous plonge dans la Californie des années 1960, au lendemain de la mort de Marilyn Monroe

Parmi les nouveautés venues d'Espagne et d'Amérique latine, signalons celles du prolifique Arturo Pérez-Reverte, passé chez Gallimard (*L'Italien*), de l'Argentine Mariana Enriquez avec un livre sur Silvina Ocampo (*La Petite Sœur*, au Sous-Sol), du Péruvien Gustavo Rodriguez, avec *Eufrasia Vela et les sept mercenaires* (L'Observatoire) et du Guatémaltèque Eduardo Halfon, qui nous propose *Tarentule*, chez Quai Voltaire. Sans oublier la Chilienne Alia Trabucco Zeran, qui confirme ses talents avec *Propre* (« Pavillons » / Robert Laffont).

Retour en Europe avec le Roumain nobélisable Mircea Cartarescu, qui, à 68 ans, publie, dans la foulée du superbe *Melancolia*, *Théodoros* (Noir sur Blanc), une vaste fresque située au XIX^e^ siècle retraçant le destin d'un fils de domestiques se rêvant empereur. Quant aux lecteurs assidus de l'Autrichien Josef Winkler, fidèlement traduit chez Verdier, ils le retrouveront avec *Le Champ*, où il est parti sur les traces d'un criminel de guerre nazi originaire de Carinthie.

Cette mémoire de la guerre et de la Shoah, on la retrouvera dans *Migraine*, une histoire de culpabilité du Hongrois Tamas Gyurkovics (chez Viviane Hamy), et dans le roman de Sigitas Parulskis, *Ténèbres et compagnie*, ouvrage traduit dans le cadre de la Saison culturelle de la Lituanie en France, qui se déroulera de septembre à décembre 2024. Et qui nous donnera l'occasion de découvrir les nouveautés des poètes Tomas Venclova et Jonas Mekas, plus connu comme cinéaste expérimental.

Enfin, les amateurs de thrillers et de polars n'ont pas été oubliés, puisque nous retrouverons Michael Connelly et ses personnages, l'avocat Mickey Haller et son demi-frère l'inspecteur Harry Bosch, dans *Sans l'ombre d'un doute* (Calmann-Lévy). Ainsi que l'Espagnole Dolores Redondo, auteur de la superbe *Trilogie du Baztan*, adaptée avec succès par Netflix, qui cette fois-ci nous donnera à lire *En attendant le déluge* (Série Noire). Une enquête nous menant de Glasgow à Bilbao, sur les traces d'un tueur en série. Roman magistral où l'on retrouvera l'inspecteur Noah Scott Sherrington, de Scotland Yard, apparu précédemment dans *La Face nord du cœur*. ■

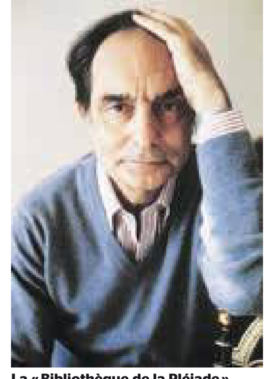




***De gauche à droite* : Richard Ford, James Ellroy et Colm Toibin, les écrivains anglo-saxons très attendus en cette fin d'été.** PHILIPPE MATSAS/LEEXTRA VIA OPALE.PHOTO ; LEONARDO CENDAMO, ISABELLA DE MADDALENA/OPALE.PHOTO

Du côté des essais : Calvino, Capote, Conrad et les surréalistes

Particulièrement riche en célébrations et en anniversaires, l'année 2024 va s'achever avec la parution de nouveautés ou de rééditions saluant la mémoire du patrimoine littéraire international, après le centenaire de la disparition de Kafka, en juillet dernier.

Cette vivacité éditoriale nous donnera à retrouver, ou à découvrir, des auteurs tels qu'Italo Calvino, Truman Capote, Joseph Conrad, Thomas Mann ou encore Vassili Grossman, au moment où le premier *Manifeste du surréalisme* soufflera ses cent bougies. Ce texte fondateur fera son entrée dans la prestigieuse « Pléiade » le 19 septembre, accompagné d'autres textes d'André Breton et de ses amis, tels que les proses poétiques de *Poisson soluble*, *Le Surréalisme et la Peinture*, le *Dictionnaire abrégé du surréalisme* ou encore de l'entretien de Breton avec Madeleine Chapsal, paru dans *L'Express* en 1962.


JERRY BAUER/OPALE.PHOTO

La « Bibliothèque de la Pléiade » consacre un volume à Italo Calvino.

Dans ce cadre, Seghers publiera un essai de Joana Maso, *Nusch Éluard*, sous-titré *Sous le surréalisme, les femmes*.

La même collection de la « Pléiade » nous proposera également un volume consacré à Italo Calvino (1924-1985), avec notamment le fabuleux *Baron perché* (paru en 1957), *Les Villes invisibles* et *Monsieur Palomar*. Ce volume sera accompagné aux Éditions de L'Herne par un cahier Calvino.

Autre centenaire, celui de la naissance de Truman Capote, qui sera célébré, chez Rivages avec la réédition d'un recueil d'entretiens de l'auteur de *Petit déjeuner chez Tiffany*, celle d'un bref recueil de nouvelles (*Un Noël* chez Folio), et surtout une nouveauté, de Leila Guerriero, toujours chez Rivages. La reporter argentine nous rapporte dans *Le Fantôme de Truman Capote* l'expérience de son séjour à Palamos, village balnéaire de la Costa Brava. Elle a en effet passé plusieurs semaines dans la villa qu'occupait l'écrivain au début des années 1960, et où il acheva la rédaction de *De sang-froid*. Truman Capote sera l'un des nombreux auteurs évoqués dans le *Dictionnaire amoureux de la littérature américaine* (Plon) de Bruno Corty, rédacteur en chef du *Figaro littéraire*. Un ouvrage qui trouvera sa place lors de la 11^e^ édition du Festival America qui se tiendra à Vincennes du 26 au 29 septembre.

Un ouvrage collectif

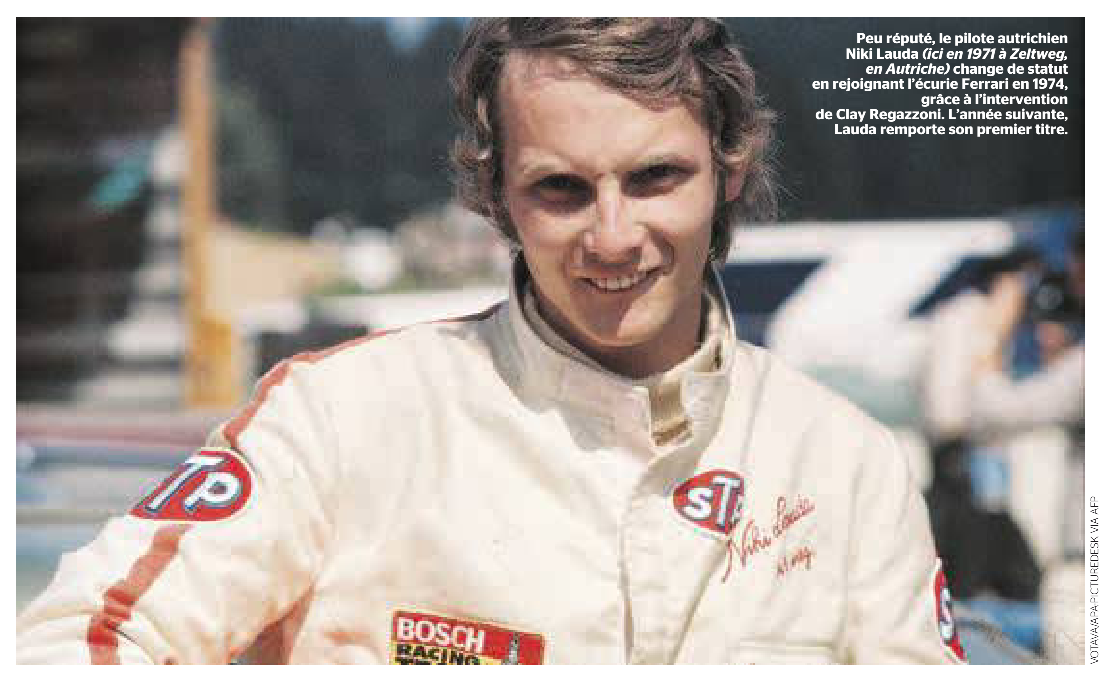
L'année où naissaient Calvino et Capote, disparaissait Joseph Conrad. L'occasion pour Gallimard de nous faire redécouvrir un ouvrage collectif (*Hommage à Joseph Conrad*, « Cahiers de la NRF »), alors que Points rééditera *La Géographie et autres explorateurs*, et que *Nostromo*, roman injustement négligé, sera adapté en roman graphique par Maël, chez Futuropolis.

Hors célébrations, on retrouvera avec bonheur les discours de guerre de Thomas Mann, enregistrés entre 1940 et 1945 pour la BBC (*Appels aux Allemands*, aux Belles Lettres), ainsi que *Le peuple est immortel*, premier roman de Vassili Grossman, l'auteur de *Vie et destin*, retraduit chez Calmann-Lévy par Luba Jurgensen. Pour sa part, Stock a traduit *Le Crématorium froid. Au pays d'Auschwitz* du Hongrois József Debreczeni, témoignage édifiant sur l'Holocauste, paru en 1950.

Ajoutons que la collection « Quarto » consacre un volume au poète lituanien francophone O.V. de L. Milosz (1877-1939) qui regroupera entre autres ses recueils *Les Sept Solitudes*, des contes, son unique roman, *L'Amoureuse Initiation*, ainsi que son théâtre et quelques essais et discours.

Enfin, notons également la parution aux Équateurs d'un « essai d'humeur » de l'académicien Antoine Compagnon, intitulé, *La Littérature, ça paye*. ■

T. C.



Peu réputé, le pilote autrichien Niki Lauda *(ici en 1971 à Zeltweg, en Autriche)* change de statut en rejoignant l'écurie Ferrari en 1974, grâce à l'intervention de Clay Regazzoni. L'année suivante, Lauda remporte son premier titre.

VOTAVA/APA-PICTUREDESK VIA AFP

Niki Lauda, sauvé des flammes

Sylvain Reisser

Chaque jour, « Le Figaro » raconte l'histoire d'un pilote sauvé miraculeusement d'un accident de course. À 27 ans, bien parti pour conserver son titre en F1, l'Autrichien sort de la route sur le circuit du Nürburgring. Un épisode dramatique dont il portera les séquelles toute sa vie.

Deux petits tours et puis s'en va. Au deuxième passage du premier Grand Prix du Japon de l'histoire de la Formule 1, le dernier de la saison 1976, Niki Lauda ne passe plus. Pour le pilote autrichien en tête du championnat du monde avec trois points d'avance sur James Hunt, le leader de l'écurie McLaren, la course aura duré moins de trois minutes. Il a emprunté la voie des stands pour rejoindre le box Ferrari et abandonner. Panne électrique comme le soutiennent les experts ? Lauda n'attend même pas la fin de la course pour savoir s'il va conserver son titre. Avant de regagner Tokyo en compagnie de sa femme, Marlène, à bord d'une Rolls-Royce mise à disposition par l'ambassadeur d'Autriche, il laisse un bref communiqué. Les journalistes découvrent qu'il a jeté l'éponge en raison des conditions dans lesquelles se présentait la course. Depuis le matin, le circuit du Mont-Fuji était noyé sous un torrent de pluie. *« C'est de la folie »*, assure Mario Andretti à l'issue de la séance d'essais libres. *« Mortellement dangereux »*, ajoute Hunt. *« Dès que l'on approche d'une autre voiture, on est complètement aveuglé, on ne peut évaluer, ni sa vitesse, ni sa position, ni distinguer les abords de la piste »*, précise Patrick Depailler. Finalement, les pilotes se laissent convaincre et avec une heure et demie de retard, le départ est donné. À la fin du Grand Prix du Japon, en accédant à la troisième place, Hunt s'assurait le titre, avec un point d'avance sur Lauda. Le duel des deux ténors, théâtre du film Rush sorti en 2013, avait tourné court.

« Le harnais était difficile à détacher. Pendant qu'Ertl vidait un extincteur sur la voiture, avec l'aide d'Edwards, nous l'avons sorti du cockpit. Niki a fait quelques pas et il m'a demandé comment était son visage »

Arturo Merzario Pilote italien

Ce n'est pas au Japon que le pilote autrichien a perdu le titre mais quelques mois auparavant en Allemagne. Le 1er août se court la dixième manche du championnat sur le circuit du Nürburgring. Tracée au milieu de la forêt de l'Eifel, près d'Adenau, cette piste est surnommée l'enfer vert. Ce toboggan de 22 kilomètres est le circuit le plus exigeant et le plus dangereux au monde. Lauda s'y présente en solide leader. Il devance James Hunt (McLaren) de 23 points. Il est bien parti pour conserver son titre. Sa monoplace Ferrari est au meilleur de sa forme et il peut compter sur l'aide de son équipier, Clay Regazzoni. En neuf manches, l'Autrichien a déjà accumulé quatre victoires, deux secondes et troisièmes places. Les apparences sont trompeuses. Le championnat se déroule dans une ambiance délétère, sur fond de réclamations. Les deux pilotes Ferrari ne sont plus les meilleurs amis du monde et Enzo Ferrari considère que Lauda a changé depuis son titre de l'année précédente. Il est moins impliqué dans le développement de sa monoplace et pense surtout à rejoindre son épouse dans leur villa d'Ibiza. En avril, quelques jours avant le grand prix d'Espagne, le tracteur qu'il conduisait dans le jardin de sa maison de Salzburg s'est renversé. Verdict : deux côtes cassées mais cela aurait pu être plus grave. La presse italienne demande la tête de Lauda qu'elle n'a jamais vraiment aimé.

Lorsque la Formule 1 pose ses valises en Allemagne, l'épisode anglais est encore dans toutes les têtes. À Brands-Hatch, quinze jours auparavant, l'accrochage entre les deux Ferrari au départ a provoqué la sortie de route de Hunt et l'arrêt de la course. Le temps de nettoyer la piste et de réparer les voitures et un deuxième départ était donné. Hunt sortait vainqueur de l'affrontement. La chance a-t-elle changé de camp ? Au Nürburgring, le pilote autrichien est bien décidé à reprendre la main. Il signe le deuxième temps, à moins d'une seconde de Hunt.

À cause de la pluie, le départ est retardé. Lorsque les monoplaces s'élancent enfin, elle a cessé. Si la piste de 22 km est encore humide par endroits, le bon choix est de partir en pneus slicks. À la fin du premier tour, tout le monde s'arrête donc pour changer de gommes, à l'exception de Jochen Mass qui avait déjà fait le pari des pneus secs. Bien lui en a pris car il s'est assuré une demi-minute d'avance sur Gunnar Nilsson. À l'autre bout du circuit s'est nouée une tragédie. Au kilomètre 11, dans la courbe à gauche précédant le virage de Bergwerk, Lauda a perdu le contrôle de sa Ferrari 312 T2. On apprendra plus tard que la suspension s'est brisée. Des témoins racontent que la monoplace est sortie de la courbe rapide légèrement déséquilibrée après avoir escaladé le vibreur matérialisant la courbe. Elle a percuté le rail et le talus avant de tournoyer et de s'immobiliser en flammes au milieu de la piste. Avant que la course ne soit arrêtée au drapeau rouge, Guy Edwards évite de justesse la Ferrari. Pas Brett Lunger et Harald Ertl qui la percutent violemment. Lauda ne bouge plus. Est-il groggy ou inconscient ? Les secondes paraissent une éternité. Le feu redouble d'intensité. Les pilotes, qui se sont arrêtés, ne peuvent approcher la Ferrari. La chaleur est insoutenable. Un pilote vide le contenu d'un extincteur sur la monoplace. Rien n'y fait. Prisonnier des flammes, Lauda a perdu son casque mais pas connaissance. Il appelle à l'aide. Chaque seconde compte. C'est alors que Arturo Merzario arrive en courant et se jette héroïquement dans le brasier. Le pilote italien raconte plus tard *« que le harnais était difficile à détacher. Pendant qu'Ertl vidait un extincteur sur la voiture, avec l'aide d'Edwards, nous l'avons sorti du cockpit. Niki a fait quelques pas et il m'a demandé comment était son visage »*, poursuit le sauveur italien. Lauda est évacué à l'hôpital en hélicoptère avec des fractures à la pommette, au sternum et aux jambes, un enfoncement de la cage thoracique, de sérieuses brûlures aux poignets et au visage. Daniele Audetto, le directeur sportif de l'écurie Ferrari, prévient immédiatement Enzo Ferrari. *« La situation est désespérée »*, dit-il. Plus que les blessures, les lésions pulmonaires provoquées par l'inhalation de gaz toxiques et de vapeurs d'essence font craindre le pire. Le pronostic vital est engagé. Le pilote Ferrari est plongé dans le coma et pourrait succomber à ses blessures dans les 24 heures. Le lundi, les nouvelles sont mauvaises. Les difficultés respiratoires ne laissent guère d'espoir. Un prêtre accourt à son chevet pour lui donner l'extrême-onction. Pendant quatre jours, il lutte contre la mort.

Le 12 septembre, moins de six semaines après son accident, Lauda effectue sa rentrée au Grand Prix d'Italie, à Monza. Il n'a raté que deux Grands Prix. Tout le monde salue le courage de l'homme qui revient de l'enfer. L'*Ingegnere* Ferrari le compare au champion d'avant-guerre Tazio Nuvolari. Un pilote ne peut pas rêver plus bel hommage. Son visage défiguré terrifie le public. Tout le restant de sa vie, Lauda portera une casquette. Quatrième en Italie, huitième aux États-Unis et troisième au Canada : s'il a retrouvé toutes ses capacités, il flanche au Japon. Bien qu'il s'en soit toujours défendu, il semble qu'il ait abordé le rendez-vous japonais encore marqué psychiquement par son accident.

L'année suivante, l'orgueilleux Lauda démontre que son coup de volant est intact. Trois victoires et de nombreuses places d'honneur lui valent de glaner un deuxième titre. En froid depuis de nombreux mois avec son employeur et vexé du traitement qui lui est réservé, Lauda signe avec Brabham et Alfa Romeo pour la saison 1978 et quitte la scène à deux manches de la fin. Décidément déroutant mais certainement frustré par une saison 1979 catastrophique, l'Autrichien met un terme à sa carrière au matin des premiers essais du Grand Prix du Canada. Il peut se consacrer pleinement à sa compagnie aérienne créée un an auparavant.

Faim de compétition ou besoin de se refaire une santé financière ? Lauda remet le contact chez McLaren en 1982. Bonne pioche. Avec le moteur TAG Porsche et le châssis signé John Barnard, la F1 anglaise domine le championnat 1984. Pilote d'une précision de métronome, tacticien lucide et doté d'un sens de la course hors pair, Lauda empoche son troisième titre avec un demi-point d'avance sur son équipier Alain Prost. Il range définitivement son casque en 1985 mais ne quitte pas complètement la F1. À partir de 2012, en devenant président non exécutif de l'écurie Mercedes, il contribue à ses succès. À partir de 2018, sa santé se dégrade. Alors qu'il a déjà subi deux greffes de rein, les médecins procèdent en urgence à une transplantation pulmonaire. « L'Ordinateur », comme il était surnommé en F1, ne se relèvera pas totalement. ■

BIO EXPRESS

22 février 1949
Naissance à Vienne, Autriche.

1974
1re victoire en F1 - GP d'Espagne à Jarama sur Ferrari.

1975
1er titre de champion du monde de F1 (Ferrari).

1977
2e titre de champion du monde de F1 (Ferrari).

1984
3e titre de champion du monde de F1 (McLaren).

Depuis 2012
Président non exécutif de Mercedes GP.

20 mai 2019
Décès à Zurich, Suisse.





DPA/PICTURE ALLIANCE VIA REUTERS CONNECT; BOUTROUX/PRESSE SPORTS

Le 1er août 1976, sur le circuit du Nürburgring, Niki Lauda percute le rail et se retrouve prisonnier des flammes à bord de sa F1 Ferrari. Il est sauvé grâce à l'intervention de plusieurs pilotes. Après un intermède de quelques années, il revient en F1 et remporte un troisième titre en 1984, avec McLaren.

Retrouvez demain :
Kenny Bräck, éparpillé façon puzzle

LE FIGARO HOMMAGE

LE FIGARO
HOMMAGE

Alain
Delon
1935/2024

NUMÉRO COLLECTOR



EN VENTE ACTUELLEMENT
Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



MOTS FLÉCHÉS N° 3915

RCI-Jeux.com

Fleurs jaunes / Comme il faut – Héron des marais – Écrivain italien / Grand cerf du Nord – Plateau d'origine volcanique / Crible – Il manque de loyauté – Dose de bon sens / Arrivé à terme – Résidu solide de pétrole – Frapper de stupeur / Cessation – En général il refroidit – Religion des musulmans / Sous *do* – Épanouie – Qui tient de la campagne

Tendeur de câble

Golfe de la mer Rouge – À ce moment-là / Pigeai – Félin à rosettes / Bassiste – Sans qualité ni noblesse d'âme – Aperçu / Ironie emplie de sarcasme

Le traître d'Othello / Mèche folle – Ancienne monnaie chinoise – Prénom féminin / Femelle de solitaire – Clément en l'air / Falaise

Fabriquée en série / Met en joue – Désigne quelqu'un de façon anonyme – Erbium symbolisé / Boîte de nuit – Mènera sa barque / Drain chirurgical

Consigné / Balle bien placée – Sur-Belon, en Bretagne – Faits et gestes / Se montre chouette – Bois utilisé par l'ébéniste – Émetteur luxembourgeois

Déchiffrerais / Aéronef individuel – Appareil de levage / Eau dormante – Annulé / Fayoter – Flétri

Pour rouler à découvert – Il enduit de la fonte / Brame – Bruit sec / Convoitise – Deux cents en chiffres romains – Couchée de tout son long

Canard à couettes / Eau de Libourne – Carré de terrain / Chaume – Mettre sur pied – Petit ventre / Barre de porte – Espace infini / Brusques flambées

Qui vit dans l'air / Animal paresseux – Se fête après Pâques / Bataillon

Matériau qui résiste au feu – Intensités / Chat familier – Qui ont l'estomac plein – Distance d'astronef / Latone – Propre / Dépourvu d'humidité

Bombage / Célèbre crooner américain – Archipel des Caraïbes / Tacher encore – Empêcher de passer – Courroucés

Rendu plus malléable – Pascal abrégé / Bar de cow-boys – Amené au bout / Cuite au beurre – À reculons (en) / Purée auvergnate – Auteur d'*Aïda* / Nid d'abeilles

Culotte de Bosco / L'homme invisible – Chef de travaux / Mètre par seconde – Produit de dépistage / Fixer le cours

Test psychologique / Qui rigole – Abus de canons / Concret – Ça vaut ce que ça vaut / Rongé – Il va bon train / Affecté ailleurs

Donnas un goût de pastis – Mémoire de disque / Richesse d'État – Sommet d'une montagne – Il laisse froid le bel âtre

Lanceur de dés / À peine touchée – Brillantine / Adverbe – Gamin du Midi / Axes opposés

Remis dans la bonne direction – Au fond, c'est le fond de l'être

Discourtois – Redford, au cinéma – Fromages blancs en Suisse

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

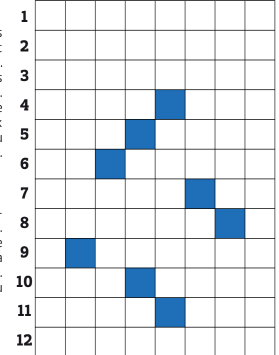
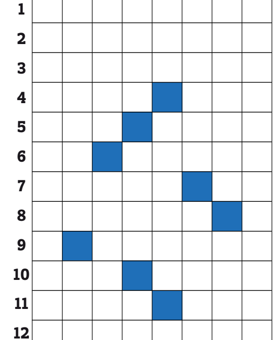
PROBLÈME N° 6690

HORIZONTALEMENT

1. Féminine masculine. – **2.** Retour à un état brillant après une période d'éclipse. – **3.** Mettent le couvert. – **4.** Fait partie de la minorité silencieuse. Il n'a pas son lit chez lui. – **5.** Permet de mettre les voiles quand on est dans la nef. Fournit de bons motifs. – **6.** Arrivé après le travail. A participé à la fabrique des andouilles. – **7.** Éminence armoricaine. Pronom. – **8.** Mauvaise pièce. – **9.** Vieux jeton de présence des chanoines aux offices. – **10.** Trou à remplir. Beautés célestes. – **11.** Personnel de prisons. Quelques planches. – **12.** Étendues au sol.

VERTICALEMENT

1. Casse-graines. – **2.** Va tenter de soulever. Lente évolution. – **3.** Vue les yeux fermés. La nouvelle vague. – **4.** Arête dans la gorge. Il sait lyre et écrire. À de l'avenir en littérature. – **5.** Service à l'ancienne. Entrera dans les ordres. – **6.** Terroir de Tonton. Bloc réfrigéré. – **7.** Fait du 90 dans les rues de Bruxelles. Superficiel ou irritant. – **8.** Belles à bar toc.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6689

HORIZONTALEMENT **1.** Rétablir. – **2.** Amélioré. – **3.** Vasistas. – **4.** ISS. Toto. – **5.** Scier. Yl. – **6.** Sunnas. – **7.** El. Zips. – **8.** Maso. Reg. – **9.** Etc. Dame. – **10.** Niaméyen. – **11.** Tôles. Ré. – **12.** Snack-bar.

VERTICALEMENT **1.** Ravissements. – **2.** Émasculation. – **3.** Tessin. Scala. – **4.** Ali. Enzo. Mec. – **5.** Bistrai. Desk. – **6.** Loto. Spray. – **7.** Iraty. Sémera. – **8.** Résolu. Gêner.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION FIGARO JEUX

MOTS MÉLANGÉS N° 6

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

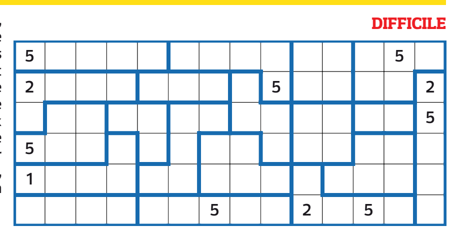
AFFREUX	BAOBAB	CLASSER	EFFET	GOGUENARD	MICROSCOPE	REMONTÉE
AÏEUL	BARBUE	CLÉBARD	ENNUYÉ	GOUDA	MYRRHE	RISÉE
AIGLE	BAROUF	CUILLÉRÉE	ÉRAFLURE	GRUE	ONDÉE	SATINETTE
ALLÉE	BOLÉE	CURÉE	ESGOURDE	IDÉEL	OPINER	TARE
ARGUS	BOURG	DÉMIS	FACTICE	ISTHME	PÉNOMBRE	TIBIA
ATOMISER	CAVIAR	DENTIER	FURET	LIMBE	PERSUASIF	VIVIPARE
AUNAIE	CERFEUIL	DIMINUÉ	GIROFLÉE	MALSAIN	RELEVÉ	YOUPALA

E	H	R	R	Y	M	E	L	C	R	S	E	P	O	C	S	O	R	C	I	M
G	R	U	O	B	F	I	S	A	U	S	R	E	P	A	L	A	P	U	O	Y
D	R	A	N	E	U	G	O	G	A	I	B	I	T	D	R	A	B	E	L	C
E	I	F	F	E	R	E	R	N	O	U	L	I	S	N	I	A	S	L	A	M
L	S	F	F	L	E	A	C	E	D	U	N	L	A	T	O	M	I	S	E	R
T	E	R	U	F	U	O	P	I	N	E	R	A	E	A	H	M	I	V	E	F
T	E	E	L	O	B	R	E	I	T	N	E	D	I	R	B	M	E	N	A	R
C	I	U	D	R	R	L	E	T	V	C	U	R	E	E	E	L	E	R	U	C
A	E	X	R	I	A	A	E	L	G	I	A	Y	X	D	E	E	L	L	A	E
A	D	U	O	G	B	A	B	O	A	B	V	F	E	R	B	M	O	N	E	P

KEMARU N° 26

DIFFICILE

Complétez la grille, chaque zone entourée de gras contenant tous les chiffres entre 1 et sa taille (par exemple 1, 2 et 3 pour une zone de trois cases). Deux chiffres identiques ne peuvent se toucher horizontalement, verticalement ou en diagonale.



SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Mots fléchés n° 3914



■M■R■A■B■O■A■V■L■O■I■B■
BACHOTER■MISAI■CAMBOUIS
■ROUET■ABASOURDISSANTES
WC■MIRADOR■CREE■SKI■INO
■■DELACER■PIEUTEE■SALE■
XII■LIT■DAMASSE■CHENETS
■DERATISER■B■ENCHERE■RA
JEU■D■FORTUIT■AREU■TREK
■N■FESSUE■PLAGIER■CHE■E
OTER■E■LASSI■RSA■VASTES
■IL■PREAU■ITOU■TAIN■AN■
SQUARE■G■ALESAGE■ANCREE
■U■LE■RECTO■SU■URNE■DRY
NEFASTE■RONCE■CRU■EPAVE
■■ENTRESOL■AMER■SA■ETEL
FORGEUR■CLOSERIE■MATA■I
■POU■I■OO■RENNE■PENSION
DECIDEUR■IA■TEUF■NA■RUE
■PERI■ILE■LESER■IE■MEIR

Sudoku n° 4823

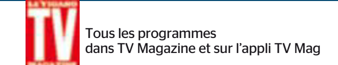
1	6	4	5	7	8	2	3	9
5	2	7	6	9	3	1	8	4
8	9	3	4	2	1	6	7	5
6	8	2	3	5	7	4	9	1
7	3	9	1	4	6	8	5	2
4	1	5	2	8	9	7	6	3
3	5	1	8	6	2	9	4	7
9	4	6	7	1	5	3	2	8
2	7	8	9	3	4	5	1	6

n° 4824

2	4	7	6	1	3	8	5	9
1	6	3	5	8	9	4	2	7
5	8	9	2	4	7	3	1	6
8	7	5	4	9	2	1	6	3
6	9	2	1	3	5	7	8	4
4	3	1	8	7	6	5	9	2
7	2	6	3	5	1	9	4	8
3	1	8	9	2	4	6	7	5
9	5	4	7	6	8	2	3	1

Kemaru n° 25

3	1	5	1	2	3	2	3	2	1	4	1	3	2
2	4	2	3	4	1	4	1	5	3	2	5	4	1
1	3	1	5	2	3	5	3	2	4	1	3	2	3
2	5	4	3	1	4	2	4	1	3	2	5	1	4
1	3	1	2	5	3	1	3	5	4	1	4	3	5
4	2	4	3	1	2	4	2	1	2	3	2	1	2





Huis clos étouffant avec Rebecca Ferguson

Constance Jamet

Dans la série «Silo», la star de «Dune» campe avec brio une rebelle dans l'adaptation de la trilogie de Hugh Howey.

Foundation, Invasion, Sugar, Dark Matter… Apple TV+ s'est imposé comme un expert des séries SF prestigieuses brillant par un petit truc en plus : que ce soit par la distribution, le culot du concept ou l'immersivité des mondes créés. *Silo*, qui a affolé les compteurs d'heures visionnées à sa mise en ligne au printemps 2023, en est l'exemple le plus éclatant. Pour ceux curieux de se laisser prendre au jeu, Canal+ diffuse la première saison à partir de ce jeudi.

Dans un futur pas si éloigné, 10 000 survivants de l'humanité se terrent dans un mystérieux silo. Qui a construit ce bunker vertical souterrain autosuffisant grâce à des étages consacrés à l'élevage de bétail et à l'agriculture ? Et pour quelle raison ? Personne ne le sait. Toute la vie s'articule autour de gigantesques escaliers qui nécessitent plus de vingt-quatre heures d'ascension du premier au dernier niveau. Le gouvernement, qui s'incarne notamment dans la figure du maître de la censure, Bernard Holland (Tim Robbins), contrôle chaque aspect de la vie de ses administrés : la procréation, l'orientation professionnelle, la mémoire… À la suite d'une mystérieuse rébellion survenue cent cinquante ans auparavant, plus aucun document, plus aucune trace du passé, de ce qui pouvait se trouver à la surface n'existe.

Gare aux claustrophobes qui désireraient retrouver l'air libre ou contesteraient cette façon, on ne peut plus rigide, de vivre ensemble. Pour eux, c'est en effet le bannissement et la mort assurés. Aucun des proscrits n'a d'ailleurs survécu plus de quelques minutes dans l'atmosphère toxique. Une situation dont le shérif du silo (David Oyelowo) et Juliette (Rebecca Ferguson), une ingénieur en charge du générateur qui en assure le bon fonctionnement, entendent s'affranchir.


APPLE/2023 AMC STUDIOS/CANAL+
Rebecca Ferguson prouve encore qu'elle excelle dans la science-fiction.

Microsociété confinée

Cette adaptation de la trilogie du romancier Hugh Howey est frappante par la précision du trait, le soin du détail. Au fur et à mesure que les protagonistes avalent les interminables volées de marches qui les entraînent vers les profondeurs du silo, se dessinent l'organisation et la structure de cette microsociété confinée dans une matrice de Big Brother.

Grande dame de la science-fiction, Rebecca Ferguson trouve, après *Dune* et *Réminiscence*, un autre rôle intense qu'elle sublime dans la peau d'une *« scientifique abrasive en guerre avec elle-même »*. *« Une femme qui refoule sa nature de meneuse, qui fuit ses congénères pour mieux se réfugier dans sa caisse à outils »*, soulignait la comédienne, ex-comparse de Tom Cruise dans *Mission : Impossible*. Elle confiait au *Figaro* n'avoir pas anticipé le côté sportif du tournage : *« Nous avons beaucoup monté et descendu d'étages. Le chef décorateur avait construit suffisamment de paliers pour nous essouffler. C'est rare et grandiose de trouver des décors en studio aussi étendus. Je n'en voyais pas la fin. »* Le huis clos de l'ensemble assure une tension et un suspense addictifs. De quoi remplir les yeux fermés. La seconde saison est attendue sur Apple TV+ pour le 15 novembre prochain. ■

**«Silo», saison 1
À 21 h 10, sur Canal +
Notre avis : ●●●○**



21.10
Barbecue
Film. Comédie

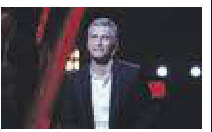


Fra. 2014. Réal. : Éric Lavaine. 1h50. Avec Lambert Wilson. Antoine a beau avoir eu une vie saine, son cœur a failli lâcher au moment de fêter ses 50 ans. Désormais, il doit observer un repos complet. Mais l'été arrive et ses amis viennent profiter de sa magnifique maison dans le Sud.

23.00 Esprits criminels. 3 épisodes.

france•2

21.10
Taratata l'histoire
Documentaire



Fra. 2023. Réal. : Matthieu Jaubert, Jean-Baptiste Bussière. 2h25. Trois décennies après les débuts de « Taratata », Nagui et son équipe reviennent sur la création du programme, ses premiers succès mais aussi les années d'arrêt.

23.35 Taratata 100% live. Variétés. Prés. : Nagui. 30 ans.

france•3

21.12
Ouija, un été meurtrier
Série. Fantastique



Fra/All. 2024. Saison 1. Avec Bruno Solo, Patrick Mille. 2 épisodes. Inédit. Farid avoue être le meurtrier de Philippe. Isabelle ne le croit pas. Quand Jacques découvre ce qu'Oliver a fait avec Laure, il lâche le chien.

22.56 Ouija, un été meurtrier. Série. Fantastique. Catharsis. Inédit.
23.57 Bugarach. 4 épisodes.

CANAL+

21.07
Silo
Série. Dramatique

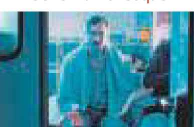


EU. 2023. Saison 1. Avec Rebecca Ferguson, David Oyelowo. 2 épisodes. Dans le futur, une communauté vit sous terre dans un immense silo de 144 étages. Mais les règles internes commencent à être mises en doute.

22.52 57 Seconds. Téléfilm. Science-fiction. Avec Morgan Freeman.



20.55
Des gens bien
Série. Humoristique



Blg/Fra. 2022. Saison 1. Avec Lucas Meister, India Hair. 3 épisodes. Un gendarme décide d'enquêter sur un accident de la route qui a fait une victime. Et s'il s'agissait en réalité d'un assassinat habilement maquillé ?

23.25 Des gens bien. Série. Humoristique. 3 épisodes.



21.10
Les traîtres
Jeu



Prés. : Éric Antoine. 2h. Inédit. C'est au château de Biron, que vingt personnalités se lancent dans l'aventure de l'émission « Les Traîtres », un jeu de mensonge et de trahison.

23.10 Les traîtres : révélations sur la suite… Jeu. Inédit.
23.55 Le Morning Night. Div.



19.44 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Y'a que la vérité qui compte : nos plus belles histoires
Talk-show. 1h39. Première diffusion. Pascal Bataille et Laurent Fontaine présentent les meilleures séquences de leur émission culte.

22.49 Y'a que la vérité qui compte : nos plus belles histoires. 2 épisodes.



19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 Zorro
Série. Action. Esp. 2024. Saison 1. Avec Miguel Bernardeau. 3 ép. Inédit. Zorro fait désormais ouvertement la guerre au Gouverneur Pedro Victoria, semant la peur dans la population.

00.10 Enquête d'action. Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta. Toulouse : la police municipale passe à l'action



18.45 Burger Quiz. Jeu. 3 épisodes.

21.25 The Amazing Spider-Man : Le destin d'un héros
Film. Fantastique. EU. 2014. Avec Andrew Garfield, Emma Stone. Peter Parker doit gérer sa relation avec Gwen et combattre de nouveaux ennemis, les redoutables Harry Osborn et le super-vilain, Electro.

23.55 90' Enquêtes. Magazine.

france•5

20.06 Espèces menacées de Chine.

21.00 Des trains pas comme les autres
Documentaire. Fra. 2021. Réal. : Alex Badin. 1h45. 2 épisodes. Au Nord de la Mauritanie, à Zouérate, cité minière au milieu des montagnes, Philippe Gougler embarque à bord de l'unique train de voyageurs du pays.

22.45 C dans l'air. Magazine.



20.15 Chercheurs d'opale. Doc. Inédit.

21.10 Les 10 catastrophes qui ont marqué la planète
Doc. Fra. 2024. 1h05. Accidents spatiaux. Depuis le début de la conquête spatiale, 21 astronautes sont morts au cours de leur mission et ces tragédies ont choqué le monde entier.

22.15 Hors de contrôle. Doc. L'explosion de la navette Columbia.

HISTOIRE TV

19.50 Fiasco. Documentaire.

20.50 Le cœur du capitaine
Documentaire. Dan. 2022. Réal. : Simon Bang. 1h35. Déchiré entre l'amour de son navire, de la mer et de sa famille, le capitaine Goth navigue pendant deux guerres mondiales, défiant la mort et la désolation.

22.25 Eichmann Show : le procès d'un responsable nazi. Téléfilm.

À LA DEMANDE

Disney+

Under the bridge

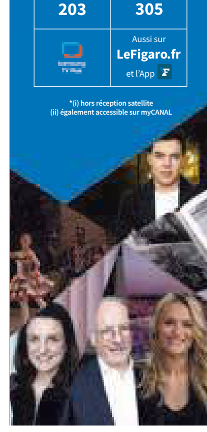


Le 14 novembre 1997, Reena Virk, une jeune Canadienne de 14 ans, a été battue et tuée par un groupe d'adolescents à Saanich, dans une banlieue de Victoria, en Colombie-Britannique. En huit épisodes d'une densité remarquable, la mini-série « Under the Bridge », inspirée par le livre-enquête de la journaliste canadienne Rebecca Godfrey, retrace le déroulement du drame, de l'enquête et du jugement qui a abouti à la condamnation des coupables. Dans le rôle de la flic, Lily Gladstone, oscarisée pour « Killers of the Flower Moon », affronte Riley Keough, qui incarne avec une grande sensibilité Rebecca Godfrey. Face à elles, les adolescents qui interprètent les accusés sont d'une intensité rare et dérangeante.

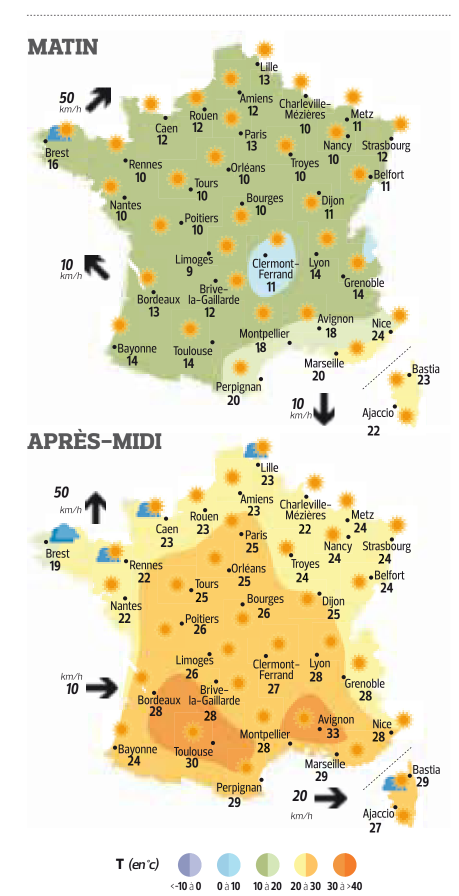
LE FIGARO TV
Disponible sur

TNT IDF 34	CANAL+ 126 / 136*
TF1+	
468	345
203	305
	Aussi sur LeFigaro.fr et l'App

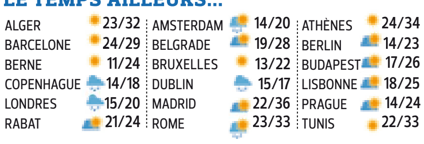
*(i) hors réception satellite
(ii) également accessible sur myCANAL



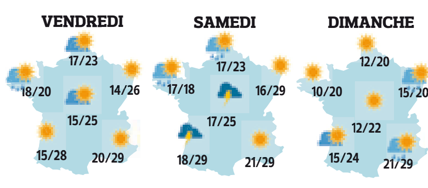
ÉPHÉMÉRIDE St-Fabrice
Soleil : Lever 06h54 – Coucher 20h51 – L une décroissante



LE TEMPS AILLEURS…



ALGER	23/32	AMSTERDAM	14/20	ATHÈNES	24/34
BARCELONE	24/29	BELGRADE	19/28	BERLIN	14/23
BERNE	11/24	BRUXELLES	13/22	BUDAPEST	17/26
COPENHAGUE	14/18	DUBLIN	15/17	LISBONNE	18/25
LONDRES	15/20	MADRID	22/36	PRAGUE	14/24
RABAT	21/24	ROME	23/33	TUNIS	22/33





LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h** à **13h** et de **14h** à **18h** **(excepté les jours fériés)** et tous les dimanches de **9h** à **13h**.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi
26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

deuils

On nous prie d'annoncer
le rappel à Dieu de la

comtesse Jacques ABRIAL
née Colette de Pomyers,

le mardi 20 août 2024,
dans sa 99e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 23 août, à 10 h 30,
en l'église d'Andiran
(Lot-et-Garonne),
suivie de l'inhumation
dans le caveau familial.

De la part de :

le comte Christophe Abrial,
le général et la comtesse
Stéphane Abrial,
la comtesse Henri
de la Villarmois,
ses enfants,
ses sept petits-enfants,
ses dix-sept
arrière-petits-enfants.



Toulon (Var).

Sa famille

a la douleur
de faire part du décès de

Michèle BARRAT

survenu le 15 août 2024,
à l'âge de 93 ans, à Toulon.

La Trinité-sur-Mer
(Morbihan). Nantes.

Agnès et Gilles de Rengervé,
Benoît et Agnès Bonamy,
Éric et Joséphine Bonamy,
Florence et Matthieu Jaillon,
ses enfants,
ses 11 petits-enfants

et toute la famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Annick BONAMY
née Beaupère,

survenu
le dimanche 18 août 2024,
munie des sacrements
de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 23 août, à 14 h 30,
en l'église Saint-Cornély
de Carnac, suivie
de l'inhumation au cimetière
de La Trinité-sur-Mer.

Bordeaux (Gironde).

M. Sébastien Breteau,
son fils, et sa femme
Eleonore de Bernis,
Mme Florence Breteau,
sa fille,
Maia, Felix et Cosima,
ses petits-enfants,
Jacqueline Breteau,
sa belle-sœur,
Stéphanie et Céline Breteau,
ses nièces,

ont la douleur
de faire part du décès de

Yvy-Rose BRETEAU

survenu le 19 août 2024,
dans sa 84e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Sainte-Marie-de-la-Bastide,
à Bordeaux,
le vendredi 23 août, à 10 heures.
L'inhumation se déroulera
dans l'intimité de la famille.

Yvy Breteau repose à
la maison funéraire de Cenon,
45, avenue Jean-Jaurès,
au salon Orchidée.

Un registre à signatures
tiendra lieu de condoléances.

Cognac.

Olivier, Christian, Nicolas
Austry,
Axelle et Stanislas Chavanat,
Bruno, Francisco
et Iscle Sempere,
ses neveux et nièces,

ont la tristesse
de vous annoncer le décès de

M. Xavier-Marie CHAVANAT

survenu à l'âge de 69 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
ce jeudi 22 août 2024, à 14 h 30,
en l'église Saint-Léger
de Cognac, suivie
de l'inhumation au cimetière
de Saint-Brice (Charente).

La famille remercie par avance
toutes les personnes
qui prendront part à sa peine.

Mme Florence Debaecker,
née Petit, son épouse,

Fabien, Blanche, Marie
et Antoine,
ses enfants,
Cyprien, Bruno, Ryuta, Manon
et Romain,
ses petits-enfants,
et leurs conjoints

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Jean DEBAECKER
chevalier
de la Légion d'honneur,

survenu le 15 août 2024,
dans sa 88e année, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Compassion,
à Paris (17e),
le lundi 26 août, à 10 heures,
suivie de l'inhumation
au cimetière ancien
de Neuilly-sur-Seine.

Ni fleurs ni couronnes.

Le professeur François Dubois,
son époux,

Laurence Fraissinet,
Cyrille, Sandra,
Renaud et Guillaume Dubois,
ses enfants,

leurs conjoints,
Guy, Blandine et Véronique,

ses douze petits-enfants

ont la grande tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Anne-Marie DUBOIS
née Fäh,

le 12 août 2024,
dans sa 92e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu
dans l'intimité familiale,
ce jeudi 22 août 2024, à 10 h 30,
en l'église de Recloses
(Seine-et-Marne),
suivie de l'inhumation
au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, avenue de Saxe,
75015 Paris.

Levallois-Perret
(Hauts-de-Seine).

Mme Jacques Fissiaux,
née Andrée-Marie Rhoc,
son épouse,

Béatrice et Olivier (†) Lefébure,
Pascale et Dominique
Delassus,
Valérie Fissiaux,
Bénédicte et Régis
Jullien de Pommerol,
ses enfants,

Clément et Charlotte,
Jean-Eudes et Natalia,
Gautier et Juliette,
Tanguy et Eugénie,
Adrien et Imelda,
Charlotte et Jean,
Diane, Humbert, Ombeline,
Lorenzo et Cléophée,
ses petits-enfants,

Ambre, Alexandre, Colomban,
Bénicio et Julius,
ses arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

M. Jacques FISSIAUX

le 13 août 2024,
dans sa 98e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Justin, à Levallois-Perret,
le vendredi 23 août, à 10 h 30.

Mme Marie-Claude Forde,
née Gamerre, son épouse,

Laurence, Pascale et Marine,
ses filles,
Rémy, Eric et Gwenaël,
ses gendres,

Claire, Camille, Alexis, Victor,
Edouard, Martin, Capucine,
Valentine, Louis et Joséphine,
ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse
de vous faire part du décès de

M. André FORDE

survenu le 18 août 2024, à Paris,
dans sa 96e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le samedi 24 août,
à 10 heures, en l'église
Saint-Charles-de-Monceau,
22 bis, rue Legendre,
Paris (17e).

L'inhumation aura lieu
le lundi 26 août,
dans la sépulture de famille,
au cimetière de Montauban
(Tarn-et-Garonne).

7, rue de Chazelles,
75017 Paris.

Sylvie et Laurent Doriot,
sa fille et son gendre,

Estelle, Aline, Guillaume
et leurs conjoints,
ses petits-enfants,

Alain Bachelet,
son frère,
et tous ses neveux et nièces

ont la grande tristesse
de vous faire part
du décès accidentel de

May GHESTIN
née Bachelet,

survenu le 20 août 2024,
à l'âge de 90 ans.

Ils y associent le souvenir
de sa fille Karine,
décédée en 1980,

de son mari Jacques,
décédé en 2024

et de sa sœur Evelyne,
décédée en 2023.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mardi 27 août,
à 10 heures, en la basilique
Sainte-Clotilde, Paris (7e),
suivie de l'inhumation
dans l'intimité
au cimetière du Montparnasse.

Anne-Emmanuelle Kahn,
sa nièce,
Chloé Lateur Kahn,
sa petite-nièce,

ses amis et ses proches

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Jean-Claude KAHN

le 17 août 2024.

Un temps de recueillement
aura lieu
ce jeudi 22 août, à 8 h 30,
à la chambre mortuaire
de l'hôpital Ambroise-Paré,
11, rue des Menus,
à Boulogne-Billancourt.

L'inhumation se fera
dans l'intimité, au cimetière
de Saint-Flour (Cantal).

Concarneau (Finistère).

Nous sommes priés
de faire part du décès de

M. Jean-Pierre LAMÉ
fondateur
du groupe automobile
Jean-Pierre Lamé
et de ses filiales,
responsable du SRT
(Simca Racing Team)
et de ASA (Association
sportive automobile),
pilote de rallye 2 sur circuit,

survenu à l'âge de 80 ans.

De la part de

Christine, son épouse,
Caroline et Christophe
Janssens,
Aurélie, Charles,
ses enfants,
Lyla, Nathanaël, Madeleine,
Gabriel, Mona,
ses petits-enfants,
ses sœurs, ses beaux-frères
et sa belle-sœur,
ses cousins,
ses neveux et nièces,
ses amis et alliés.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 23 août 2024,
à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Lorette,
à Lanriec, Concarneau, suivie
de l'inhumation au cimetière.

La famille remercie
en particulier le personnel
soignant et médical de l'hôpital
de la Cavale Blanche, à Brest.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anne, Charles et Dina, Louis
Petracco,
ses enfants et sa belle-fille,

Franck et Marina Verrecchia,
son frère et sa belle-sœur,

ont la tristesse
de vous faire part
de la disparition de

**Laure
PETRACCO VERRECCHIA**
conceptrice-rédactrice,
médaille d'honneur du travail
grand or
au sein de la Maison Chanel,

le 14 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 23 août, à 10 h 30,
en l'église Saint-Pierre
de Neuilly-sur-Seine,
90, avenue du Roule.

*« La simplicité
est la clé de l'élégance. »*
Gabrielle Chanel.

Mme Jacqueline Lantuas,
sa mère,

a la douleur
de faire part du décès de

Denis LANTUAS

à l'âge de 60 ans,
le 21 août 2024, des suites
d'une longue maladie.

Il sera inhumé
dans le caveau familial
au cimetière parisien
de Saint-Ouen,
dans la plus stricte intimité.

Sa famille

nous prie d'annoncer le décès,
à Nice, de

Mme Dominique PIETU

Les obsèques ont eu lieu
dans la plus stricte intimité.

Vincent, Germain, Benoît
Pouillard,
Élisabeth Séguy,
ses enfants,

Laetitia, Marion, Fanny,
Antoine, Benjamin Pouillard,
Mathilde et Armelle Séguy,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Jacqueline POUILLARD
née Bécard,

le 12 août 2024,
à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Charles-de-Monceau,
à Paris (17e),
le mardi 27 août, à 10 heures.

Les familles Massignon, Robin,
ses nièces et ses neveux,
ses petites-nièces
et petits-neveux

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Geneviève ROBIN
née Massignon,

survenu à Cannes,
le 10 août 2024,
dans sa 98e année.

La cérémonie sera célébrée
au crématorium de Cannes,
chemin de la Plaine-de-Laval,
le vendredi 23 août 2024,
à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Les Nabis,
3, rue Pierre-Bonnard,
06110 Le Cannet.

Mme Yves Soulié,
née Marie-Laure Cappiello,
son épouse,
Jean-Bernard et Elisabeth
Soulié,
Laurent et Pascale Soulié,
Arnaud et Carine Soulié,
Anne et Emmanuel Beignet,
ses enfants,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Yves SOULIÉ

survenu le 16 août 2024,
à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy, à Paris (16e),
le vendredi 23 août 2024,
à 10 h 30.

La famille tient à remercier
le personnel de la résidence
Trocadéro de Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Louise Suchet,
sa fille,
Gilberte Suchet,
sa sœur,
Cécile Harnois Suchet,
sa nièce,
Isabelle Suchet,
sa belle-sœur,
Camille et Émilie Suchet,
ses nièces,
sa famille et ses amis

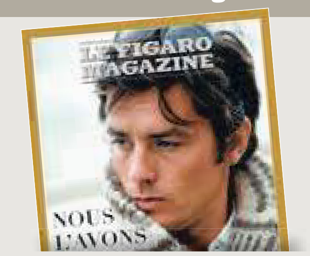
ont le chagrin
de vous annoncer le décès de

Bertrand SUCHET

survenu le 13 août 2024.

Cet avis tient lieu de faire-part.

En vente vendredi 23 et samedi 24 août avec votre Figaro



En couverture
Alain Delon : nous l'avons tant aimé

Reportage
Dans les entrailles du chantier fusion nucléaire Iter

Entretien
La Libération de Paris vue par l'historien Antony Beevor

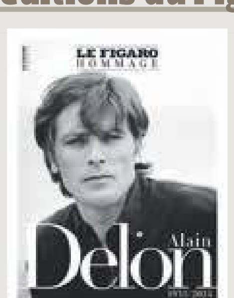


Spécial éclat
S'assumer et se libérer
Bien dans son âge

Cover story
Monica Bellucci
Une histoire d'amour

Rencontres
Kristin Scott Thomas, Jérôme Commandeur…

Les éditions du Figaro



Le Figaro Hommage : Alain Delon
En vente actuellement

En vente chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr



Le Sud, épicentre de cette « question raciale » qui n'en finit pas de diviser

Adrien Jaulmes
Envoyé spécial à Memphis (Tennessee)

De Martin Luther King Jr à Barack Obama, de la lutte pour les droits civiques au wokisme qui déconstruit l'histoire américaine, l'enjeu racial reste au cœur des débats identitaires.

La chambre 306 du Lorraine Motel à Memphis a été conservée dans l'état où elle était le 4 avril 1968. L'un des lits jumeaux est ouvert, un journal posé dessus. Des tasses traînent sur un meuble. La baie vitrée donne sur le balcon où se tenait Martin Luther King ce jour-là, lorsqu'il a été tué par un coup de feu tiré depuis une fenêtre de l'autre côté de la rue Mulberry. Une couronne funéraire est accrochée à la rambarde et deux voitures des années 1960 sont garées sur le parking. La façade du motel demeure inchangée, ainsi que l'enseigne, où a été ajoutée l'une des citations les plus célèbres de King : *« Je fais un rêve »*.

Depuis sa mort, Martin Luther King a rejoint le panthéon des plus grandes personnalités historiques américaines. Le 20 janvier, jour de son anniversaire, est devenu une fête nationale, « MLK Day ». Ses citations sont des lieux communs dans les discours politiques, où elles reviennent presque aussi souvent que celles d'Abraham Lincoln.

Le Lorraine Motel a été transformé en un Musée national des droits civiques. Les galeries retracent la longue lutte pour l'émancipation des Noirs américains depuis l'esclavage jusqu'à l'élection de Barack Obama en 2008, présentée comme l'aboutissement de cette libération.

Quatorze ans plus tard, ces images ont beaucoup vieilli. Obama demeure l'un des piliers du Parti démocrate, mais l'ancien président n'apparaît que rarement en public et préfère exercer son influence en coulisse. Et surtout, l'optimisme et l'espoir qu'il avait incarnés, reprenant l'esprit de Martin Luther King, semblent appartenir à une autre époque. Le rêve d'une Amérique post-raciale a été remplacé par les préoccupations identitaires. Celles d'une gauche ayant abandonné le progressisme social pour réintroduire la race comme le facteur central de son projet, et par une droite ayant renoué avec le nativisme. Comme si le Sud et sa malédiction avaient fini par contaminer le reste du pays, la question raciale a fait un étrange retour dans la politique américaine.

Pour les démocrates, la question de la race a viré à l'obsession. Joe Biden explique régulièrement être sorti de sa retraite politique pour s'opposer *« au poison de la suprématie blanche »* après les manifestations de Charlottesville en 2017, qui avaient opposé extrémistes de droite et néonazis à des manifestants de gauche autour d'une statue confédérée. Trump l'avait commentée en disant qu'il y avait *« des gens très bien des deux côtés »*.

> **« Vous êtes entrés à l'université au moment où George Floyd a été assassiné et où l'on a commencé à parler de race… Il est naturel de se demander si la démocratie dont on entend parler fonctionne réellement pour vous »**
> **Joe Biden** Aux étudiants de Morehouse College

Depuis son élection, Biden continue de se présenter comme le continuateur de la lutte pour les droits civiques. Il se targue d'avoir nommé des femmes noires à la vice-présidence et à la Cour suprême, et a posé le buste de Martin Luther King dans le Bureau ovale. Mais son discours n'a rien d'optimiste. En mai dernier, devant les étudiants de Morehouse College, à Atlanta, où King avait fait ses études, Biden avait évoqué en termes sombres l'état de la société américaine. *« Vous êtes entrés à l'université au moment où George Floyd a été assassiné et où l'on a commencé à parler de race… Il est naturel de se demander si la démocratie dont on entend parler fonctionne réellement pour vous,* a lancé Biden aux étudiants. *Qu'est-ce que la démocratie si des hommes noirs sont tués dans la rue ? Qu'est-ce que la démocratie si les promesses non tenues continuent de laisser pour compte les communautés noires ? Qu'est-ce que la démocratie s'il faut aux Noirs être dix fois meilleurs que les autres pour avoir une chance ? »*

En 2013, dans la même université, Obama avait tenu un discours à la tonalité différente, mettant en garde les étudiants noirs contre la tentation de blâmer la société pour leurs mauvais choix personnels. *« En grandissant, j'en ai fait moi-même quelques-uns,* avait dit Obama, *et parfois, je considérais mes propres échecs comme un exemple de plus de l'univers qui s'efforçait de maintenir un homme noir à terre. »* Obama avait expliqué que si le racisme et la discrimination existent toujours aux États-Unis, ils ne devaient pas être utilisés comme une excuse. *« Vous devez vous rappeler que les épreuves que vous avez pu traverser ne sont rien en comparaison de celles que les générations précédentes ont endurées, et qu'elles ont surmontées. Et si elles les ont surmontées, vous pouvez les surmonter. »*

Entre les deux discours, le paysage politique américain a été bouleversé. L'élection de Trump a accompagné – tout en l'accélérant – la polarisation extrême du discours politique. Face à la démagogie de Trump et à ses discours pleins de sous-entendus, le Parti démocrate s'est lancé dans une surenchère woke, faisant de la race et de la couleur de peau les principaux marqueurs politiques. Cette révolution intellectuelle et essentialiste s'est accompagnée d'une chasse à la moindre trace de dissidence dans les médias et dans les universités, introduisant dans le lexique politique les minutieuses idiosyncrasies de la sociologie d'extrême gauche, et prophétisant la domination électorale du Parti démocrate en se réjouissant de la fin de la majorité blanche aux États-Unis.

TENNESSEE
Memphis

Pendant que le *New York Times* débattait gravement sur sa décision de mettre une majuscule au mot « Noir » et une minuscule au mot « blanc », ce discours racialiste démocrate a laissé assez logiquement le champ libre aux républicains. Ceux-ci ont pu récupérer l'historiographie américaine classique, qui présente les États-Unis comme un modèle en constante évolution où les injustices du passé peuvent être corrigées, et la société progresser. Tim Scott, sénateur noir républicain de Caroline du Sud, avait attaqué cette nouvelle orientation dans sa réponse au premier discours de Biden sur l'état de l'Union en avril 2021.

« L'Amérique n'est pas un pays raciste ! », avait lancé Scott. *« Combattre la discrimination par une autre discrimination est un retour en arrière… Des universités aux entreprises en passant par notre culture, des gens gagnent de l'argent et du pouvoir en prétendant que nous n'avons pas progressé, et en accroissant les fractures contre lesquelles nous avons travaillé si dur afin de les guérir. »*

« J'ai souffert de la discrimination », a expliqué le sénateur, né en 1965 dans une Caroline du Sud où la ségrégation avait établi un régime de quasi-apartheid. *« Je sais ce que l'on ressent lorsqu'on se fait arrêter sans raison, ou d'être suivi dans un magasin pendant que l'on fait ses courses. »* Mais *« j'ai également fait l'expérience d'un autre type d'intolérance en me faisant traiter d'"Oncle Tom" et de "Nègre" par des progressistes*, a-t-il lancé. *« Il y a cent ans, on apprenait aux enfants dans les salles de classe que la couleur de leur peau était leur caractéristique la plus importante, et que, s'ils avaient une certaine apparence, ils étaient inférieurs. Aujourd'hui, on enseigne à nouveau aux enfants que la couleur de leur peau les définit et que s'ils ont une certaine apparence, ils sont des oppresseurs. »*

L'un des lieux emblématiques de la lutte pour les droits civiques se trouve à Selma, dans l'Alabama. Le pont Edmund-Pettus, au-dessus de la rivière Alabama, est resté le symbole de la victoire de la lutte non violente prônée par le pasteur. Le 7 mars 1965, la marche collective de Selma vers Montgomery, la capitale de l'État, pour demander le respect des droits civiques, avait été brutalement réprimée à la sortie du pont. Mais l'émotion nationale l'avait transformée en victoire pour les manifestants. C'est de cette période que date le grand retournement politique du Sud. En signant les lois sur les droits civiques, le président démocrate et texan Lyndon Johnson avait annoncé : *« Nous venons de donner le Sud aux républicains pour une génération. »* Sa prophétie s'est réalisée. De bastion démocrate, le Sud est devenu un fief républicain. *« Dans le Sud, l'affiliation politique demeure largement fonction de la race »*, dit Michael Burgess, professeur et historien, ancien responsable du Parti républicain dans le comté de Lexington, en Caroline du Sud. *« C'est une observation qui est ancienne mais qui demeure très vraie. Il existe des démocrates blancs et des républicains noirs. Mais représentent-ils une fraction significative de l'un ou l'autre parti ? Non. »*

Le pont Edmund-Pettus, où a été durement réprimée, le 7 mars 1965, la première des marches de Selma à Montgomery (Alabama), est resté un symbole de la victoire de la lutte non violente prônée par Martin Luther King. ALAMY VIA REUTERS CONNECT

Si Obama avait pu s'inspirer de Martin Luther King, son successeur et rival Donald Trump a trouvé dans le Sud un autre modèle. *« Même s'il bénéficie d'un soutien national, ses partisans passionnés et les plus véhéments sont dans le Sud*, dit Michael Burgess, *notamment parce que son message y sonne de façon très familière : ses discours ressemblent étrangement à ceux de George Wallace, le gouverneur de l'Alabama dans les années 1960. »*

> **« Aujourd'hui, on enseigne à nouveau aux enfants que la couleur de leur peau les définit et que s'ils ont une certaine apparence, ils sont des oppresseurs »**
> **Tim Scott** Sénateur noir républicain de Caroline du Sud

Wallace, élu gouverneur en défendant la ségrégation, avait changé son discours lorsqu'il s'était présenté à l'élection présidentielle en 1968 comme candidat indépendant, ne faisant plus référence à la question raciale que de façon oblique et allusive. *« Wallace avait remporté plusieurs États du Sud grâce au soutien des ouvriers et d'un électorat masculin et populaire qui ressemble étonnamment à celui de Trump. Mis à part son accent et le fait qu'il vienne de New York, son message emprunte beaucoup à celui de Wallace : la colère contre Washington, contre les petits malins progressistes qui pensent qu'ils sont meilleurs que nous, comme le ton, les sous-entendus sur le fait de savoir si Barack Obama ou Kamala Harris sont vraiment américains : tout ceci sonne de façon très familière dans le Sud. »* ■

Retrouvez demain :
Le droit des États, enjeu d'une bataille sans fin contre Washington

«C'est l'amour de la beauté qui nous conduit aux plus grands accomplissements»

L'ÉTÉ DU FIGARO
La vie sans écrans **4/6**

BENJAMIN OLIVENNES

Comment échapper à l'appel des smartphones? Qu'il s'agisse de tenter une déconnexion estivale, de repenser notre rapport aux écrans ou de fuir le tumulte du monde, plusieurs personnalités nous invitent cette semaine à renouer avec les joies que procurent le silence, la nature, la philosophie, la littérature, l'art et la conversation. Auteur de *L'Autre Art contemporain*, Benjamin Olivennes* nous encourage à profiter des vacances pour pousser la porte des musées et découvrir les trésors qui s'y cachent.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devecchio

LE FIGARO. – Le monde contemporain est un monde d'écrans et de compulsion où l'on ne peut que difficilement échapper à l'emprise de nos téléphones portables et de nos tablettes sur nos vies. L'art et la beauté sont-ils les grands perdants de cette évolution?
BENJAMIN OLIVENNES. – Le grand perdant de cette révolution est moins l'art ou la beauté à proprement parler qu'un rapport plus immédiat au monde qui nous entoure. Le monde «réel» est chaque jour un peu plus mis à distance par sa représentation virtuelle. Cela dit, j'aimerais faire remarquer que les réseaux sociaux sollicitent chez leurs utilisateurs, sous une forme certes dégradée, la pulsion artistique : le goût des aphorismes sur Twitter, l'art de l'image sur Instagram, de la vidéo sur TikTok, etc.

L'homme connecté peut-il encore s'abandonner à la contemplation?
Il le peut à condition d'être volontariste… ou d'être par chance en vacances dans un endroit sans réseau.

Vous-même, parvenez-vous à vous déconnecter? Quels conseils donneriez-vous à ceux qui veulent, en cette fin d'été, profiter de la beauté du monde?
Non, hélas, je suis le patient témoin du pavillon d'addictologie numérique de l'hôpital Sainte-Anne. Mon conseil est le suivant, notamment pour ceux qui passent leurs vacances en France. Il y a, autour de vous et par la force des choses, tant notre pays est riche, des dizaines de lieux remarquables : des ruines gallo-romaines, une vieille ville, un musée des beaux-arts, une église romane, un château du XVII[e] siècle, un parc, des gorges sauvages. Forcez-vous à aller les visiter. J'ajoute qu'il y a dans les bibliothèques et les librairies des dizaines de chefs-d'œuvre de la littérature, et autant du cinéma sur les plateformes de streaming. Certains peuvent même avoir un lien avec l'endroit où l'on passe ses vacances. On peut lire *Le Lys dans la vallée* en Touraine ou regarder *Milou en mai* dans le Gers.


FRANCK FERVILLE/LE FIGARO MAGAZINE

Certains profitent des vacances d'été pour aller au musée. Est-ce la bonne période? En ce moment, certains musées ne ressemblent-ils pas à des parcs de loisirs pour touristes?
Si on est en Italie, ce n'est peut-être pas la bonne période pour aller aux Offices (mais est-ce que ça l'est jamais?). Ce cas mis à part, il faut rappeler que les musées des beaux-arts, en France, sont moins fréquentés que les centres d'art contemporain, et les collections permanentes, moins que les expositions temporaires! Que la plupart des villes de province françaises ont des musées des beaux-arts de grande qualité. Citons le Musée Fabre à Montpellier, les tableaux de Velazquez visibles à Rouen et à Orléans, ou, plus étonnant, le Musée de l'Annonciade à Saint-Tropez. Et, enfin, qu'il y a des trésors cachés dans de petits musées ou de petites églises perdues – un Rembrandt au Mas-d'Agenais, la *Pietà* de Fouquet à Nouans-les-Fontaines, Enguerrand Quarton à Villeneuve-lès-Avignon, un chef-d'œuvre de Goya à Castres.

Au-delà de la période d'affluence des vacances, les musées et les œuvres semblent parfois servir de prétextes à nourrir les comptes Instagram. Faut-il couper son portable pour réellement profiter des œuvres ou est-ce que les nouvelles technologies permettent aussi le partage?
J'utilise moi-même mon téléphone pour me renseigner sur l'endroit que je visite, voir sa notice Wikipédia, voir si cette église ou cette ville a été représentée dans l'histoire de la peinture, et prendre des photos. Mais, bien sûr, il vient un moment où il faut regarder ce que l'on voit pour lui-même. Je prends des photos des tableaux que j'aime, de détails, mais j'essaie tout de même de le regarder sans téléphone.

Quels sont les musées que vous préférez? Quand les fréquentez-vous?
J'ai déjà indiqué quelques pistes plus haut. Le musée offre un paradoxe à l'amateur d'art, qui a été bien noté par Paul Valéry : c'est l'endroit où il peut satisfaire son besoin de voir et de connaître, et, en même temps, c'est un cimetière. Des œuvres qui étaient faites pour décorer une église ou un salon sont décrochées et mises à côté d'autres, sans contexte, sans raison. Les plus beaux musées sont ceux qui parviennent à surmonter ce paradoxe, en étant des musées-maisons (je pense à la Frick Collection à New York, au château de Chantilly). L'expérience artistique la plus «pure» est celle où l'œuvre est encore dans l'endroit pour lequel elle a été conçue. Les exemples canoniques en sont les fresques de Piero della Francesca à Arezzo, la chapelle Brancacci à Florence, San Giorgio degli Schiavoni à Venise… Cela existe moins en France, à cause des saisies révolutionnaires.

Est-ce que l'art et la beauté nécessitent une certaine éducation ou doivent-ils nous toucher spontanément, faire appel à nos émotions?
Ma réponse sera une réponse de Normand, ou un «en même temps». Je crois que le savoir est indispensable pour enrichir ce que l'on voit, pour nous apprendre même à le voir ou le regarder. Mais pourtant, à la fin des fins, il s'agit bel et bien d'une rencontre physique, visuelle, avec un objet, ou un bâtiment, ou un lieu. Si vous me permettez une comparaison avec un plaisir plus vulgaire, le savoir permet de connaître les bons coins à champignons, mais cela signifie bien qu'il est relié au plaisir de la dégustation. La chance que nous avons, c'est que ledit savoir n'a jamais été autant disponible qu'aujourd'hui, si on prend la peine de le chercher! Quelqu'un qui passerait ses vacances en Bretagne pourrait tout savoir sur l'école de Pont-Aven en deux ou trois clics, même s'il n'en avait jamais entendu parler dix minutes auparavant.

Dans votre premier livre, vous vous montriez assez sévère avec l'art contemporain. Celui-ci a-t-il conduit une partie du grand public à se détourner de l'art?
L'art, le grand art, a par définition quelque chose d'élitiste, dans le sens où il réclame du loisir et une éducation. Et en même temps, il avait, jadis, quelque chose de très «enraciné», ce qui faisait qu'il y avait une sorte de continuum allant du grand public au grand art. On peut penser à la façon dont la ville de Montauban célèbre Ingres, ou Les Andelys, Poussin, ou Honfleur, Boudin ou Satie. Ce continuum venait de ce qu'il n'y avait pas de rupture fondamentale entre le goût du peuple, ou celui des enfants, pour le dessin, la rime, la mélodie… et le grand art qui portait ces dispositions à leur plus haute expression. De sorte qu'un enfant pouvait aimer Michel-Ange ou Mozart ou La Fontaine autant que le critique d'art le plus savant. Les avant-gardes artistiques du XX[e] siècle ont peu à peu mis fin à cette continuité «naturelle». Si bien qu'au terme de ce siècle, on se retrouve aujourd'hui avec une situation où l'art officiel promu par les institutions et les élites est, très visiblement, du non-art, un simple signe de distinction sociale et d'appartenance à la société de l'ouverture. L'ancien lien des arts populaires avec l'art élitiste a été détruit, alors qu'il avait le double avantage d'ancrer les beaux-arts dans le «goût naturel» et de tirer les arts populaires vers le haut. Songeons par exemple à la claire conscience qu'avait un Georges Brassens de l'existence, au-dessus de lui, de la poésie.

Cependant, votre livre se voulait aussi un hommage aux vrais créateurs. Qui sont les grands artistes d'aujourd'hui?
Votre question m'invite à une réponse très large et à tiroirs. Il y a d'abord des artistes qui sont encore parmi nous, même si leurs plus grandes créations ont maintenant un demi-siècle. Je pense à des noms aussi divers que Patrick Modiano, Paul McCartney, Bob Dylan, Woody Allen, Martin Scorsese, Philip Glass, Steve Reich, Arvo Pärt, David Hockney, Frank Auerbach, Jacques Tardi… Il y a aussi ceux qui continuent de produire aujourd'hui : Michel Houellebecq, Emmanuel Carrère, Annie Ernaux, Renaud Camus (s'il est permis de le citer), Elena Ferrante, Sally Rooney, Terrence Malick, Wes Anderson, Abdellatif Kechiche, John Adams, Riad Sattouf… J'en oublie beaucoup, mais tous ceux-là sont des maîtres de leur art, et à ce titre seront étudiés avec admiration par toute jeune personne voulant suivre leurs pas dans deux cents ans. Mais puisque votre question, j'imagine, concerne avant tout les arts plastiques, je voudrais indiquer que nous sommes, à mon sens, les contemporains d'un très, très grand peintre français. Jean-Baptiste Sécheret travaille loin du star-system, mais il fera, j'en fiche mon billet, la gloire de la France pour les siècles à venir. Un autre nom qui me vient à l'esprit est celui de Ricardo Cavallo, un peintre argentin qui vit désormais dans un petit village au bout de la Bretagne, où il a créé une sorte d'université populaire de la peinture, et à qui Barbet Schroeder vient de consacrer un documentaire. J'aimerais enfin dire que les grands artistes du passé s'offrent toujours à notre redécouverte et à un nouvel examen. Je pense ici à Albert Marquet dont, plus le temps passe, plus je pense que c'est un peintre clé du XX[e] siècle français.

«L'ancien lien des arts populaires avec l'art élitiste a été détruit, alors qu'il avait le d ouble a vantage d'ancrer les beaux-arts dans le "goût naturel" et de tirer les arts populaires vers le h aut»

«*La beauté sauvera le monde*» : la célèbre formule de Dostoïevski est devenue une sorte de mantra. Est-elle juste? Que signifie-t-elle pour vous?
Il faut rappeler que dans cette formule, tirée de *L'Idiot*, Dostoïevski entend par beauté la beauté du Christ, la beauté d'un homme qui ne serait qu'amour du prochain, qui ne serait pas gâté par l'amour-propre. Pour Dostoïevski, c'est l'apparition d'un être beau, d'un être d'amour, qui sauvera le monde. Autrement dit, l'idée qu'il se fait de la beauté est autant esthétique que morale – et spirituelle. Dès son roman suivant, *Les Possédés*, il avertit contre les dangers d'un culte de la beauté déconnecté de toute préoccupation morale ou intellectuelle, d'un esthétisme qui culminera dans les mises en scène d'Albert Speer et de Leni Riefenstahl.
Je dirais, de manière plus «grecque» que dostoïevskienne, que c'est le désir de beauté, beauté physique, mais aussi, indissociablement, beauté intellectuelle et morale, ou, pour le dire autrement, l'ambition, qui sauvera le monde. L'ambition, c'est la volonté de laisser une trace, un monument que les générations suivantes admireront. Ladite trace peut être un grand fait d'armes comme celui de Jean Moulin, un bon régime comme celui du général de Gaulle, de beaux monuments comme ceux laissés par les artistes et les architectes, et enfin de beaux et grands livres. C'est là la «grandeur» dont le général de Gaulle disait que la France ne pouvait être la France sans elle, «*et honnête désir de l'immortalité*» dont parlait Du Bellay; «*le meilleur témoignage que nous puissions donner de notre dignité*», écrit quant à lui Baudelaire. Rappelons en quels termes Thucydide faisait dire à Périclès ce qu'avait de singulier le régime athénien : «*Nous aimons la beauté sans extravagance et nous aimons la sagesse* (littéralement : nous philosophons) *sans que cela nous amollisse.*» C'est cet amour de la beauté et de la sagesse qui fit d'Athènes «l'école de la Grèce», et du reste du monde. C'est l'amour de la beauté qui rend les hommes ambitieux, leur fait vouloir laisser une trace éternelle, et en fin de compte les amène à justifier leur existence sur terre par de grands accomplissements. C'est en ce sens, selon moi, que la beauté sauvera le monde. ■

**Ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de philosophie, Benjamin Olivennes a enseigné à l'université Columbia, à New York. Il a publié «L'Autre Art contemporain»(Grasset, 2021).*

«La chance que nous avons, c'est que ledit savoir n'a jamais été autant disponible qu'aujourd'hui, si on prend la peine de le chercher»



LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
LE TRI + FACILE
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier 22 pages **Cahier 2 Économie** 6 pages

Les «Potterheads», ces fans qui ne comprennent plus J. K. Rowling

Madeleine Meteyer et **Alice Develey**

L'œuvre de J.K. Rowling a agrégé une communauté de passionnés inventifs. Mais au fur et à mesure des années, le lien avec l'auteur s'est distendu.



ILLUSTRATION : CHARLOTTE PAROIELLE

Au mariage d'Aurore et Quentin Cezard, le 1er juin, à Crisnoy (Seine-et-Marne), la mariée était en blanc. Le marié en bordeaux. Et l'officiant de la cérémonie était Severus Rogue, professeur de potions à Poudlard, l'école des sorciers. Les photos le montrent dans sa cape, *«le teint cireux»*, les cheveux aux épaules. On ne les qualifiera pas de *«gras»* comme dans le livre, car ce Severus-là s'appelle Aymeric, il est banquier. Il n'a pas le teint cireux, on retire nos propos, mais tout le reste est vrai.

Le 1er juin, les Cezard ont célébré leur union sur le thème Harry Potter et les invités sont venus déguisés. Un caprice de Monsieur auquel Madame, au fait de sa passion, a bien voulu céder. «Harry Potter *fait partie de Quentin, je l'ai su dès que je l'ai rencontré,* raconte la jeune femme dans leur maison de Cesson (Seine-et-Marne, toujours), où notre tasse est à l'effigie du sorcier à binocles. *J'ai juste demandé que, pendant la cérémonie il n'y ait pas l'attaque prévue des mangemorts* (les mages noirs, NDLR)». À 35 ans, Quentin Cezard, responsable d'une animalerie et père de deux enfants, dispose d'un balai Nimbus 2001, collectionne les autographes des acteurs, les figurines… Incollable sur *Harry Potter*, «Potterhead», il fait partie de la communauté dont l'écrivain J. K. Rowling a encouragé l'essor. Avant de s'en aliéner une partie.

Comme le rappellent Alix Houllier et Corentin Faniel dans leur *Harry Potter décrypté par ses fans* (De Boeck, 2022), le concept de «fandom» – communauté de fans – existait déjà au XIXe siècle. En 1893, quand Arthur Conan Doyle précipite son héros Sherlock Holmes dans les chutes du Reichenbach, ses lecteurs fidèles le digèrent très mal. La direction du *Strand Magazine*, où l'écrivain publie sous forme de feuilletons, reçoit des milliers de courriers furieux ; le bouchon de la rancœur est poussé assez loin puisque Doyle se fait agresser dans la rue. Outrepassant leur fonction passive, les lecteurs réclament une autre fin. Avec *Harry Potter*, le même phénomène d'appropriation s'est produit, mais avec une ampleur démultipliée par la force d'internet.

Quand paraît, le 26 juin 1997, *Harry Potter et la pierre philosophale* (*Harry Potter à l'école des sorciers*, en France), les ordinateurs individuels arrivent dans les foyers, le premier navigateur commercial, Netscape, va fêter ses trois ans. Par ses détails minutieux, ses croisements d'intrigues, l'aventure du sorcier est une œuvre monumentale qui se prête à la perfection aux interprétations, aux défrichements et théories. Aux méandres du web.

En 1999, Emerson Spartz, un écolier américain de 12 ans, fonde MuggleNet.com, un des premiers sites d'importance consacrés à l'univers de Rowling. Toujours actif, ce blog se distingue dès le début par *«un contenu très complet et une interface simple»* (*Harry Potter décrypté par ses fans*). Dans la rubrique *«les détails qui vous ont peut-être échappé»*, on trouve cette anecdote: *«Dans le cinquième tome, le numéro que compose M. Weasley pour joindre le ministère de la magie, 62442, correspond, sur un clavier de téléphone, aux touches qui forment le mot "magic"»*. Formidable anecdote.

En France, *La Gazette du sorcier*, très beau site toujours actif, fait paraître son premier numéro en 2000. *«Quelques fans ont eu l'idée d'écrire comme s'ils étaient eux-mêmes des sorciers,* explique Corentin Faniel, qui l'a rejointe en 2011 et en a été le rédacteur en chef. *Ils parlent donc des films – le premier est sorti en 2001 – comme si c'étaient des biopics de personnes réelles, il y a un lexique des mots magiques, un forum de discussion…»* Une rubrique *«artisanat des moldus»* (les non-sorciers) présente les objets qu'on peut trouver dans diverses boutiques, tel un sac à dos orné du visage d'*Harry Potter* – ces moldus ont de drôles d'idées.

« Les romans sont sortis avec des écarts de temps entre eux et les fanfictions ont servi de catalyseurs. Encore aujourd'hui, quinze ans après la fin de la saga, "Harry Potter" est le thème majoritaire des fanfictions en ligne »

Sébastien François Sociologue

La plupart des sites recensent aussi des fanfictions, des histoires alternatives écrites par les fans. Un format qui a joué un rôle central dans la montée de fièvre autour de la saga. *«Les romans sont sortis avec des écarts de temps entre eux et les fanfictions ont servi de catalyseurs,* a constaté le sociologue Sébastien François, auteur d'une thèse sur le sujet. *Encore aujourd'hui, quinze ans après la fin de la saga,* Harry Potter *est le thème majoritaire des fanfictions en ligne.» «Les fans ont été très créatifs,* se souvient Alix Houllier. *Certains ont raconté* Harry Potter et l'ordre du Phénix *du point de vue du ministère de la magie, d'autres se sont projetés à l'époque où le père d'Harry était à Poudlard.»* Corentin Faniel, l'ex-directeur de *La Gazette*, a écrit son propre tome VII car la version officielle lui paraissait *«décevante»*. À la révélation finale de Rowling expliquant pourquoi Harry a survécu bébé au mage noir, il préférait la théorie populaire du *«lien fraternel»*. *«Elle affirmait que Harry était le frère d'Hermione et qu'être son frère l'avait protégé. Sur internet, des centaines de pages accréditaient cette piste.»*

Les romances rencontrent aussi un vif succès. En particulier celles qui font fricoter des personnages qui, dans la vie, ne partageraient pas même une bièraubeurre. Anne, 32 ans, *«fan à vie de* Harry Potter*»* dont elle parle *«avec plus de sérieux que n'importe quoi d'autre»* se souvient avoir lu à 13 ans un récit *«pas fait pour quelqu'un de 13 ans»* mettant en scène le couple Hermione-Malefoy. Soit la meilleure amie d'Harry et celui qui espère le voir se faire tuer. La fandom a aussi une dimension concrète. Les fans s'écrivent, se rassemblent. En 2011, *La Gazette du sorcier* organise un voyage à Londres pour la sortie du dernier film. *«On a dormi sous la pluie à Trafalgar Square,* se souvient Corentin Faniel. *On n'était pas invités, hein, on était dans la foule, on a juste assisté au défilé des acteurs sur le tapis rouge, il mesurait 1 km. J. K. Rowling a fait un discours.»* Retransmis sur un écran géant pour les Potterheads, qui lui ont hurlé *«Merci, merci»* comme à une rock star.

Au départ, la relation de J. K. Rowling à ses fans est excellente. Alors que la Warner Bross, société de production des films, et Bloomsbury, l'éditeur britannique, menacent au début des années 2000 des adolescents de 16 ans de poursuites judiciaires parce qu'ils utilisent, sur le blog, le nom de leur firme aux œufs d'or, l'écrivain, au contraire, les soutient. *«Elle avait une position plutôt ouverte,* explique le sociologue Sébastien François. *Elle a donné des interviews aux fans afin de continuer à faire vivre son œuvre.»* En 2005, elle ouvre, pour un entretien exclusif, la porte de sa maison au jeune Emerson Spartz et à Melissa Anelli du site *The Leaky Cauldron* («Le chaudron baveur», un autre blog). Les questions de ces fins lecteurs sont précises. *«Pourquoi Voldemort propose-t-il à la mère d'Harry de la laisser en vie?»*; *«Sirius a-t-il vraiment ri en apprenant la mort de ses meilleurs amis ou ce détail est-il destiné à le faire passer pour un dément?»*.

À partir de 2004, le lien de l'auteur à ses fans passe aussi par son blog JK.Rowling.com. *«Il était interactif et grâce à des jeux, on pouvait déverrouiller des brouillons de ses livres,* sourit Corentin Faniel. *La proximité avec elle était incroyable.»* Une fois le dernier tome publié en 2007, la relation s'accentue. Via Twitter et son nouveau site, Pottermore. Incapable de laisser son «univers» lui échapper, Rowling y distille des révélations, publie l'arbre généalogique de la famille de Ron Weasley – le meilleur ami de Harry – apprend à sa communauté que le directeur de Poudlard, Dumbledore, est gay. La communauté est d'abord enchantée.

Le premier tournant désagréable entre l'écrivain et les Potterheads a eu lieu à l'orée des années 2010. Quand Rowling a commencé à être *«omniprésente»*, estime les animateurs de l'émission Le Poudcast dans leur numéro du 12 juin 2019. Grisée par le format court de Twitter, où elle s'inscrit en 2009, réseau social adapté à son humour mordant, la Britannique s'épanche, trop au goût de quelques-uns. *«Elle a tweeté qu'elle regrettait le couple Ron-Hermione,* continue-t-on de ne pas comprendre dans le Poudcast. *À dire qu'Hermione aurait dû aller avec Harry.»* Comme si elle pouvait réécrire son œuvre. Ça peut paraître idiot mais les fans considèrent les pas de côté comme leur privilège. L'auteur, elle, doit dissiper les incohérences, pas les multiplier.

Autre sujet qui agace à l'époque: Rowling chercherait à racheter son manque de progressisme. Pour rappel, les premiers Harry Potter ont été écrits dans les années 1990, à une époque où les questions de genre étaient moins populaires. Au début du XXIe siècle, les *Harry Potter*, qui présentent pourtant une variété de personnages, des filles indépendantes, intelligentes comme Hermione, sont plus durement jugés. Dès 2007, dans *Harry Potter, ange ou démon* (PUF, 2007), le psychanalyste Pierre Bruno sort les crocs, reproche à la saga son *«sexisme»*. Elle véhiculerait *«des représentations sexuées traditionnelles et hiérarchisées des "genres"»*; montrerait des hommes sauver des femmes *«de situations périlleuses auxquelles elles sont bien incapables de faire face»* etc.

« Je regrette qu'une auteur qui a compris tant de choses sur les traumas de l'adolescence, les dynamiques de groupe, se refuse à comprendre que des gens sont des femmes ou des hommes même s'ils n'en ont pas les organes, parce qu'il y a plein d'autres choses qui composent l'identité »

Chloé Fan de «Harry Potter»

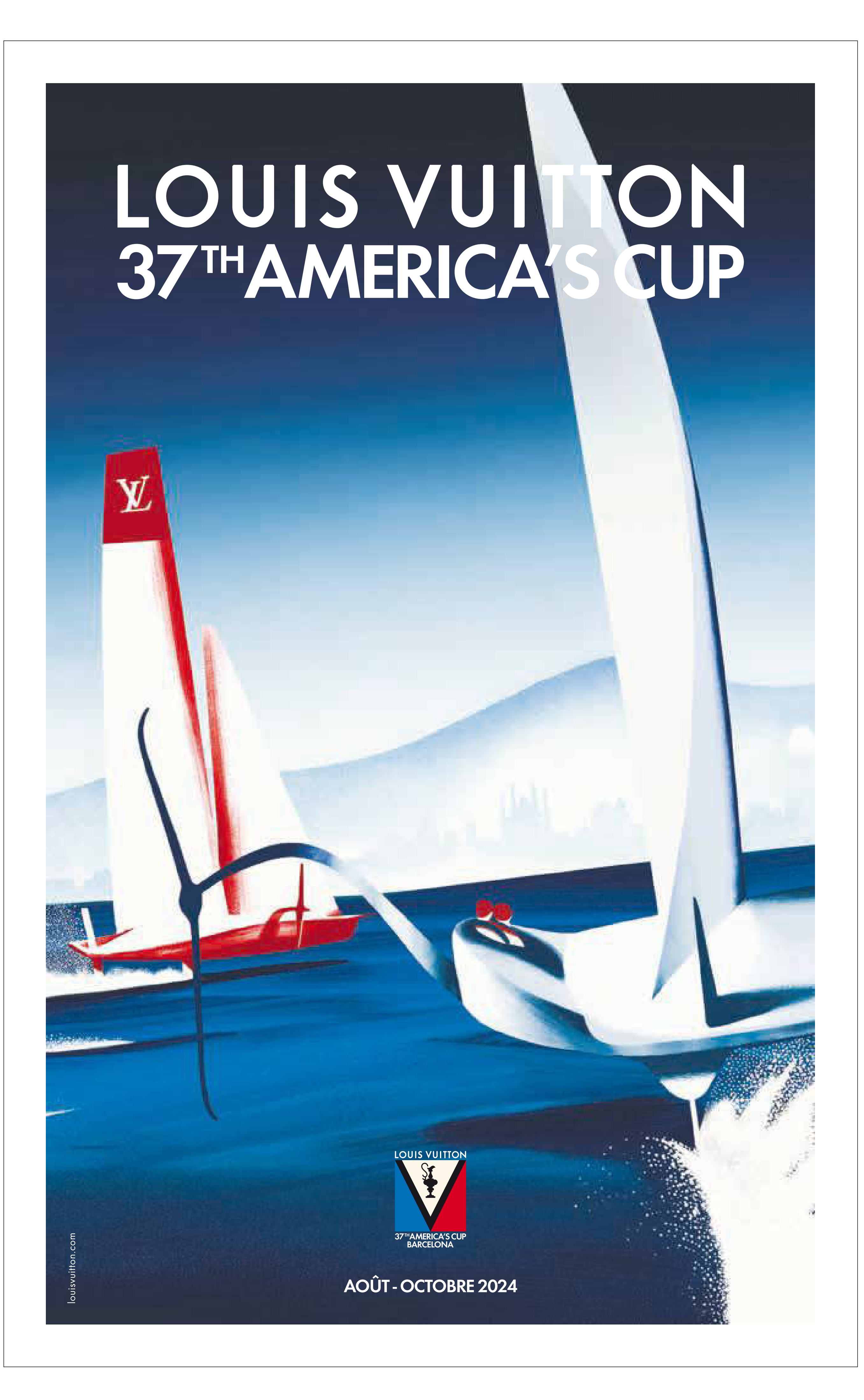
Or, au lieu d'accepter ce décalage naturel, voire de le défendre, nul n'est contraint de suivre les vents de son époque, la Britannique s'efforce de le combler. Quand la pièce *Harry Potter et l'enfant maudit* est montée, une actrice noire est choisie pour le rôle d'Hermione. Rowling soutient l'idée et tweete que *«rien dans les livres n'indique qu'Hermione a la peau blanche»*. Sauf une description dans le troisième tome, sauf les dessins qui ornent les couvertures des livres. *«Elle a eu envie de recycler sa saga pour la moderniser»*, estime un des animateurs du Poudcast. Quand, à partir de 2019, l'écrivain entame son combat contre le «transactivisme», la rupture est actée. En 2020, le *New York Times* – 10 millions d'abonnés – publie un article: «Les fans de *Harry Potter* réimaginent leur monde sans sa créatrice». *«Leur monde»*, plus le sien.

Pour une grande partie des Potterheads, Rowling avait, avec cette saga, offert une «safe place». Un espace d'inclusion, d'amitié, de tolérance. Nombreux sont ceux ayant affirmé que «les valeurs portées par *Harry Potter*» les avaient aidés à revendiquer leur personnalité, leur sexualité. La communauté LGBTQI+ a épinglé les petits détails qui prouveraient que J.K. a soutenu, un temps du moins, «toutes» les différences: dès la première scène, l'orphelin sort d'un placard, n'est-ce pas un clin d'œil? Tonks, un des personnages femmes, a un look ouvertement non binaire, peut-on lire dans *Têtu* en 2022.

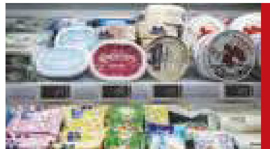
Aujourd'hui, une partie des fans sont déçus. Chloé, une couturière de 30 ans qui connaît l'œuvre *«par cœur»* regrette qu'une auteur *«qui a compris tant de choses sur les traumas de l'adolescence, les dynamiques de groupe, se refuse à comprendre que des gens sont des femmes ou des hommes même s'ils n'en ont pas les organes, parce qu'il y a plein d'autres choses qui composent l'identité»*. Quentin Cezard, le mari d'Aurore, soupire: *«C'est un bel univers, qui accueille tout le monde. J.K. Rowling s'en éloigne.»*

Sur Twitter, où l'écrivain passe une part non négligeable de son temps, les admirateurs d'hier la menacent de déchirer ses livres, ou, pour lui expliquer qu'elle trahit son univers, la confrontent à la citation d'un de ses personnages, Dumbledore: *«Ce qui compte, ce n'est pas la naissance, mais ce que l'on devient»*. Réponse de l'intéressée: *«Vous allez vraiment m'expliquer ce que j'ai voulu dire dans mes livres?» «On se demande comment elle en est venue là»*, soupire Alix Houllier. Pour le comprendre, une auscultation du féminisme de l'écrivain s'impose. ■

Retrouvez demain: Le féminisme de J. K. Rowling inspiré par Colette et Simone de Beauvoir

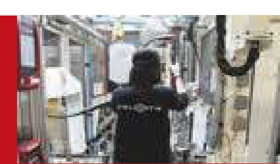

LOUIS VUITTON
37TH AMERICA'S CUP
LOUIS VUITTON
37TH AMERICA'S CUP
BARCELONA
AOÛT - OCTOBRE 2024
louisvuitton.com

LE FIGARO
économie



COMMERCE
LA CHINE MENACE L'EUROPE DE SURTAXER SES PRODUITS LAITIERS PAGE 25

AUTOMOBILE
LES ÉQUIPEMENTIERS PLUS QUE JAMAIS SOUS PRESSION DANS UN MARCHÉ DIFFICILE PAGE 26





F. LO / REUTERS ; E. PIERMONT / AFP ; F. LECOCQ / PHOTOPQR/LE REPUBLICAIN LORRAIN/ ; VERONICKA - STOCK.ADOBE.COM

Moissons, vendanges... Une saison difficile pour l'agriculture

La production de raisin s'annonce décevante et la récolte de blé est la plus mauvaise en quarante ans. L'excès de pluie a pénalisé certaines cultures. PAGES 24 ET 25

La Jordanie choisit Meridiam pour l'approvisionner en eau

Meridiam, le fonds français spécialisé dans le développement, le financement et la gestion à long terme d'infrastructures publiques, vient de remporter un contrat géant de dessalement d'eau de mer et d'adduction d'eau auprès du gouvernement jordanien.

Meridiam, Vinci Construction, Suez et Orascom Construction vont bâtir 450 kilomètres de canalisation entre la mer Rouge et les villes d'Aqaba et d'Amman (la capitale) et construire l'une des plus grandes usines de dessalement d'eau de mer au monde.

L'objectif de ce projet est de fournir plus de 300 millions de mètres cubes d'eau potable par an aux populations d'Amman et d'Aqaba. Il doit augmenter de près de 60 % l'approvisionnement annuel total en eau domestique et répondre aux besoins quotidiens en eau potable de plus de 3 millions de personnes par an. La Jordanie est un des pays les plus pauvres en eau au monde.

Après le closing de l'opération prévu dans quelques mois, le chantier de construction devrait être lancé. Il doit durer quatre ans. Le contrat de plusieurs milliards d'euros signé avec le gouvernement jordanien comprend une concession de 30 ans pour l'exploitation de l'usine.

Meridiam était déjà présent en Jordanie. La société était aux côtés d'ADP en avril 2018 pour prendre la majorité du capital d'AIG, le concessionnaire de l'aéroport d'Amman. VALÉRIE COLLET

> FOCUS

LE LENT RECUL DES EMPLOIS VACANTS

Lentement mais sûrement, le problème se résorbe. Le nombre d'emplois vacants a continué de diminuer au deuxième trimestre 2024. Il s'agit de postes libres, inoccupés ou sur le point de l'être et pour lesquels l'entreprise a déjà lancé des démarches afin de trouver un nouveau candidat. Selon les premières données provisoires publiées ce mercredi par la Dares (ministère du Travail), la France en compterait environ 539 000 fin juin dans les entreprises de plus de neuf salariés du secteur privé, contre 547 000 trois mois plus tôt.

Derrière cette baisse mesurée, l'organisme de statistiques pointe des divergences sectorielles notables. Ainsi, l'amélioration observée est exclusivement portée par l'industrie et le tertiaire non marchand. La construction et le tertiaire marchand (dont font partie la restauration et l'hôtellerie, très touchées par les emplois vacants), à l'inverse, font du surplace.

Derrière cette orientation à la baisse, pour le deuxième trimestre consécutif, le nombre de postes vacants reste, un sujet d'inquiétude majeur pour les chefs d'entreprise. Il représente actuellement 2,7% de l'emploi total, un chiffre bien supérieur à la moyenne de long terme, davantage située sous la barre des 2%. En cause, la période de confinement, puis le redémarrage puissant qui l'avait suivie. Les plans de recrutements s'étaient alors multipliés sans que le nombre de candidats suive la même trajectoire, provoquant pénuries et vacances. Tout cela est aujourd'hui terminé. Progressivement, les embauches reviennent à des niveaux plus habituels, ce qui par ricochet se fait lentement ressentir sur le nombre d'emplois vacants.

THOMAS ENGRAND

L'ÉTÉ DU FIGARO

LES FOLLES CROYANCES DE LA SILICON VALLEY 4/6 PAGE 28

LA SÉANCE

DU MERCREDI 21 AOÛT 2024



CAC 40
7524,72 +0,52%



DOW JONES
40789,31 -0,11%



ONCE D'OR
2320,00 (2424,00)



PÉTROLE (Brent)
77,330 (77,210)

EUROSTOXX 50
4885,99 +0,58%



FOOTSIE
8283,43 +0,12%



NASDAQ
19736,76 +0,09%



NIKKEI
37951,80 -0,29%

L'HISTOIRE

L'Australie se targue de bâtir le plus grand parc solaire au monde

« *Il s'agira de la plus grande zone solaire du monde, ce qui fera de l'Australie le leader mondial de l'énergie verte.* » Le gouvernement australien a fait cette annonce en grande pompe, ce mercredi, après l'approbation des plans. Ce mégaprojet de 12 000 hectares dans le nord du pays, connu sous le nom de Sun Cable, doit commencer à produire de l'énergie en 2030 pour une capacité de 6 gigawatts (GW). De quoi alimenter 3 millions de foyers, selon la ministre australienne de l'Environnement, Tanya Plibersek. Quatre gigawatts seront destinés à l'Australie, et 2 GW devraient alimenter Singapour via un câble. Ce projet à 21 milliards d'euros est crucial pour faire de l'Australie une « *puissance énergétique propre* », souligne Amanda McKenzie, directrice générale de l'ONG Climate Council. Et pour cause, malgré les promesses du gouvernement travailliste de faire de la lutte contre le changement climatique une priorité, Canberra est loin de ses objectifs de neutralité carbone. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les énergies fossiles représentent encore 69 % de sa production d'électricité. Ce même gouvernement a d'ailleurs sanctuarisé l'usage du gaz naturel au-delà de 2050. L'Australie a « *investi massivement dans l'énergie solaire et éolienne au cours des cinq dernières années, mais elle doit doubler et tripler cet investissement* », affirme Ken Baldwin, directeur d'un centre de recherche à Canberra. Le pays est largement dépassé par l'Inde, les États-Unis ou la Chine, et même le Japon. ■



MAXENCE FONTAINE

En juillet, les Français ont continué de garnir leur livret A

Malgré les vacances d'été et les dépenses qui les accompagnent, les Français ont conservé leur comportement de fourmi. L'argent placé sur le livret A et sur son petit frère, le livret de développement durable (LDDS), a atteint de nouveau des sommets en juillet : 2,3 milliards d'euros. Une moisson bien plus élevée qu'à l'accoutumée (1,3 milliard d'euros en moyenne en juillet sur les 10 dernières années).

Sur les sept premiers mois de l'année, les ménages ont placé près de 11,7 milliards d'euros sur le seul livret A, contre 28,6 milliards d'euros en 2023, une année exceptionnelle. « *La propension des Français à épargner est devenue quasiment structurelle* », analyse Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne. L'en-cours de ces deux produits d'épargne atteint près de 582 milliards d'euros, un nouveau record.

La crise du Covid puis l'envolée de l'inflation ont poussé les Français à mettre de côté en cas de coup dur. La dissolution et la crise politique qui s'est ensuivie ont aussi pu inciter certains ménages à la prudence. Mais surtout, l'augmentation de la rémunération de ces livrets - fixée à 3 % nets de frais et d'impôt au moins jusqu'en février 2025 - crée par ailleurs une sorte d'effet d'aubaine. Peu de placements garantis font mieux, d'autant que l'inflation ralentit désormais. « *Le rendement net du livret A* (une fois l'inflation déduite, NDLR) *est aujourd'hui positif* », rappelle l'économiste. Ces placements ne sont pas les seuls à profiter du regain d'appétit des Français pour l'épargne. Le livret d'épargne populaire (LEP), accessible sous conditions de ressources, enregistre lui aussi une collecte positive (460 millions d'euros). « *La baisse du taux de rendement du LEP, de 5 % à 4 %, annoncée en juillet et effective depuis le 1er août, n'a pas eu d'effet notable sur la collecte* », rappelle Philippe Crevel. JORGE CARASSO



Mauvaise année pour l'agriculture française

Marie Bartnik

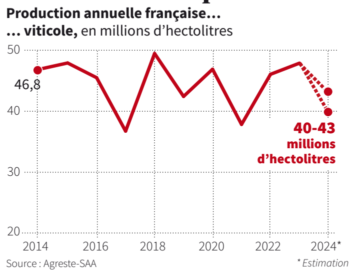
Les récoltes de blé sont au plus bas depuis quarante ans, tandis que les vendanges s'annoncent inférieures à l'année dernière. Les autres cultures s'en sortent mieux.

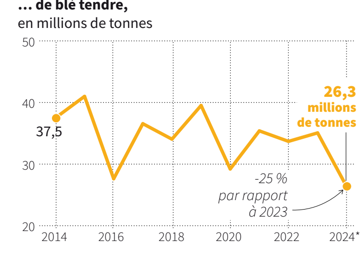
ALEXANDRA BREZNAY/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT ; MATHIEU THOMASSET/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

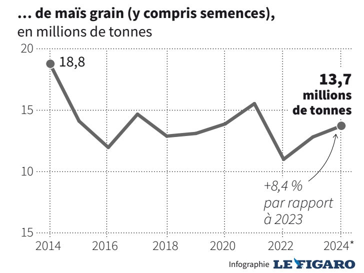
Les vendanges ne sont pas encore achevées, mais les viticulteurs anticipent déjà un mauvais millésime. En revanche, la production de maïs est attendue en hausse de 8 % par rapport à 2023.

Mauvaise année pour les vins et le blé, le maïs garde le cap

Production annuelle française…







Source : Agreste-SAA
* Estimation
Infographie LE FIGARO

Les récoltes de cet été ne mettront pas de baume au cœur des agriculteurs. Après un millésime 2023 plutôt favorable, 2024 s'annonce comme une nouvelle année noire pour nombre d'entre eux.

La production de blé tendre, la céréale la plus produite en France, est attendue historiquement basse. À 26,3 millions de tonnes (- 25 % par rapport à 2023), la récolte 2024 devrait être l'une des trois plus faibles depuis quarante ans, a indiqué le ministère de l'Agriculture la semaine dernière. Cette fois, ce n'est pas la sécheresse qui a pénalisé les récoltes, mais l'excès de pluie et les fréquents orages. La première a empêché les cultivateurs de semer autant que d'ordinaire l'hiver dernier. Elle a ensuite nui au rendement du blé semé, en baisse de 15,5 % sur un an.

Vice-président de la FNSEA et agriculteur dans l'Oise, Luc Smessaert a fait les frais de cette météo une nouvelle fois capricieuse. *« Il a plu ici 1200 millimètres entre le 18 octobre et le 1er juillet, contre 600 à 700 millimètres en moyenne. Tout au long du printemps, nous avons manqué de lumière,* déplore l'agriculteur. *Depuis les semis, nous avons dû gérer le mauvais temps, donc la peur de la maladie. »*

Ses rendements sont un peu meilleurs qu'en 2016, précédente année noire. Mais depuis lors, ses coûts de production ont grimpé en flèche du fait de la guerre en Ukraine, si bien qu'il lui faut récolter plus pour rentrer dans ses frais. *« Pour une exploitation comme la nôtre, qui produit essentiellement du blé tendre et de l'orge, cette année représente une perte de chiffre d'affaires de 50 000 euros par rapport à une année normale »*, explique-t-il.

À cette maigre récolte s'ajoute une deuxième plaie : la faiblesse du prix des céréales. Car la mauvaise performance française relève plutôt de l'exception. Dans le reste du monde, 2024 s'annonce comme une année de récoltes abondantes. Le rapport le plus récent du ministère américain de l'Agriculture table sur une production mondiale de blé en hausse de 1 % par rapport à son niveau de 2023. Mercredi, le blé tendre s'échangeait 204 euros la tonne (à échéance septembre), bien loin des 437 euros atteints en 2022 après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

« Tout au long du printemps, nous avons manqué de lumière. Depuis les semis, nous avons dû gérer le mauvais temps, donc la peur de la maladie »

Luc Smessaert Vice-président de la FNSEA et agriculteur

Les céréaliers ne sont pas les seuls à souffrir. Les vendanges ne sont pas encore achevées, mais les viticulteurs anticipent déjà un mauvais millésime. Passée devant l'Italie l'année dernière, la France devrait retrouver sa seconde place sur le podium mondial. Au 1er août, le ministère de l'Agriculture prévoyait une production viticole comprise entre 40 et 43 millions d'hectolitres, soit entre 10 % et 16 % de moins que l'année dernière. Favorisé par l'humidité, le mildiou touche la plupart des bassins de production. *« En outre, depuis ces prévisions, deux régions viticoles ont déjà connu des épisodes de grêle. Hier, un important incendie a ravagé 400 hectares de vignes dans l'Hérault*, souligne Jean-Marie Fabre, le président des Vignerons indépendants. *D'ici la fin du mois d'octobre, nous pouvons encore vivre plusieurs épisodes de ce type. »*

Quand les céréaliers ont connu une bonne année 2023, les viticulteurs enchaînent, eux, les années décevantes. *« 2024 n'échappe pas à ce que nous connaissons depuis cinq ou six ans,* déplore Jean-Marie Fabre. *Nous vivons en permanence les effets du dérèglement climatique. Quand je me suis installé, il y a quinze ans, nous connaissions une mauvaise année tous les dix ans, voire moins. Aujourd'hui, ce sont les années sans aléas qui sont devenues l'exception. »* Bonne nouvelle pour les amateurs : la qualité du vin ne devrait pas en pâtir, au contraire. *« Mais notre résilience économique, elle, est fortement mise à mal. Un tiers de nos exploitations est très fragilisé,* déplore le vigneron, qui a lui-même perdu 30 % de sa production de vin l'année dernière, et 40 % cette année. *C'est l'année de tous les dangers. »*

Pour faire face à ce nouveau coup dur, la FNSEA demande au gouvernement de prendre de nouvelles mesures d'aide, au-delà de celles déjà budgétées (avance des aides de la PAC, dégrèvement de taxe sur le foncier non bâti, prise en charge de cotisations sociales…). *« Nous espérions obtenir des prêts bonifiés mais nous n'avons pour l'instant rien vu du tout*, déplore Arnaud Rousseau. *Le temps presse car c'est maintenant que les agriculteurs achètent l'engrais et les semences destinés au prochain cycle d'exploitation. Or, leur trésorerie est mise à mal. »*

Tous les agriculteurs ne sont heureusement pas aussi sévèrement touchés. Le ministre démissionnaire de l'Agriculture, Marc Fesneau, souligne dans une interview au *Parisien-Aujourd'hui en France* que d'autres cultures sont susceptibles de compenser le manque à gagner lié à la faible production de blé. *« Face à la pluie continue à l'automne, dans certaines zones, on a pu semer du maïs, des betteraves, des pommes de terre, du lin. Il faut tenir compte de la diversification des productions pour savoir quel est l'état exact des récoltes et des pertes »*, nuance le ministre.

La production de maïs (environ 20 % des céréales produites en France, contre 50 % pour le blé tendre) est par exemple attendue en hausse de 8 % par rapport à 2023 car les agriculteurs en ont davantage semé. *« Depuis plusieurs années, la tendance est à la diversification des assolements*, reconnaît Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA. *Et les récoltes des cultures de printemps, semées plus tard et arrosées régulièrement, devraient être plus satisfaisantes. »*

Luc Smessaert espère ainsi compenser une partie de ses pertes avec le lin et la betterave. Et son bétail. *« En polyculture élevage, on s'en sort mieux, d'autant plus que le prix du lait reste à un niveau correct »*, admet-il. Si l'humidité excessive a desservi les céréales d'hiver, elle a au moins favorisé la production d'herbe destinée à nourrir les bêtes.

En moyenne, les producteurs de fruits et légumes devraient aussi se féliciter d'une saison plutôt bonne. Après un mois de juin trop humide et peu propice à la consommation de fruits, qui a pénalisé les producteurs d'abricots, de pêches ou de melons, tout est rentré dans l'ordre à partir du 20 juillet. *« Les prix et la consommation se sont redressés. La qualité gustative est au rendez-vous. Si la météo se maintient avec un certain ensoleillement, nous pourrions avoir une campagne de bonne qualité, d'autant plus que, grâce à la pluie, les nappes phréatiques sont remplies »*, se réjouit Laurent Grandin, le président d'Interfel, l'interprofession des fruits et légumes. ■

La nouvelle assurance-récolte doit faire ses preuves

La nouvelle mouture de l'assurance-récolte protégera-t-elle les agriculteurs pénalisés par une production historiquement basse ? Cette année constitue un test grandeur nature pour ce dispositif entré en vigueur au 1er janvier 2023.

« C'est l'année de tous les dangers, prévient Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA. *L'assurance-récolte était déjà en vigueur l'année dernière mais nous n'avions pas déployé de gros problèmes qui auraient pu donner lieu à de vastes indemnisations. Il en est tout autrement cette année. Soit l'assurance-récolte fonctionne et nous aurons à notre disposition un outil robuste qui aura fait ses preuves, soit les indemnisations sont décevantes et les agriculteurs s'en détourneront. »*

La création d'un régime universel d'indemnisation était attendue de longue date par les agriculteurs. Le précédent système était à bout de souffle : seules 18 % des surfaces étaient couvertes par les assurances privées que les agriculteurs jugeaient trop chères et insuffisamment protectrices. Les assureurs perdaient de leur côté de plus en plus d'argent sur ces contrats, à mesure que les aléas climatiques se faisaient plus récurrents. Quant au fonds public de calamités agricoles, financé à la fois par l'État et la profession, il ne couvrait pas toutes les filières, tout en s'avérant de plus en plus coûteux. En 2021 par exemple, il n'a pas suffi face à un grand épisode de gel et le gouvernement a dû déployer un plan d'aide de plus de 1 milliard d'euros.

Un nouveau régime

Plus d'un an de travail a été nécessaire pour construire un nouveau régime d'indemnisation qui protège mieux tous les agriculteurs. La nouvelle assurance-récolte est une fusée à trois étages, où l'État, les assurances privées et les agriculteurs se répartissent la couverture des risques. Les agriculteurs assument les aléas climatiques « courants », jusqu'à 20 % de pertes. Au-delà de ce seuil et jusqu'à 50 %, ce sont les assurances multirisques privées qui prennent le relais, pour les agriculteurs qui en ont souscrit une. Un aléa climatique « exceptionnel » (au-delà de 50 % de pertes) déclenche, enfin, le soutien de l'État, via un fonds de solidarité. Ce dernier indemnise les agriculteurs assurés à hauteur de 90 % de leurs pertes. Les professionnels non assurés ne sont, eux, couverts qu'à hauteur de 40 % cette année par ce fonds, puis le seront à 35 % en 2025. L'objectif est d'inciter les agriculteurs à s'assurer.

En 2024, 35 % des surfaces en grandes cultures sont assurées, estime la FNSEA. Ce taux pourrait monter ou au contraire baisser en fonction de l'indemnisation perçue par les agriculteurs cette année. Dans une interview au *Parisien- Aujourd'hui en France* mardi, le ministre démissionnaire de l'Agriculture, Marc Fesneau, précisait que des commissions d'indemnisation seront réunies en septembre et en octobre, *« ce qui permettra de commencer les paiements liés à l'assurance-récolte »*.

Mais la FNSEA redoute une indemnisation a minima de la part des assureurs. *« C'est aux compagnies d'assurances qu'il revient de déterminer si le risque est bien climatique*, explique Arnaud Rousseau. *Mais cette appréciation est parfois ambiguë. Prenons l'exemple de pertes liées à la survenue d'un champignon : c'est un risque d'ordre sanitaire, mais tout le monde sait que la présence de champignons est déclenchée par un excès de pluie. Les compagnies d'assurances jugeront-elles ces pertes indemnisables ? »*

Les viticulteurs sont plus pessimistes encore. *« L'appréciation des pertes se fait sur la base d'une moyenne olympique* (la récolte des cinq dernières années, dont on retire la pire année et la meilleure, NDLR), explique Jean-Marie Fabre, le président des Vignerons indépendants. *Or nous ne faisons qu'enchaîner les années de mauvaises récoltes, si bien que cette moyenne ne cesse de baisser, et avec elle les indemnisations auxquelles nous pouvons prétendre. »* Les agriculteurs plaident pour d'autres mesures d'accompagnement : les viticulteurs demandent par exemple des aides pour s'adapter au changement climatique. ■ M. B.



À Soustons, dans les Landes, la ferme Darrigade accueille près de 25 hectares d'arachides.

Cacahuètes, coton… Ces pionniers qui innovent face au changement climatique

Ivan Logvenoff

Le dernier rapport du Groupe international d'experts pour le climat (Giec) est formel : le secteur agricole sera aux premières loges des victimes du réchauffement, avec des températures qui pourraient augmenter de 4 °C en France d'ici à la fin du siècle et une baisse des débits de 10 % à 40 % dans les cours d'eau. *« Le changement climatique va bouleverser le paysage agricole dans les dix ou vingt prochaines années, et l'une des stratégies consiste à diversifier les assolements avec de nouvelles cultures »*, souligne Iñaki Garcia de Cortazar, chercheur à l'Inrae (Institut national de la recherche agronomique).

Les résultats de son unité Climagri montrent que des espèces comme la vigne ou le tournesol remontent vers la Bretagne et les Hauts-de-France. Dans les régions du sud, ces cultures sont remplacées à leur tour par des espèces venues d'Afrique, d'Asie, ou d'Amérique, auxquelles une nouvelle génération d'agriculteurs s'essaie. *« Dans ce cas, c'est avant tout l'organisation économique qui s'avère limitante »*, souligne le chercheur.

Le phénomène, rappelle-t-il, n'est pas nouveau. Tomate, maïs et pomme de terre n'ont été introduits en France qu'au XVIe siècle après les grandes explorations européennes. Sans compter les travaux des Romains pour populariser la vigne ou la poire à cuire. Mais les innovations, qui avaient ralenti au début du XIXe siècle, reprennent face à la menace climatique.

À Soustons, dans les Landes, la ferme Darrigade accueille par exemple près de 25 hectares d'arachides à la suite d'une expérimentation lancée dès les années 1990. *« Les surfaces ont vraiment augmenté depuis une dizaine d'années, grâce à nos progrès sur les aspects techniques »*, souligne Mélanie Delest, l'une des associées. Quelques soutiens régionaux, d'abord l'entreprise Menguy's de Toulouse, puis un chocolatier landais, ont permis de lancer les premiers semis et de développer les débouchés.

Ce qui est rare est désirable

Pour aller plus loin, la famille a dû ensuite chercher des conseils aux États-Unis et au Brésil. *« Par rapport aux surfaces et aux rendements qu'on peut voir là-bas, on ne joue pas dans la même cour »*, souligne Mélanie Delest. L'engouement des clients tient aux prix modérés que la ferme parvient cependant à préserver : la cacahuète de Soustons est vendue 10 euros le kilo sous forme grillée, quand les grossistes proposent les produits importés entre 4 et 7 euros le kilo.

Pour lancer son projet de thé sous serre près de Toulouse (31), Jean-Michel Sanchez a dû réunir 450 000 euros en 2020. Quatre ans après, le pari semble payer, puisque le producteur devrait atteindre l'équilibre économique avec une production de 200 kg attendue en 2024. *« Le thé français est rare et inédit : on n'a aucun mal à le vendre dans les épiceries et les hôtels »*, souligne-t-il. Son prix, explique-t-il, s'apparente à celui des grands crus japonais : environ 300 euros le kilo. Mais trouver 30 000 théiers issus de dix-neuf variétés distinctes à planter dans les serres n'a pas été facile : l'agronome a dû faire le tour de la France, avant de se rendre aux Pays-Bas.

Si la réglementation est stricte sur ces mouvements de plantes, c'est qu'ils ne sont jamais sans risque, note Alexia Prades, déléguée à la valorisation des cultures tropicales au sein du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). *« L'introduction d'une nouvelle espèce entraîne toujours des bouleversements de l'écosystème »*, rappelle-t-elle. Très récemment encore, l'importation de plants venus d'Amérique a été identifiée comme l'une des principales causes de la dissémination de *Xylella fastidiosa*, cette bactérie venue d'Amérique qui décime les oliviers européens.

Près de Romans-sur-Isère (Drôme), Joris Roux le regrette : il ne récoltera pas de coton cette année. Les pluies, explique l'ingénieur agronome, ont eu raison de cette culture. *« L'une des plus grandes difficultés, c'est de trouver des variétés adaptées. Je recherche un coton précoce, alors que la sélection mondiale s'effectue plutôt sur les gros rendements »*, rapporte-t-il. Depuis six ans, ce salarié d'une entreprise semencière tente de convaincre et de rassembler des producteurs du Sud autour de cette nouvelle culture, avec le soutien de l'entreprise 1083. Le fabricant de jeans « made in France » est particulièrement intéressé par une production hexagonale, qui lui permettrait de relocaliser l'ensemble du processus de fabrication. Les producteurs sont tout aussi enthousiastes puisque, comme le souligne Joris Roux, *« 1083 peut absorber l'ensemble du coton que nous produisons »*.

Au sein des Pépinières du soleil, à Venasque (Vaucluse), la pistache a également été relancée grâce à une rencontre avec un acheteur de premier plan : L'Occitane en Provence. *« Les récoltes sont encore anecdotiques, de l'ordre de quelques kilos par an, puisque les arbres restent jeunes. Mais d'ici cinq ou six ans, plusieurs centaines d'hectares pourraient entrer en production au total dans la région »*, calcule Maxence Brenguier, cogérant de la pépinière. Les exploitants ne prévoient pas des rendements audelà de 2 tonnes par hectare, soit deux à trois fois moins que la productivité des Américains et des Espagnols. Comme pour le coton, la pistache française ambitionne donc d'occuper une niche. *« Nous vendrons de la pistache verte, pour la transformation. Elle exige plus de main-d'œuvre que la pistache de snacking en coque, mais notre climat plus froid sera un atout pour ralentir la maturité »*, précise Maxence Brenguier.

Réduire la prise de risque

Le chercheur Iñaki Garcia de Cortazar confirme que *« les expérimentations sur les espèces exotiques sont menées par des exploitations individuelles pionnières »*. Les aventuriers ne peuvent compter dans la plupart des cas que sur leur propre enthousiasme, ou éventuellement l'intérêt des industriels, à défaut de conseils précis au sein des chambres d'agriculture ou de soutien systématique des élus locaux.

Parmi les rares exemples à grande échelle : le soja, dont la sole est passée de zéro à 150 000 ha en quarante ans. Un succès dû aux alertes des associations, et à la mobilisation des éleveurs, qui s'efforcent depuis plusieurs années de revoir leurs approvisionnements en protéines végétales pour réduire la déforestation importée.

Pour Alexia Prades, au Cirad, réduire la prise de risque sera de manière générale l'une des clés pour développer plus largement ces projets. *« Il faut organiser des chaînes de valorisation, avec de la logistique, de la transformation, tout en s'assurant de l'engagement des assureurs et des banques »*, défend la chercheuse. Les solutions, poursuit-elle, proviendront aussi d'une coopération accélérée entre pays du Nord et du Sud. ■


LOUVIER ISABELLE/PHOTOPQR/SUD OUEST/MAXPPP


FRÉDÉRIC PROCHASSON/STOCK.ADOBE.COM

Le ministère chinois du Commerce a lancé mercredi une enquête antidumping contre certains produits laitiers importés de l'UE, dont le roquefort.

Pékin riposte en visant le roquefort et des produits laitiers européens

Solenn Paulic Bruxelles

La veille, Bruxelles proposait de surtaxer les voitures chinoises.

La réplique a été immédiate. Alors que Bruxelles a confirmé mardi son intention de surtaxer jusqu'à 36 % les véhicules électriques chinois importés, le ministère chinois du Commerce a lancé à son tour mercredi une enquête antidumping contre certains produits laitiers importés de l'UE, comme le fromage frais, le lait caillé, le bleu ou divers types de lait et crèmes. Elle durera un an, prolongeable de six mois.

L'annonce, qui se concentre sur les subsides de la politique agricole commune (PAC) à travers des régimes d'aides et sur une vingtaine de programmes spécifiques nationaux, inquiète les filières concernées, mais n'a pas vraiment pris de court les Européens. Car elle s'inscrit dans un ping-pong engagé en octobre 2023 avec le lancement de l'enquête de Bruxelles sur les véhicules électriques chinois.

Pékin y avait alors répondu en s'en prenant aux spiritueux européens, cognac français en tête. En avril, la Commission s'est intéressée aux panneaux solaires chinois. Puis, le 12 juin, elle a annoncé des droits de douane provisoires sur les voitures électriques, qu'elle compte transformer en droits définitifs en novembre si Pékin n'apporte pas de solution favorable. Là encore, le gouvernement chinois y a répondu avec une enquête antidumping sur les importations de porc et de produits porcins de l'UE.

Une guerre commerciale *« inévitable »* ? Très probablement, a jugé mardi le Haut Représentant sortant à la politique étrangère, l'Espagnol Josep Borrell. Si la Commission a assuré mercredi avoir l'intention de *« défendre fermement les intérêts de l'industrie laitière de l'UE et de la PAC »* (l'enquête porterait sur un montant total d'exportations de 1,7 milliard d'euros), les fédérations concernées déplorent cette nouvelle menace et s'agacent de subir les dommages collatéraux du contentieux sur les véhicules électriques.

« Une décision politique inacceptable »

Au sein d'EDA, l'association européenne des produits laitiers, on se dit malgré tout *« confiant quant à la compatibilité de la PAC avec l'OMC »* (Organisation mondiale du commerce) et on appelle les deux parties à trouver *« une solution constructive »*.

Christiane Lambert, patronne de la Copa-Cogeca, le syndicat agricole européen, dénonce *« une décision politique inacceptable »* et une nouvelle manœuvre pour *« faire peur »*, qui coûtera du temps et de l'argent aux éleveurs. Elle attend une *« réponse forte de l'UE »*.

D'un point de vue légal, cette nouvelle enquête sur les produits laitiers est *« tirée par les cheveux »*, commente un connaisseur. *« Si la PAC n'était pas compatible avec l'OMC, ça se saurait »*, tout en s'inquiétant d'accès restreints au marché chinois qui seraient catastrophiques.

C'est tout le but des annonces chinoises, dit le chercheur de Bruegel Niclas Poitiers, pour qui Pékin mène d'abord une guerre de *« pression politique »*, conscient que les agriculteurs ont un énorme poids dans les sociétés européennes. Il n'est toutefois pas encore tout à fait certain, selon lui, que les deux parties rentreront dans cette guerre commerciale tant *« les inconnues sont grandes »*, à commencer en Chine, dont l'économie faiblit. Sans oublier l'inconnue de la présidentielle américaine et la politique agressive que mènerait Donald Trump contre l'UE et la Chine.

En attendant, qu'il s'agisse des eaux-de-vie, du porc ou des produits laitiers, la France apparaît parmi les plus menacés. En 2023, elle était le troisième exportateur de l'UE en produits laitiers vers la Chine (derrière les Pays-Bas et l'Allemagne), avec 600 millions d'euros sur 4,3 milliards d'euros pour l'UE. Elle est aussi le deuxième exportateur mondial pour le beurre et la crème.

Au Cniel, le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière, on attend les détails de l'enquête tout en assurant que la filière *« fera au mieux pour répondre aux questions des autorités chinoises »*. ■

En Libye, la production de pétrole est l'otage d'une lutte de pouvoir

Clara Galtier

Le plus grand champ du pays, divisé par deux exécutifs, est bloqué.

L'équilibre précaire, qui maintient un semblant de calme en Libye depuis le cessez-le-feu en 2020 est-il en passe d'être rompu ? *« Ces deux derniers mois, la situation s'est détériorée assez rapidement en termes de stabilité politique, économique et sécuritaire »*, déplorait, mardi, Stephanie Koury, qui dirige par intérim la mission de l'ONU en Libye.

La diplomate a résumé sans ambages les tourments de la population. *« Les gens se battent pour retirer de l'argent des banques et subvenir à leurs besoins quotidiens. Beaucoup d'entre eux ont peur que la guerre éclate à nouveau. »* Pendant que la menace d'un conflit généralisé guette, ce sont aussi les récents événements autour de la production de pétrole qui cristallisent les inquiétudes. Alors que la Libye détient les plus grandes réserves en Afrique, sa production d'or noir n'a jamais retrouvé ses niveaux de l'ère du dictateur Mouammar Kadhafi, tombé en 2011.

L'industrie pétrolière est tributaire des tensions entre les deux gouvernements rivaux, l'un basé à Tripoli sous la direction du premier ministre, Abdelhamid Dbeibah, et l'autre, à l'est, soutenu par le maréchal Khalifa Haftar. Le processus politique est bloqué, avec des discussions sous l'égide de la communauté internationale qui peinent à aboutir à un consensus. Les deux factions se disputent non seulement le pouvoir politique mais aussi les revenus provenant du pétrole, principale, si ce n'est unique ressource financière du pays (97,1 % des recettes budgétaires en 2022). *« La Libye a exporté 432 millions de barils de pétrole en 2023* (soit moins de 1,2 million de barils par jour), *pour un chiffre d'affaires de 36 milliards de dollars*, précise Tewfik Hamel, chercheur à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IEGA) et expert au Cnam. *Mais ce chiffre est bien pâle comparé à l'apogée de 1970, où la production a atteint près de 3,4 millions de barils par jour »*, trois fois plus qu'aujourd'hui.

Incertitude sécuritaire et opérationnelle

L'industrie de l'or noir, en déficit d'investissement, est régulièrement utilisée comme levier de pression, prise en otage dans une lutte de pouvoir. Plusieurs champs pétroliers ont ainsi vu leurs activités perturbées et leur production réduite par la NOC, la compagnie nationale, du fait de mouvements de grève ou d'attaques de milices.

La fermeture partielle, début août, du plus grand champ pétrolier du pays, el-Sharara (réduction de 90 000 barils par jour, soit environ d'un tiers de la production) en raison d'un blocus mené, d'après plusieurs médias étrangers, par l'armée nationale libyenne, a remis le feu aux poudres. El-Sharara est exploité par l'Akakus Oil Operations Company, coentreprise regroupant la NOC, l'espagnol Repsol, le français TotalEnergies, l'autrichien OMV et le norvégien Statoil. Plusieurs firmes auraient menacé de se retirer face à l'incertitude sécuritaire et opérationnelle.

Le blocus est qualifié de *« chantage politique »* par le gouvernement de Tripoli, qui accuse les forces loyales à Haftar d'avoir orchestré cet arrêt en représailles à l'arrestation, en Europe, de son fils, Saddam Haftar. L'homme, accusé de trafic d'armes, aurait été brièvement détenu en Italie cet été après un mandat d'arrêt émis par l'Espagne. Une rétention qui aurait conduit à des ordres de fermeture d'el-Sharara par son entourage, dans le seul but d'exercer des pressions sur le pays ibérique et ses alliés. Déjà, à l'été 2022, les deux exécutifs avaient conclu un accord pour nommer un protégé de Haftar à la tête de la NOC. Le chef rebelle avait ensuite levé le blocus partiel sur la production de pétrole, avec lequel il cherchait à faire pression sur le premier ministre Dbeibah pour qu'il démissionne.

Cette énième entrave à la production *« représente un obstacle important aux plans de Tripoli visant à rétablir et même à dépasser les niveaux de production de brut »* actuels avec l'objectif d'atteindre 2 millions de barils par jour d'ici cinq ans, conclut Tewfik Hamel. ■

Les équipementiers automobiles plus que jamais sous pression

Valérie Collet

Confrontés à un repli du marché, les constructeurs exigent de nouvelles réductions de coûts de la part de leurs fournisseurs.

La faiblesse des ventes de véhicules en Amérique du Nord, en Europe et même en Chine a grossi les stocks des constructeurs ces derniers mois. De quoi déclencher les warnings. L'abondance des stocks reflète une offre trop abondante par rapport à la demande et annonce de mauvaises nouvelles pour les industriels : des baisses de prix et une chute de la rentabilité. Cette tendance durcit un peu plus les relations entre constructeurs et équipementiers automobiles. Surtout chez Stellantis, dont la réputation de donneur d'ordres intraitable n'est plus à faire. Désormais, Carlos Tavares, patron du groupe, prophétise des victimes parmi les fournisseurs. *« La transition vers les véhicules électriques est un jeu de sévère réduction de coûts, et les fournisseurs automobiles doivent trouver comment s'adapter ou ils risquent de disparaître dans les cinq à dix prochaines années »*, a-t-il averti fin mai à New York, puis mi-juin à Detroit, devant les analystes financiers et la presse.

Les véhicules électriques, qu'il faut écouler pour tenir les objectifs européens de baisse des émissions de CO_2, coûtent en moyenne 40 % à 50 % de plus à produire que les voitures à essence. Cela signifie que les constructeurs comme Stellantis *« ne sont pas dans une course à la transition vers les véhicules électriques (VE), mais dans une course à la réduction des coûts de ces VE »*, précise le patron du groupe aux quatorze marques. *« Ce sera un gros, gros, gros fardeau pour les fournisseurs de pièces et de composants*

« La transition vers les véhicules électriques est un jeu de sévère réduction de coûts, et les fournisseurs automobiles doivent trouver comment s'adapter ou risquer de disparaître »

Carlos Tavares
Directeur général de Stellantis

étant donné que la grande majorité des coûts de production d'un nouveau véhicule provient de ces pièces », a ajouté le dirigeant. 84 %, exactement. *« Chez Stellantis, ces achats représentent 132 milliards d'euros par an »*, a précisé Maxime Picat, le patron de l'approvisionnement du groupe à Detroit.

D'ici à 2028, 80 % des approvisionnements en pièces de Stellantis proviendront des « pays à meilleurs coûts », c'est-à-dire à bas coûts, a donc décidé le groupe. C'est plus qu'aujourd'hui, même si le niveau n'est pas connu. Une stratégie renforcée par les médiocres résultats du groupe au premier semestre.

Cet objectif aura pour conséquences de déshabiller un peu plus les usines d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord des équipementiers déjà affectés par cette tendance. Ces derniers mois, de nombreux plans de réductions d'effectifs et même de fermetures d'usines ont été annoncés. Forvia - l'ex-Faurecia fusionné à l'allemand Hella - a déjà prévu de supprimer 10 000 emplois d'ici à 2028. Valeo a prévu de fermer deux usines et un centre de R&D en France.

« La concurrence se développe, notamment la concurrence chinoise, avec des fournisseurs extrêmement compétitifs, a expliqué le patron des achats de Stellantis lors d'un entretien sur Sud Radio. *Nous nous battons pour conserver notre empreinte industrielle et pour garder nos usines en France, en Italie, en Allemagne (…). Mais il faut aussi que les pièces qui les nourrissent aient les meilleurs niveaux de compétitivité (…). Cela nous conduit à trouver des fournisseurs en Chine, en Inde, en Thaïlande, au Maroc, en Turquie, au Mexique »*, égrène-t-il. Des pays où il existe *« une différence de coûts de 30 % à 40 % par rapport à la même pièce, au même système, avec les mêmes spécifications »* que celles fabriquées aux États-Unis ou en Europe, a pointé Carlos Tavares. Depuis la constitution du groupe par la fusion entre Fiat Chrysler et PSA, début 2021, 41 milliards d'euros ont été alloués à des fournisseurs locaux dans des pays à bas coûts : par ordre décroissant, le Mexique, les pays d'Europe de l'Est, la Chine, le Maroc, l'Inde et le Brésil.

Ce qui se profile, c'est, à vrai dire, l'accentuation d'une stratégie à l'œuvre dans l'automobile depuis des décennies. *« L'industrie automobile a très tôt utilisé tous les leviers pour améliorer sa rentabilité et réaliser des réductions de coûts*, rappelle Fabrice Vigier, associé au sein du cabinet Avencore. *Les groupes qui produisent des véhicules de gamme moyenne ont appliqué depuis vingt à trente ans le "design to cost" - une conception des véhicules axée sur l'optimisation des coûts. Ils ont localisé leur approvisionnement dans les pays où les coûts, et notamment les taux horaires, étaient plus bas. »* Les faisceaux électriques, ces câbles dont la production réclame de la main-d'œuvre, sont désormais fabriqués au Maroc. Les compresseurs, condenseurs et pièces utilisées pour la climatisation aussi ont quitté l'Europe de l'Ouest. Depuis des années, les équipementiers de premier rang ont suivi leurs donneurs d'ordres à proximité des usines d'assemblage où ils ont délocalisé une partie de leur production. Et lorsque PSA a fermé boutique en Chine, ses fournisseurs comme Faurecia - Forvia à présent - y sont restés pour servir d'autres constructeurs, et notamment de nouvelles marques chinoises.

« D'autre part, un nouveau paramètre s'est imposé aux constructeurs automobiles : leur empreinte carbone », rappelle Fabrice Vigier. Tous se sont engagés à réduire leurs émissions de CO_2. Or cette empreinte prend en compte les émissions de CO_2 des fournisseurs lors de la production et du transport pour acheminer les pièces jusqu'au lieu d'assemblage. Le groupe piloté par Carlos Tavares a d'ailleurs prévu d'atteindre la neutralité carbone dès 2038, avant tous ses concurrents.

Cependant, tous les constructeurs n'adopteront pas la recette « low cost » de Stellantis. Les crises successives des dernières années ont montré les limites de cette pression maximale sur les fournisseurs. Pendant et après la crise du Covid, les constructeurs ont souffert de rupture d'approvisionnement en composants. Et ils ont dû accepter que des hausses de coûts des matières premières, du transport et de l'énergie soient répercutées au moins en partie sur le prix des pièces. Ces récentes indexations sur les coûts n'ont néanmoins pas suffi : les marges opérationnelles des équipementiers, traditionnellement plus élevées que celles des groupes automobiles, restent inférieures à celles des constructeurs depuis 2020.

« Le jeu qui consiste à optimiser un peu plus chaque année ses coûts a atteint ses limites, estime François Provost, directeur des achats, des partenariats et des affaires publiques de Renault Group. *Cela fait quarante ans que nous sommes en Turquie. Nous avons localisé des fournisseurs en Inde, en Chine… Nous allons continuer. Mais ce n'est pas ce levier qui améliorera de manière significative notre compétitivité. En revanche, renforcer les relations avec nos fournisseurs clés en les impliquant plus en amont nous permettra d'accélérer le développement des nouveaux véhicules et baissera les coûts. Les chaînes de valeur se sont désormais déplacées avec l'électrique et le logiciel. Les pratiques d'achat généralisées hier ne fonctionnent plus aujourd'hui. »* ■



D'ici à 2028, 80 % des approvisionnements en pièces de Stellantis *(ici, l'usine de Tremery, en Moselle)* proviendront des « pays à meilleurs coûts », a décidé le groupe dirigé par Carlos Tavares. ERIC PIERMONT/AFP

LA PRODUCTION MONDIALE EN RECUL

90,47 millions
Nombre de véhicules légers produits en 2023, dont

17,97 millions
en Europe

88,69 millions
Prévisions de production en 2024, dont

17,13 millions
en Europe

Source : S&P Global, juillet 2024

LA SÉANCE DU MERCREDI 21 AOÛT

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	35,8	+0,56	35,84	35,54	0,161	+3,47
AIR LIQUIDE	165,56	+0,21	166,52	165,02	0,07	-5,1
AIRBUS	139,1	+0,45	139,1	138,04	0,074	-0,49
ARCELORMITTAL SA	20,86	+1,41	20,97	20,59	0,291	-18,75
AXA	33,47	-0,03	33,55	33,34	0,104	+13,5
BNP PARIBAS ACT.A	61,18	+0,44	61,41	60,67	0,123	-2,25
BOUYGUES	31,65	0	31,76	31,54	0,115	-7,24
CAPGEMINI	182,75	+0,83	183,55	181,5	0,088	-3,18
CARREFOUR	14,08	-0,71	14,17	14,065	0,123	-15
CREDIT AGRICOLE	13,58	+0,37	13,655	13,505	0,057	+5,66
DANONE	60,32	-0,43	60,58	59,38	0,171	+2,79
DASSAULT SYSTEMES	34,37	+0,59	34,53	34,16	0,045	-22,3
EDENRED	37,6	-0,32	37,97	37,52	0,141	-30,55
ENGIE	15,48	+0,03	15,53	15,35	0,167	-2,75
ESSILORLUXOTTICA	212,8	+0,95	213,3	210,6	0,05	+17,18
EUROFINS SCIENT.	51,8	+0,35	52,02	51,52	0,193	-12,17
HERMES INTL	2195	+1,11	2200	2174	0,036	+14,39
KERING	258,6	+0,04	260,9	257,7	0,19	-35,19
L'OREAL	390,5	+1,4	391,45	385,35	0,041	-13,35
LEGRAND	97,88	+1,05	97,88	97,04	0,129	+4,02
LVMH	678,8	+0,15	681,5	675	0,047	-7,47
MICHELIN	35,3	+0,89	35,39	35,06	0,109	+8,75
ORANGE	10,2	0	10,215	10,165	0,103	-1,01
PERNOD RICARD	124,8	+2,97	125,3	121,3	0,213	-21,88
PUBLICIS GROUPE SA	95,04	+0,47	95,12	94,46	0,088	+13,14
RENAULT	43,04	+1,61	43,31	42,23	0,217	+16,62
SAFRAN	196,55	+0,54	196,65	195,3	0,07	+23,26
SAINT GOBAIN	76,76	+0,1	77	76,6	0,1	+15,15
SANOFI	98,92	+0,42	99,24	98,19	0,074	+10,2
SCHNEIDER ELECTRIC	225,65	+0,56	225,95	224,65	0,067	+24,13
SOCIETE GENERALE	21,21	+1,14	21,4	20,97	0,254	-11,72
STELLANTIS NV	14,886	+0,98	14,986	14,748	0,047	-29,6
STMICROELECTRONICS	28,105	+1,08	28,5	27,73	0,194	-37,88
TELEPERFORMANCE	102,9	-0,87	105,05	102,65	0,153	-22,07
THALES	148,2	+0,34	148,65	147,05	0,049	+10,64
TOTALENERGIES	62,13	+0,26	62,25	61,72	0,076	+0,86
UNIBAIL-RODAMCO-WE	70,56	+1,88	70,74	69,16	0,185	+5,44
VEOLIA ENVIRON.	29,09	+1,22	29,18	28,7	0,152	+1,86
VINCI	105,6	+0,24	105,75	105,15	0,06	-7,12
VIVENDI SE	9,752	+0,56	9,762	9,6	0,165	+0,79

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6495	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5117	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,853	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,6634	HKD
JAPON	YEN	162,26	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9503	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1116	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,37	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,6869	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,83	EGP
CHINE	YUAN	7,9306	CNY
INDE	ROUPIE	93,2585	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	146,59	DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	72 421,7€	+20,47 %
Lingot 100g	7 253,07€	+20,43 %
Lingot 50g	3 633,54€	+20,39 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 264,64€	+20,35 %
Lingot 10g	734,41€	+20,13 %
Lingot 2,5g	191,78€	+19,22 %
20Fr NAPOLÉON	451,87€	+20,48 %
20Fr SUISSE	446,83€	+20,48 %
SOUVERAIN	564€	+20,48 %
KRUGGERAND	2 409,95€	+20,48 %
50 PESOS	2 878,53€	+20,48 %
10 DOLLARS	1 177,64€	+20,48 %
20 DOLLARS	2 353,28€	+20,48 %



LA VALEUR DU JOUR

Walmart vend sa participation dans le chinois JD.com

Le géant américain de la distribution, Walmart, a indiqué, dans un document déposé mardi soir auprès du régulateur américain des marchés (SEC), avoir vendu l'intégralité de sa participation dans la société chinoise d'e-commerce JD.com.

Walmart était jusqu'à présent le principal actionnaire de JD.com, avec une participation de 5,19 %. La relation entre les deux entreprises a débuté en 2016, lorsque Walmart a vendu sa plateforme chinoise d'épicerie en ligne, Yihaodian, à JD.com en échange d'une participation de 5 %.

Le géant américain de la distribution a souligné son intention de maintenir une relation commerciale avec JD.com, tout en concentrant ses efforts en Chine sur ses propres activités, qui comprennent Walmart China et Sam's Club. Selon les analystes, la vente de sa participation dans JD.com devrait rapporter 3,74 milliards de dollars à Walmart. L'entreprise explique vouloir allouer ces capitaux à *« d'autres priorités stratégiques »*.

Le titre Walmart était en petite hausse, mercredi, en séance à Wall Street. Il grimpait de 0,45 %, à 74,88 dollars. Depuis le début de l'année, il s'envole en revanche de près de 43 %. La chaîne américaine d'hypermarchés est parvenue à tirer son épingle du jeu dans un contexte compliqué aux États-Unis, marqué par des prix élevés et un ralentissement de la consommation. Le 15 août dernier, le groupe a ainsi relevé ses prévisions annuelles, après avoir dévoilé des résultats trimestriels supérieurs aux attentes. Entre mai et juillet, deuxième trimestre de son exercice 2025 décalé, le géant de la distribution a engrangé 169,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires (+4,8 %) et un bénéfice net par action à données comparables, la référence pour les marchés, de 67 cents quand le consensus attendait 65 cents. ■

Et PepsiCo, en voulant manger Danone, créa en France le «patriotisme économique»

Ivan Letessier

Le roi du yaourt est resté français, et le contrôle sur les investissements étrangers a été renforcé. Mais le pouvoir donné à Bercy est parfois critiqué par les patrons.

Été 2005
Matignon empêche une attaque américaine



La médiatisation de l'affaire fait flamber le cours de Danone, le démenti de PepsiCo le fait retomber, et le gendarme de la Bourse lance une enquête. MYCHELE DANIAU/AFP

«Je souhaite rassembler toutes nos énergies autour d'un véritable patriotisme économique.» À la sortie du Conseil des ministres, ce mercredi 27 juillet 2005, Dominique de Villepin se veut, comme à son habitude, aussi martial que lyrique. Et le premier ministre de Jacques Chirac d'enfoncer le clou: *«Je sais que cela ne fait pas partie du langage habituel, mais il s'agit bien, quand la situation est difficile, quand le monde change, de rassembler nos forces et de défendre la France et ce qui est français.»*

Le 14 février 2003, son discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies devenu culte, n'a pas réussi à empêcher l'intervention militaire des États-Unis en Irak. Mais, deux ans et demi plus tard, Dominique de Villepin veut cette fois éviter une agression américaine en France… Plus précisément, une OPA hostile possiblement préparée par PepsiCo, rival de Coca-Cola dans les sodas et propriétaire des chips Lay's et Doritos, et des céréales Quaker Oats, contre un fleuron tricolore: Danone, géant mondial du yaourt et de l'eau minérale. Celle-ci est-elle réellement en préparation? Des proches du groupe français continuent aujourd'hui de l'assurer. Mais PepsiCo finit par démentir tout projet et ne lancera jamais d'OPA.

Près de vingt ans plus tard, Danone est toujours indépendant, malgré l'absence d'actionnaires forts. Et le «patriotisme économique» inventé par Dominique de Villepin fait désormais partie du vocabulaire habituel des dirigeants politiques. Au grand dam, parfois, des patrons de groupes français et de leurs actionnaires. Ces derniers goûtent en effet assez peu la tentation interventionniste de l'exécutif, de l'Élysée à Bercy en passant par Matignon. À l'époque déjà, l'agitation politico-médiatique suscitée par «l'affaire Danone» irrite bon nombre d'acteurs du capitalisme français et d'hommes politiques libéraux. Certains s'imaginent alors que des proches de Danone ont monté de toutes pièces une menace fictive d'OPA de PepsiCo pour dissuader toute tentative future.

En ce mois de juillet 2005, à la direction de Danone, on est persuadé que PepsiCo prépare une offre. Et pour cause. *«Depuis le début de l'année, il y avait eu trois réunions entre les directions de PepsiCo et de Danone»*, révèle un acteur de l'époque. Preuve du caractère stratégique des échanges, organisés à l'initiative de PepsiCo, Danone est à chaque fois représenté par Franck Riboud, son PDG, et Emmanuel Faber, son directeur financier.

«Le premier projet consistait à réunir les activités des deux groupes aux États-Unis, confie un proche du camp français. *Danone trouvait très intéressant d'avoir accès au réseau de distribution américain de PepsiCo.»* La deuxième rencontre, deux mois plus tard, propose, en plus, une alliance similaire sur le marché chinois. *«Et, en mai, lors d'une troisième réunion, en présence d'Indra Nooyi, la directrice financière du groupe américain, PepsiCo propose un mariage des deux groupes*, poursuit cette source. *Franck Riboud dit "non, merci", avant de prévenir sa garde rapprochée: "À partir de maintenant, on est en danger."»*

Danone constitue alors une équipe de défense, et place à sa tête Emmanuel Faber. Des communicants, Michel Calzaroni (DGM) et Stéphane Fouks (Havas), sont dans la boucle, et jouent un rôle clé dans la médiatisation et la politisation de l'affaire. Le 7 juillet, une brève de *Challenges* révèle que des banques ont pris 3% du capital de Danone pour le compte de PepsiCo. Une semaine plus tard, dans son entretien télévisé de 14 Juillet, le président Jacques Chirac se dit préoccupé par *«les risques de prise de contrôle d'entreprises françaises par des capitaux étrangers»*. Mais personne n'y prête attention, même quand Stéphane Fouks martèle, quelques heures plus tard, qu'une OPA est en préparation sur plusieurs grands groupes français. Au gouvernement comme dans les médias, la mayonnaise ne prend pas, malgré les sorties du patron de la FNSEA et des ténors de l'opposition socialiste. En privé, certains dirigeants d'entreprise s'irritent: selon eux, le jeu de la Bourse implique d'en accepter les contraintes, dont le risque d'OPA. En public, Thierry Breton, le ministre de l'Économie, appelle à la modération: *«Commenter une rumeur, c'est faire bouger les cours de Bourse.»*

Il faut que le *Financial Times* révèle, le 20 juillet, que PepsiCo a mandaté les banques d'affaires Morgan Stanley et UBS pour que l'affaire vire au drame national: Danone flambe en Bourse, la CGT demande sa nationalisation, et le gouvernement promet de *«tout faire pour tenter de (s')opposer à une OPA hostile»*. Plusieurs jours plus tard, Dominique de Villepin téléphone à Indra Nooyi, la directrice financière de PepsiCo. *«Est-ce que vous préparez une offre?*, lui demande en substance le premier ministre. *Il ne peut y avoir d'OPA amicale; ce sera hostile, et le gouvernement français s'y opposera.»* L'Américaine tente de se justifier: *«Ce serait amical et complémentaire»*, assure-t-elle à son bouillonnant interlocuteur. Le lendemain, PepsiCo abandonne son projet. Quelque temps plus tard, des banquiers de Morgan Stanley confient à un membre du clan Danone: *«Vous avez eu chaud. Si Indra n'avait pas reculé après le coup de fil de Villepin, on appuyait sur le bouton.»*

La médiatisation de l'affaire fait flamber le cours de Danone, le démenti de PepsiCo le fait retomber. Le gendarme de la Bourse lance une enquête. Après des perquisitions chez Danone, sa banque d'affaires Lazard, ses conseils en communication DGM et Havas, il clôt son enquête à la fin de l'hiver 2006. Selon lui, *«aucun grief n'a pu être établi au titre d'un manquement au règlement général de l'AMF»*, qui indique que toute personne doit s'abstenir de diffuser sciemment des indications *«inexactes, imprécises ou trompeuses»*, y compris en répandant des rumeurs.

La loi boursière sera renforcée. Désormais, lorsqu'un groupe assure ne pas préparer d'OPA sur une cible, sa déclaration l'engage pour six mois. Cette précision inspirée de la réglementation boursière anglaise et son *«put up or shut up»* est aujourd'hui saluée par la plupart des acteurs économiques.


R. VIALERON/LE FIGARO

« Je souhaite rassembler toutes nos énergies autour d'un véritable patriotisme économique. Il s'agit de défendre la France et ce qui est français »

Dominique de Villepin
Premier ministre (27 juillet 2005)


J.-C. MARMARA/LE FIGARO

« Ma position, c'est un non courtois, mais clair et définitif »

Bruno Le Maire
Ministre de l'Économie (le 16 janvier 2021, pour empêcher le projet d'acquisition de Carrefour par le canadien Couche-Tard)

Le «patriotisme économique» imaginé par Dominique de Villepin, lui, n'en finit pas de ruisseler dans le carcan réglementaire encadrant la vie des affaires et dans son application scrupuleuse par les gouvernements successifs. Il donne à l'exécutif un prétexte bleu-blanc-rouge pour s'immiscer bruyamment dans la vie des affaires.

Juridiquement, le contrôle des investissements étrangers en France (IEF) par la puissance publique a été installé pour un nombre restreint de secteurs économiques, touchant à la défense et à la sécurité, par le gouvernement Villepin, fin 2005, après la frayeur Danone.



Arnaud Montebourg en visite chez Alstom, le 25 juin 2014. Le ministre de l'Économie déploie toute son énergie pour empêcher la vente de sa branche énergie à General Electric. PHILIPPE MERLE/AFP

En 2014, le ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, déploie tout son activisme pour tenter d'empêcher le rachat de la branche énergie d'Alstom par l'américain General Electric. En pleine bataille, et tout à sa quête aussi désespérée que vaine d'un chevalier blanc, il signe un décret qui, dans la mémoire collective, garde son nom. Le texte étend notamment à l'énergie le champ des investissements contrôlés. Depuis, à la suite de la crise du Covid et à la faveur du retour en grâce du thème de la souveraineté, la liste des secteurs d'activité où les investissements étrangers en France sont soumis à un accord préalable ne cesse de s'allonger, et le mécanisme s'active dès qu'une prise de participation de 10% du capital a lieu.

Près de vingt ans après, la France reste marquée par le psychodrame Danone. Certes, le président de la République vante les mérites de l'attractivité de la France, qu'il garantit aux investisseurs étrangers. Il l'a encore rappelé la veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, devant une quarantaine de grands patrons étrangers qu'il recevait à l'Élysée. Mais, en même temps, le président et son ministre de l'Économie n'hésitent pas à faire un usage intensif de leur arsenal législatif. Et ce, même en l'absence de démarche hostile, même lorsque la direction et le conseil d'administration de la cible française sont d'accord pour se faire croquer.

En janvier 2021, Bruno Le Maire, qui était le conseiller politique de Villepin lors de sa sortie de l'époque sur le «patriotisme économique», pèse ainsi de tout son poids politique pour empêcher le rachat de Carrefour par le distributeur québécois Couche-Tard, au nom de… la souveraineté alimentaire française. Quitte à se fâcher, pendant quelques mois, avec Bernard Arnault, dont la famille est alors le premier actionnaire de Carrefour, et avec Alexandre Bompard, le PDG du groupe français, tous deux favorables à ce mariage transatlantique.

Dans le domaine nucléaire, Bercy a mis son veto fin 2023 à la vente à un groupe américain des sociétés Velan et Segault. Et rebelote au printemps dernier. Les laboratoires Servier veulent vendre leur filiale de médicaments génériques Biogaran, et deux industriels indiens de la pharmacie figurent parmi les trois candidats. *«On ne vend pas une entreprise comme ça»*, tonne, fin avril, Roland Lescure, le ministre de l'Industrie. Craignant une délocalisation de la production en Inde, ce dernier brandit la menace d'interdire l'opération au titre du décret IEF. De quoi, espère-t-il, obtenir des engagements de l'acquéreur. Mais sa demande de ne pas vendre Biogaran a été ignorée par Servier. Le patriotisme économique ne se fait pas à n'importe quel prix. ■

Retrouvez demain:
Jérôme Kerviel: séisme à la Société générale,et onde de choc pour toute la finance

Puces : le géant TSMC s'installe en Europe

Lucas Mediavilla

La future usine du taïwanais en Allemagne met en lumière toutes les limites du Chips Act, voté en 2023.

L'état-major de Bruxelles y voit une étape majeure sur le chemin de l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de semi-conducteurs. Ce mardi, à Dresde, capitale de la Saxe allemande, le chancelier allemand Olaf Scholz et la patronne de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont donné le premier coup de pelle de la European Semiconductor Manufacturing Company (ESMC), usine censée ouvrir ses portes en 2027. Le projet est ambitieux : 10 milliards y seront investis, dont 5 milliards par Berlin et 3,5 milliards par le géant taïwanais TSMC. Le leader mondial de la production de puces pose ses valises pour la première fois en Europe. Il détiendra 70 % du capital, contre 10 % chacun pour les allemands Infineon et Bosch ainsi que le néerlandais NXP.

Si Olaf Scholz comme Ursula von der Leyen se sont félicités d'une usine qui bénéficiera aux industriels européens, ce projet illustre en creux les limites de la stratégie européenne. Premier problème, et pas des moindres, le retard dans la concrétisation des promesses d'investissement étranger. À Magdebourg, le mégaprojet d'usine à 33 milliards d'Intel n'en finit plus d'être retardé. La situation financière du groupe inquiète. Un autre américain, Wolfspeed, avait annoncé un projet d'implantation à 3 milliards de dollars dans la Sarre, en Allemagne. Il a reporté le début des travaux de deux années. À Crolles (Isère), l'américain GlobalFoundries, censé participer au projet de « mégafab » du franco-italien STMicroelectronics, ne donne plus de nouvelles.



Michael Kretschmer, ministre-président de Saxe ; Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne ; Che-Chia Wei, PDG de TSMC et Olaf Scholz, chancelier allemand, à Dresde, le 20 août. AXEL SCHMIDT/REUTERS

Autre point d'interrogation, la concentration des projets en Allemagne. À l'exception de Crolles et d'un plan d'Intel en Pologne, les gros projets d'usines se situent outre-Rhin. *« Si le droit de la concurrence consistait à éviter les concentrations excessives dans certains pays, le Chips Act permet de s'exempter de cette approche »*, résume Mathieu Dûchatel, directeur du programme Asie de l'Institut Montaigne et expert du secteur. Dès lors, c'est la loi du plus fort et, à ce jeu-là, l'Allemagne est mieux-disante. Pour l'usine de TSMC à Dresde, les 5 milliards accordés par Berlin ont été décisifs. Comme les 17 milliards déboursés pour Intel à Magdebourg. Et, si l'état-major européen se félicite d'avancées pour la souveraineté du continent, les retombées fiscales comme les exportations ou les conséquences positives pour l'emploi bénéficieront à un seul pays. L'industrie allemande – l'automobile, pour ne pas la citer – n'a pas hésité à faire prévaloir ses intérêts stratégiques sur ceux de l'UE par le passé. Gageons que les garde-fous posés par Bruxelles – notamment la priorisation de la production pour les clients européens en cas de crise – limiteront les dégâts.

La part de marché européenne devrait rester stable

Enfin, l'implantation à Dresde de TSMC ne permettra pas à l'Europe de combler son retard en matière de puces avancées. Même si la technologie utilisée par le taïwanais est unique sur le continent, la finesse de gravure ne dépassera pas les 12 Nm. *« Les bijoux de la couronne chez TSMC, à savoir ses usines avec le nœud technologique en 2 Nm, restent à Taïwan »*, rappelle Mathieu Dûchatel. C'est ce type de nœud avancé (en dessous de 7 Nm) qui permet de produire les puces utilisées dans les smartphones et PC dernier cri, et les supercalculateurs capables de générer les usages liés à l'IA. Intel a promis d'aller jusqu'au nœud 18A (1,8 Nm) à Magdebourg, mais encore faut-il que le projet se concrétise. Selon Mathieu Dûchatel, l'industrie européenne des puces n'a dans l'ensemble *« pas encore mordu à l'hameçon pour la course au 2 Nm »*. *« Il n'y a pas de consensus sur l'utilité stratégique de ce type de puces »*, estime l'expert. Elles seront pourtant critiques à l'avenir. Globalement, la course à l'armement à laquelle se livrent les grandes puissances semble tourner en faveur des États-Unis et de l'Asie. Selon une vaste étude réalisée avant l'été par le BCG et le lobby américain des puces (la SIA), la part de marché du Vieux Continent devrait rester stable, c'est-à-dire autour de 8 %, d'ici à 2030. Bruxelles espérait le double. ■

LES FOLLES CROYANCES DE LA SILICON VALLEY 4/6

Entre bunkers et îles privées, la tech se prépare à l'apocalypse

Claudia Cohen

Changement climatique, pandémies, guerres... Les plus grands noms du secteur ont investi dans des « plans B » en cas de crise majeure.

À plus de 3 900 kilomètres de la Silicon Valley, Mark Zuckerberg fait le pari de l'apocalypse. Chaque jour, une dizaine de gardes se relayent sur l'île de Kauai afin d'assurer la sécurité de son vaste domaine, encerclé par des murailles. Mais sous la classique piscine et l'espace sauna de sa villa se cache un immense bunker de luxe de 500 m², creusé sous la terre de l'archipel hawaïen à la demande du fondateur de Meta. Capable de résister aux explosions, protégé par une porte blindée et truffé de passages secrets, le domaine est aussi autosuffisant. Un immense réservoir et un système de pompes viennent, entre autres, garantir l'approvisionnement en eau, alors qu'une partie du site est consacrée à l'agriculture.

« Les milliardaires de la tech investissent 10 % à 20 % de leurs fortunes dans un "plan B" : une île isolée autosuffisante pour parer à toute éventualité, ou des moyens considérables pour tenter de coloniser l'espace, en cas de destruction de la Terre », lance au *Figaro* le professeur et essayiste américain Douglas Rushkoff, auteur de l'ouvrage *Survival of the Richest : Escape Fantasies of the Tech Billionaires* (« La survie des plus riches : les fantasmes d'évasion des milliardaires de la tech », non traduit). Ces nouveaux rois du XXIe siècle, qui passent leurs journées à vouloir changer le monde en dépassant les frontières du possible se prennent à imaginer ces dernières années des scénarios dystopiques.

En cas de chute de la civilisation occidentale, la sélection naturelle des survivants se ferait ainsi grâce à un portefeuille bien garni. Payés à prix d'or, les employés du site de Mark Zuckerberg sont ainsi soumis à des accords très stricts de confidentialité, révèle une enquête du média américain Wired. *« Au lieu d'assimiler les techniques de survie dites classiques, ces personnalités adoptent une approche survivaliste inspirée des jeux vidéo en tentant de construire un monde entièrement nouveau*, glisse Douglas Rushkoff. *Dans l'objectif de faire de la réalité, si elle tournait mal, une simple externalité. »*

Le survivalisme, qui consiste à se préparer à l'effondrement de la civilisation, est souvent résumé au cliché de l'illuminé faisant ses réserves de boîtes de conserve, ainsi qu'aux prêches des prophètes de malheur. Ce courant s'est pourtant étendu aux quartiers aisés, prenant racine dans la Silicon Valley et à New York parmi les cadres du secteur technologique ou les gestionnaires de fonds d'investissement. Pour ces milliardaires, nulle question de remettre leur destin entre les mains des gouvernements si les choses devaient mal tourner. *« Idéologiquement, les entrepreneurs de la Silicon Valley appartiennent à la mouvance libertarienne, qui repose sur le primat des intérêts individuels. C'est une éthique de l'égoïsme dans laquelle l'État est réduit à ses fonctions régaliennes »*, explique Cécilia Calheiros, docteur en sociologie et auteur d'une thèse sur le transhumanisme.

Les conspirations des cerveaux de la Silicon Valley s'exhibent à travers des groupes secrets sur Facebook et WhatsApp, où ils échangent des conseils sur les masques à gaz, les bunkers et les endroits du monde les plus à l'abri des effets du changement climatique. La foudroyante pandémie de Covid-19, qui a pris de court les décideurs du monde en 2020, n'a fait que conforter leur crainte du pire. La soif de guerre du président russe Vladimir Poutine a, par ailleurs, relancé plus récemment les peurs autour d'une éventuelle guerre nucléaire. *« De potentiels troubles sociaux majeurs ou même une rébellion du peuple contre les élites économiques représentent également des sources d'inquiétude »*, analyse Cécilia Calheiros.



Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, a dépensé une fortune pour s'installer dans cette propriété, sur l'île d'Indian Creek, en Floride, où il a construit ses bunkers. LCD/SPLASH NEWS/ABACA

Cap sur la Nouvelle-Zélande

Avant Mark Zuckerberg, le fondateur d'Oracle, Larry Ellison, s'était lui aussi fait construire un bunker, presque inaccessible, sur l'île hawaïenne de Lanai. L'influent cofondateur de PayPal, Peter Thiel, fervent soutien de l'ancien président et candidat républicain Donald Trump aux élections américaines, s'est tourné vers la Nouvelle-Zélande pour son projet immobilier. Tout comme Reid Hoffman, l'un des fondateurs de LinkedIn, et l'entrepreneur de la Silicon Valley John Ramey, qui se sont laissé séduire par ce territoire jugé comme l'un des endroits les plus protégés du monde. Le fondateur de l'empire OpenAI, Sam Altman, se tient lui aussi prêt à s'envoler pour le Pacifique Sud s'il devait un jour perdre le contrôle de son intelligence artificielle...

Steve Huffman, le cofondateur du réseau social Reddit, a confié au magazine *New Yorker* qu'une *« bonne moitié »* de ses collègues milliardaires de la Silicon Valley avaient mis la main sur *« des biens immobiliers apocalyptiques »*. Sur le sol américain, le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, a dépensé une fortune pour s'installer sur l'île d'Indian Creek, en Floride, où il a construit ses bunkers. Tandis que l'ancien chef de produit de Facebook et analyste pour Goldman Sachs Antonio Garcia Martinez a, lui, acquis deux hectares de terres forestières dans l'archipel des îles San Juan, entre Vancouver et Seattle, pour y stocker générateurs et panneaux solaires.

Face à l'engouement, des sociétés privées se sont également lancées sur ce créneau de niche en s'adressant cette fois à des citoyens plus ordinaires, mais qui n'en restent pas moins fortunés. C'est le cas par exemple des entreprises américaines Vivos et Rising S Bunkers ou du suisse Oppidum, à l'origine de l'aménagement du plus grand bunker de luxe au monde, situé à quelques kilomètres de Prague. Pour s'offrir l'une de ces résidences souterraines fortifiées, il faut signer un chèque de 8 à 15 millions d'euros. ■

Retrouvez demain :
Bâtir une cité idéale, le rêve contrarié de magnats de la Silicon Valley